

# FOCUS ÉCONOMIE & RAPPORTS DE DOMINATION

LA FUCID, UNE ONG AU CŒUR DU CAMPUS



Économie et rapports de domination  
Le système économique  
comme vecteur d'inégalités

POLITISER L'ÉCONOMIE & DÉCENTRER LE REGARD  
QUELLES ALTERNATIVES AU CAPITALISME ?  
PORTRAITS D'ACTIVISTES

# SOMMAIRE



**03**  
**INTRO**  
 Le système économique comme vecteur d'inégalités



**04**  
**FAITS & CHIFFRES**  
 Patriarcatisme



**08**  
**LEXIQUE**  
 Les chiffres et les mots sont politiques!



**12**  
**RÉFLEXION**  
 La « mondialisation heureuse », vraiment?



**12**  
**RÉFLEXION**  
 L'art pour (re)tisser les liens



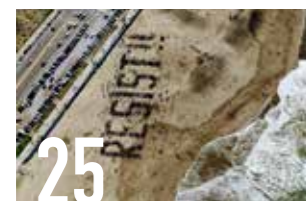
**16**  
**ACTION**  
 Je veux agir! Par où commencer?



**17**  
**RÉFLEXION**  
 Supprimer l'héritage, briser le mythe de la méritocratie



**21**  
**TÉMOIGNAGE**  
 Appropriation capitaliste ou résistance culturelle? Wax Paradoxe



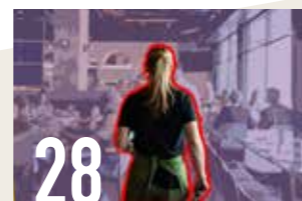
**25**  
**RESSOURCES**  
 Pour creuser la thématique



**26**  
**PORTRAIT**  
 Maxima Acuña Atalaya: Le droit de vivre sur sa terre



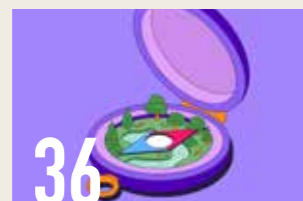
**27**  
**PORTRAIT**  
 Nemonte Nenquimo: Empouvoir la communauté amazonienne



**28**  
**RÉFLEXION**  
 Jobs étudiants: quand le travail pénalise



**32**  
**RÉFLEXION**  
 Capitalisme et extrême droite: le cas des politiques migratoires



**36**  
**RÉFLEXION**  
 Naviguer vers des futurs désirables



**40**  
**QUIZZ**  
 Les chiffres s'expriment!



# INTRO



## Le système économique comme vecteur d'inégalités

« **Baborder.** Verbe • Issu de *bâbord* et de *saborder* : *Alors que la tempête est déjà là, décider de changer de cap, pour inventer une réponse collective et généreuse à l'inverse de ce qui était planifié.* »

*Les mots qu'il nous faut : Dictionnaire lumiluttant, Jeanne Hennin, La Mer Salée, p. 17.*

Nous sommes dans la tempête. Face à la catastrophe écologique ou à la montée de l'extrême-droite, nombreuses et nombreux se sentent pris-es au piège dans un tourbillon. Des choix politiques et économiques, ici ou ailleurs, ne cessent de renforcer les inégalités et les rapports de domination. Une minorité continue à s'enrichir et maintient sa position de pouvoir, au détriment des femmes et des personnes pauvres, migrantes, ou racisées. Les nouvelles mesures gouvernementales en Belgique soulèvent cependant également d'autres vents, porteurs d'un souffle d'espoir et de résistance : des protestations fortes, qui exigent un modèle de société différent.

Partant de l'hypothèse que les mots participent à soigner les maux, le dictionnaire « lumiluttant » aussi drôle que réconfortant de Jeanne Hennin nous apparaît alors comme un point de départ pertinent, en particulier le terme « baborder » (défini ci-dessus). Face au système économique capitaliste dominant et des inégalités qui s'accroissent, n'est-il pas temps, en effet, de baborder collectivement? De « changer de cap, pour inventer une réponse collective et généreuse » (Ibid.)?

À travers les mots – mais aussi des faits, des chiffres, des pistes d'action, des ressources ou des portraits inspirants – ce FOCUS examine différentes facettes de l'économie ayant participé à la tempête, tout en pointant des chemins alternatifs. Quelles sont les faces cachées de la mondialisation ou de la transition électrique? Quels privilèges se maintiennent par l'héritage? En quoi les nouvelles mesures gouvernementales impactent-elles les étudiant-es? Quels liens entre capitalisme et colonialisme ou extrême-droite? Quel rôle peut jouer l'art dans ces dénonciations? Et comment les utopies aident-elles à penser des alternatives économiques plus sociales et solidaires?

Après les mots, il faudra aussi des actions. C'est d'ailleurs ce à quoi vous invite la section de ce FOCUS du même nom. Mais ce numéro rappelle également que de nombreuses décisions et actions doivent avoir lieu à un niveau politique, et pas uniquement individuel. Tout en vous souhaitant une bonne lecture, nous vous invitons déjà à vous demander, à la fermeture de ce FOCUS : face à la tempête, que faire pour baborder? ●

L'ÉQUIPE DE LA FUCID

### NOUS CONTACTER

Rue de Bruxelles 61  
 5000 Namur · Belgique  
 +32 81 35 68 99  
 info@fucid-unamur.be  
 f Fucid Namur  
 c Fucid\_Namur

Éditrice responsable :  
 Rita Rixen

Rédactrices en chef :  
 Alix Buron  
 Alicia Lambert

Comité de rédaction : Hestia Akiki, Ludovic Bequet, Alix Buron, Anne-Lise Cydzik, Stéphane Leyens, Flora Luntumbue, Valérie Tilman

Équipe de rédaction et de correction : Ludovic Bequet, Alix Buron, Émilie de Bassompierre, Anne Demanet-Bastin, Anne-Lise Cydzik, Maxime Giegas, Alicia Lambert, Mélissane Lebrun, Stéphane Leyens, Rita Rixen, Valérie Tilman



# Patriarcapitalisme

Le capitalisme est parfois renommé « patriarcapitalisme » pour accentuer sa dimension patriarcale et a également été qualifié de colonialiste et d'écocide. Les chiffres et faits cités ici donnent quelques pistes pour mieux comprendre les liens entre capitalisme et ces rapports de domination.

## —Travail gratuit—

Dans *Le capitalisme patriarcal* (2019), la philosophe Silvia Federici examine comment la révolution industrielle a mené à « l'invention de la ménagère ». Afin de prendre soin des travailleurs, les femmes sont assignées au travail domestique et ménager, considéré comme un travail gratuit allant de soi. L'industrialisation repose dès lors sur l'exploitation et le contrôle des femmes, ainsi que des populations colonisées ou migrantes, dont le travail non ou mal rémunéré permet de faire tourner les usines.

## —Fortune coloniale—

S'il est difficile de quantifier ce que l'exploitation au Congo a rapporté à la Belgique, il est néanmoins aujourd'hui acquis qu'elle s'est fortement enrichie grâce à la colonisation. Le Congo doit pourtant encore rembourser une dette coloniale héritée à son indépendance. Des associations comme le CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes) décrivent dès lors les dettes issues de la colonisation comme illégitimes et illégales.

## —6000€ mensuels bruts—

c'est la différence de salaire entre les professeur·es et les femmes de ménage travaillant dans les universités belges francophones avec 10 années d'ancienneté (Périlleux et Girès, 2025). Un écart qui se justifie en termes de durée d'études, mais pas de pénibilité, et maintient en place la reproduction sociale (Phénomène selon lequel différents groupes continuent à occuper les mêmes positions dans la société). Il traduit également la dévalorisation de tâches liées au soin, toujours principalement prises en charge par les femmes et les migrant·es.

## —1%—

Selon une étude d'OXFAM (2023), on sait aujourd'hui que les 1% les plus riches représentent les plus grands pollueurs. C'est pourquoi à la place du terme Anthropocène & Capitalocène qui place le capitalisme, plutôt que l'humanité dans son ensemble, comme cause principale de la crise environnementale.

#01 D'AUTRES CHIFFRES QUI INTERPELLENT : EN 2021, LES 10% DES PLUS RICHES AU MONDE POSSÈDENT 76% DU PATRIMOINE GLOBAL, CAPTENT PLUS DE LA MOITIÉ DES REVENUS, ET SONT RESPONSABLES DE LA MOITIÉ DES ÉMISSIONS TOTALES DE GAZ À EFFET DE SERRE (PARRIQUE, 2022, P.9). #02 COMITÉ POUR L'ABOLITION DES DETTES ILLÉGITIMES. #03 PHÉNOMÈNE SELON LEQUEL DIFFÉRENTS GROUPES CONTINUENT À OCCUPER LES MÊMES POSITIONS DANS LA SOCIÉTÉ.

SOURCES : « POUR UN AUDIT DE LA DETTE CONGOLAISE », 2007, CADTM. « INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES HOMMES-FEMMES », OXFAM BELGIQUE. « LES 1% LES PLUS RICHES ÉMETTENT AUTANT DE CO2 QUE DEUX TIERS DE L'HUMANITÉ », 2023, OXFAM. « LES 1% LES PLUS NANTIS POSSÈDENT PLUS DE RICHESSES QUE 95% DE L'HUMANITÉ, ALERTE OXFAM, ALORS QUE « L'OMBRE DE L'OLIGARCHIE MONDIALE PLANE SUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES », 2023, OXFAM. FEDERICI SILVIA, 2019. « LE CAPITALISME PATRIARCAL ». LA FABRIQUE - HIESSLER HELENE. « LE CAPITALISME PATRIARCAL - SILVIA FEDERICI », CULTURE & DÉMOCRATIE - MATHYS GILLIAN ET AL. (2021). « COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO ET LE PASSE COLONIAL DE LA BELGIQUE AU CONGO, AU RWANDA ET AU BURUNDI, SES CONSÉQUENCES ET LES SUITES QU'IL CONVIENT D'Y RÉSERVER : RAPPORT DES EXPERTS, CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE. » PARRIQUE TIMOTHÉE, 2022. « RALENTIR OU PERIR : L'ÉCONOMIE DE LA DÉCROISSANCE », LE SEUIL - PÉRILLEUX HUGO & GIRES JOËL, 2025. « INÉGALITÉS SALARIALES À L'UNIVERSITÉ EN BELGIQUE FRANCOPHONE », OBSERVATOIRE BELGE DES INÉGALITÉS.



# Économie : les chiffres et les mots sont politiques !

Mettre le focus sur l'économie, c'est un pari un peu risqué : est-ce que les allergiques aux mathématiques oseront tourner les pages suivantes ? Les adeptes du jonglage avec les nombres, en revanche, se réjouissent probablement à l'annonce d'une telle thématique. Mais l'économie, ce n'est pas qu'une affaire de chiffres ! Derrière des données mesurables et un langage mathématique se cachent en réalité des idéologies, des mythes et des utopies. Le modèle économique dominant reflète et soutient en effet une certaine vision du monde, basée actuellement sur la recherche du profit à tout prix. Le système capitaliste est aujourd'hui dénoncé par certain·es, pour la manière dont il entretient, voire renforce et génère, certains rapports de domination, ainsi que des pratiques désastreuses pour les écosystèmes. Sur base de ce constat, et sans pour autant prétendre proposer des définitions exhaustives, ce lexique cherche à contextualiser et à politiser plusieurs termes liés à l'économie, tout en retissant ses liens avec des valeurs solidaires.



## ÉCONOMIE : LA RECHERCHE DU PROFIT OU LA GESTION DU FOYER ?

L'économie peut être définie comme une forme d'organisation sociale, comprenant l'ensemble « des activités d'une collectivité humaine relatives à la production, à la distribution et à la consommation des richesses »<sup>#01</sup>. Du grec *oikonomia*, qui signifie « organisation », le terme est dérivé du mot *oikos* (éco), qui signifie « foyer » ou « maison ». Comme le souligne la chercheuse et militante écoféministe Vandana Shiva (2022)<sup>#02</sup>, il partage donc avec le terme écologie une racine étymologique, qui implique une forme de « gestion domestique » de la Terre, « notre foyer » (p 58). Dans le modèle dominant actuel, la dimension sociale et écologique inhérente à l'économie est pourtant souvent négligée, au profit de – eh bien, du profit<sup>#03</sup>, justement.

## (PATRIAR)CAPITALISME ET (NÉO)LIBÉRALISME

Le système économique dominant, qui s'est imposé<sup>#04</sup> dans un contexte d'industrialisation et de mondialisation, est capitaliste. Plaçant l'accumulation de capital au cœur de son idéologie, il est caractérisé par la privatisation des entreprises, la libéralisation du marché et la recherche du profit<sup>#05</sup>. Le terme néolibéral désigne quant à lui généralement une forme plus radicalisée de ce système, qui cède de plus en plus de pouvoir au secteur privé (notamment les multinationales)<sup>#06</sup>. Ce modèle par ailleurs axé sur le libre-échange cloisonne certains pays ou anciennement colonisés dans le rôle d'extracteurs et de fournisseurs de matières premières<sup>#07</sup>. Les anciennes puissances coloniales gardent le privilège économique lié à la vente du produit fini, une activité non seulement plus rentable, mais aussi moins polluante et impactante pour les terres et ses habitant·es<sup>#08</sup>.

Le modèle économique capitaliste, par conséquent, a été vivement critiqué, notamment pour la manière dont il place le profit avant l'humain et l'environnement, tous deux considérés uniquement comme des ressources à exploiter. En 1980, Oxfam Belgique désignait d'ailleurs déjà le « capitalisme débridé ou néolibéralisme » comme « la cause principale des inégalités actuelles ». Chercheur·euses et militant·es – féministes, décoloniaux, écologistes, altermondialistes... – ont également dénoncé la domination capitaliste sur les femmes, la Terre et les populations migrantes ou (anciennement) colonisées. Leurs travaux et leurs actions ont mis en lumière une vision anthropocentrée, coloniale et patriarcale au cœur d'un système alors renommé « patriarcapitalisme ».

## ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Si le capitalisme néolibéral domine actuellement, il est pourtant loin d'exister un seul type d'économie ! Plusieurs types de structures peuvent d'ailleurs coexister, comme on le constate dans des systèmes complexes où certains secteurs se basent sur le capitalisme et d'autres tentent d'adopter des modèles sociaux et solidaires. Des alternatives à un système économique régi par l'accumulation de capital ont donc été pensées et mises en place, dans une perspective de justice sociale et environnementale.

#01 SELON LE LAROUSSE EN LIGNE, CONSULTÉ LE 21 AOÛT 2025. #02 DANS L'OUVRAGE PLURIVERS (2022), CITÉ CI-APRÈS. #03 IL EST QUESTION ICI D'UN PROFIT PRINCIPALEMENT MATÉRIEL ET FINANCIER, QUI BÉNÉFICIE MAJORITAIREMENT AUX CLASSES PRIVILÉGIÉES. C'EST EN CE SENS QU'EST ENTENDU LE TERME « PROFIT » DANS LA SUITE DU LEXIQUE. #04 DEPUIS LE 19<sup>e</sup> SIÈCLE. #05 CETTE DÉFINITION SE BASE EN PARTIE SUR CELLE PROPOSÉE DANS « LE JEU DE LA BOBINE : LES DESSOUS DU VÊTEMENT », CONÇU PAR ASMAE, QUINOA, WE SOCIAL MOVEMENTS (WSM), CNCD-11.11.11 ET GOOD PLANET. #06 EN BELGIQUE, LE SECTEUR PUBLIC REPRÉSENTE NEANMOINS ENCORE ENVIRON 20% DE L'EMPLOI ET 45% DU PIB. #07 COMME C'EST LE CAS PAR EXEMPLE EN AFRIQUE, NOTAMMENT EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC), LA MAJORITÉ DE LA TRANSFORMATION SE SITUE PAR CONTRE AUJOURD'HUI EN ASIE. #08 À CE PROPOS, VOIR L'ANALYSE DE LA FUCID SUR PLUSIEURS ŒUVRES D'ARTISTES CONGOLAIS·ES QUI DÉNONCENT LES CONSÉQUENCES (POLLUTIONS, DÉPLACEMENTS DE POPULATION, CONFLITS, GUERRES...) RÉSULTANT DE L'EXPLOITATION EXTRACTIVISTE EN RDC, LIÉE NOTAMMENT À LA TRANSITION ÉLECTRIQUE (LAMBERT 2025).



L'économie sociale et solidaire se détourne de valeurs individualistes centrées sur la recherche du profit à tout prix, en faveur de la solidarité, de l'équité, de la dignité, de l'intégrité et du respect des limites écologiques (Ibid., 277).

L'économie solidaire peut prendre diverses formes, s'adaptant à son contexte local, comme le montrent notamment les chercheuses, chercheurs, militants et militantes ayant contribué à l'ouvrage *Plurivers : un dictionnaire du post-développement* (2022). Y sont abordées notamment l'économie dite populaire en Amérique latine (Johanisova et Vinkelhoferová 2022)<sup>69</sup>; l'économie démocratique qui tente de se construire au Kurdistan (Akbulut & Aslan 2022)<sup>70</sup>; une économie du don orientée vers les besoins dans les sociétés matriarcales et autochtones (Wörner 2022); ou encore les communautés écoféministes (Terreblanche 2022), les écovillages (Chaves 2022) et les initiatives décroissantes (Demaria & Latouche 2022). Loin d'être parfaits, de tels modèles, selon les autrices et auteurs de *Plurivers*, (re) pensent néanmoins l'économie dans une réflexion plus large sur nos manières d'habiter le monde, de façon plurielle mais plus égalitaire.

### CROISSANCE ET PIB

La croissance est généralement calculée uniquement à partir du Produit Intérieur Brut (PIB)<sup>71</sup>, sans prendre en compte d'autres indicateurs d'épanouissement social<sup>72</sup> – comme vise à le faire par exemple le Bonheur National Brut (BNB) au Bhoutan (Gerber 2022)<sup>73</sup>, bien que décrié notamment pour ses ambivalences et sa mise en pratique autoritaire. L'IDH (Indice de développement humain) considère, outre le PIB auquel il reste cependant fortement lié, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation. Sous des formes multiples et variées, plusieurs visions et concepts défient et résistent à la mondialisation du PIB et de la croissance comme des indicateurs de « progrès ». Les autrices et auteurs de *Plurivers* (2022) mentionnent notamment le *buen vivir* (du quechua *sumak kawsay*) en Amérique du Sud – où « vivre bien », implique l'harmonie avec la Terre plutôt que l'accumulation matérielle (Chuji et al. 2022) – ou encore l'*ubuntu*, un concept d'Afrique australe qui place l'humanité au cœur de sa vision (Le Grange 2022).

### CROISSANCE ET ÉCONOMIE « VERTE »

Le modèle capitaliste est basé sur le mythe d'une croissance infinie, dans un monde pourtant fini. Un tel système, dirigé par le capital et le profit, encourage la surproduction et la surconsommation. Pourtant, non seulement les ressources planétaires sont limitées, mais le travail pour les extraire est particulièrement dangereux, pénible et polluant, menant à des inégalités, des conflits, des guerres et des désastres écologiques.

Basée sur l'utopie et le mythe de la technologie salvatrice, l'économie verte supposée favoriser un « développement durable » tout en protégeant l'environnement, reproduit en réalité généralement un extractivisme destructeur. Ce modèle économique est dénoncé pour demeurer dans une logique capitaliste de croissance et de compétitivité, ainsi que d'extraction et d'exploitation des ressources et des travailleuses et travailleurs. Pour reprendre les mots des chercheuses et chercheurs Ulrich Brand et Miriam Lang (2022), l'économie verte déplace souvent les problèmes plutôt que de les résoudre (p. 112).<sup>74</sup>

Ainsi, l'expression « croissance verte » ou « croissance durable » a été décrite comme un oxymore, soit une figure rhétorique alliant des termes contradictoires. C'est également le cas du « développement durable », contesté notamment pour la manière dont il continue également souvent de promouvoir les mythes de la croissance, du rêve technologique ou de la dématérialisation, plutôt que de reconnaître l'importance de respecter les limites planétaires et de redistribuer les richesses (Gómez-Baggethun 2022).<sup>75</sup>

### ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Si plusieurs alternatives économiques laissent espérer une société plus solidaire, d'autres modèles ayant pourtant tenté de prendre en compte la question écologique ont montré leurs limites. Appropriés par le système capitaliste, ils embrassent parfois son idéologie et ses mythes (en particulier celui de croissance). Ceci peut également concerner, outre l'économie verte (définie ci-avant), l'économie circulaire.

Cette dernière est par définition incompatible avec une économie en croissance, puisqu'elle n'implique pas seulement de réutiliser et de recycler les matières premières, mais aussi de les réduire. Cependant, elle peut donner lieu à un effet rebond, lorsqu'elle mène à l'effet inverse de celui recherché, c'est-à-dire une augmentation de la consommation<sup>76</sup>. Cela ne signifie probablement pas pour autant que le modèle circulaire doit être totalement abandonné, mais bien être repensé en lien avec des initiatives « réellement transformatrices »<sup>77</sup>, notamment la décroissance.

### DÉCROISSANCE

Dans une société dirigée par le profit valorisant la surconsommation, la décroissance a mauvaise presse. Pourtant, alors qu'elle est souvent associée à des termes connotés négativement comme la restriction et la privation, elle propose en réalité une vision sociétale joyeuse, où moins rime avec mieux. Comme le soulignent Federico Demaria et Serge Latouche (2022), « il ne s'agit pas seulement de faire moins, mais aussi de faire différemment » (p. 215).

Réduire la production et la consommation dans les pays industrialisés implique de mettre en place une société qui valorise les relations humaines et les relations avec l'environnement, source d'épanouissement bien plus solidaire que l'accumulation matérielle. La décroissance, toujours selon Demaria et Latouche (2022), peut s'organiser autour de huit grands « R » : « réévaluer, reconceptualiser, restructurer, relocaliser, redistribuer, réduire, réutiliser et recycler » (p. 217). La décroissance questionne aussi le mythe de la dématérialisation (remplacement du matériel par le digital), qui repose en réalité sur l'extraction de nombreux matériaux<sup>78</sup>.

### DÉVELOPPEMENT, DÉVELOPPEMENT « DURABLE », COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT...

Le « développement » est calculé par le PIB (Produit Intérieur Brut), c'est-à-dire la richesse que produit un pays, invisibilisant ainsi les aspects sociaux et environnementaux mis à mal par le système capitaliste. Un tel modèle, en tentant de s'imposer au reste du monde, reproduit des schémas hérités de l'entreprise coloniale, qui prétendait amener la « civilisation » dans les pays colonisés, niant ainsi les sociétés complexes préexistant l'arrivée des colons. Après les indépendances, les anciennes puissances coloniales changent de lexique, mais pas tellement de projet. Sur la couverture du « dictionnaire du post-développement » *Plurivers* (2022), le développement est d'ailleurs décrit comme un « colonialisme déguisé ».

On ne parle certes plus de « mission civilisatrice », mais on évoque la soi-disant nécessité d'amener la « modernité », le « progrès » ou le « développement » dans les pays qui n'ont pas encore adopté le modèle occidental. Ils sont renommés sur base d'une terminologie selon laquelle on parle d'abord de pays « en voie de développement », puis de « en développement » et plus récemment de « à faible/moyen revenus ». On entend également souvent l'expression « pays du Sud », qui désigne une réalité politique bien plus que géographique. Elle renvoie aux pays où les anciennes puissances coloniales, à côté d'autres puissances économiques émergentes comme la Chine, maintiennent des positions de pouvoir.

La « coopération au développement » a également été dénoncée pour la manière dont elle a longtemps omis de prendre en compte et de reconnaître les besoins, les agentivités, les connaissances et les spiritualités (alternatives à la pensée dite moderne), imposant dès lors sa vision au reste du monde<sup>79</sup>. L'imaginaire colonial reste aujourd'hui encore fortement présent, et la question posée par la théoricienne postcoloniale Gayatri Chakravorty Spivak (1988) « les subalternes peuvent-elles parler ? » – ou plutôt « être entendues » – reste pertinente. Il apparaît par conséquent aujourd'hui urgent et nécessaire, au sein de la coopération au développement, de continuer à questionner et de décoloniser son vocabulaire, ses structures et ses pratiques – dans un secteur qui affirme la volonté d'établir une réelle solidarité internationale, mais dont le chemin vers elle est loin d'être terminé.

### ... ET POST-DÉVELOPPEMENT

Dans son ouvrage *Afrotopia* (2016), le chercheur sénégalais Felwine Sarr dénonce les « cosmologies » et les « mythes » occidentaux projetés sur les sociétés africaines et souligne l'importance d'une « utopie active » par et pour l'Afrique.

Les autrices et auteurs de *Plurivers : un dictionnaire du post-développement* (2022) s'opposent également au mythe de l'universalisme, où le modèle occidental tente de s'imposer mondialement. L'ouvrage propose au contraire un « post-développement » basé sur une vision pluriverselle, où différents modèles peuvent cohabiter et converger vers une société plus juste.

### TRAVAIL & MÉRITOCRATIE

Le modèle économique dominant repose également sur la division entre capital et travail. Selon cette vision, les travailleuses et travailleurs participent à l'accumulation du capital, qui est ensuite redistribué. C'est ce que l'on appelle le « travail productif » pour lequel est reçu un salaire. L'organisation du travail, cependant, se base généralement sur le mythe de la méritocratie – où la notion de « mérite » invisibilise les privilèges permettant à certains (et certaines) d'accéder à des plus hautes positions et des plus grands salaires. La distribution des revenus, par conséquent, est encore fortement inégalitaire.

Une société fondée sur l'accumulation du capital, par ailleurs, dévalorise les formes de travail qui n'y participent pas directement, pourtant essentielles au bon fonctionnement de la société. C'est le cas notamment des secteurs professionnels liés au soin, encore souvent porté par les femmes, en particulier migrantes, ou du travail dit « reproductif » non-rémunéré (nettoyage, cuisine, garde des enfants...). Le travail gratuit comprend également différentes formes de bénévolat, sans lequel de nombreuses associations et organisations sociales, agricoles ou encore scolaires (parmi d'autres) ne survivraient pourtant pas.

Le système économique dominant valorise davantage des activités rentables mais souvent polluantes, menant par ailleurs à l'apparition des *bullshit jobs*<sup>80</sup> et des *bore-out*<sup>81</sup>. Dans ce contexte, le « refus de parvenir » qui émerge dès le 20<sup>ème</sup> siècle<sup>82</sup> se traduit aujourd'hui par une mouvance écologiste où de jeunes diplômé-es se détournent d'une carrière prometteuse dans des entreprises qui contribuent par exemple au dérèglement climatique. Et ce pour opter pour des activités moins valorisées, mais plus respectueuses de l'environnement et de l'humain. ●

PAR ALICIA LAMBERT,  
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

<sup>69</sup> À CE PROPOS, VOIR AUSSI L'ENTRETIEN D'AGIR PAR LA CULTURE AVEC CHRIS DEN HOND (2018). <sup>70</sup> AXÉ, COMME SON NOM L'INDIQUE, SUR LA PRODUCTION MARCHANDE. <sup>71</sup> PAR EXEMPLE, L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ, À L'ENSEIGNEMENT, AUX TERRES AGRICOLES... OU ENCORE, LE TEMPS-LIBRE, UN ENVIRONNEMENT NON POLLUÉ, LA BIODIVERSITÉ... <sup>72</sup> DANS PLURIVERS (2022). <sup>73</sup> #13 IBID. <sup>74</sup> #15 IBID. <sup>75</sup> #16 C'EST CE QUE L'ON PEUT CONSTATER, PAR EXEMPLE, AVEC LES TOTE-BAGS EN COTON QUI S'ACCUMULENT DANS NOS ARMOIRES, OU QUAND L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE AMÈNE FINALEMENT À CONSOMMER DAVANTAGE (CIRCUBUILD). <sup>76</sup> POUR REPRENDRE LES TERMES DE L'OUVRAGE PLURIVERS (D'ALISA 2022). <sup>77</sup> À CE PROPOS, VOIR L'ÉPISEME « MAUVAISE MINE » DU PODCAST LE MONDE ALLANT VERS LA FUCID, AINSI QUE LA FICHE PÉDAGOGIQUE Y ÉTANT LIÉE. <sup>78</sup> #19 ON A LUI A AUSSI REPROCHÉ DE NE PAS RECONNAÎTRE LES RACINES HISTORIQUES ET STRUCTURELLES DE LA PAUVRETÉ, UN MANQUE DE RECONNAISSANCE QUE L'ON RETROUVE ENCORE PARFOIS DANS CERTAINS DOMAINES DE L'AIDE HUMANITAIRE OU DU DÉVELOPPEMENT. <sup>79</sup> IL S'AGIT D'UN CONCEPT DE L'ANTHROPOLOGUE AMÉRICAIN DAVID GRAEGER (2018) POUR DÉCRIRE DES EMPLOIS RÉMUNÉRÉS MAIS DÉNUÉS DE SENS ET INUTILES, DANS LA SOCIÉTÉ DITE MODERNE. <sup>80</sup> UNE FORME D'ÉPISEME PROFESSIONNEL DU À L'ENVI AU TRAVAIL. <sup>81</sup> LORSQU'ON DES JEUNES ISSUS DES MILIEUX OUVRIERS REFUSENT DE CONNAÎTRE UNE ASCENSION SOCIALE PAR L'ÉCOLE ET DÉCIDENT DE RETOURNER À L'USINE POUR NE PAS TRAHIR LEUR CLASSE. <sup>82</sup> SELON L'ADAPTATION GRAPHIQUE DE CAPITAL & IDÉOLOGIE DE THOMAS PIKETTY PAR CLAIRE ALET ET BENJAMIN ADAM (2022, P. 10). <sup>83</sup> #19 COMME, INDIQUE SUR LEUR SITE OFFICIEL, [HTTP://TAX-THE-RICH.EU](http://tax-the-rich.eu)

BIBLIOGRAPHIE  
« JUSTICE ÉCONOMIQUE », OXFAM BELGIQUE, (PAGE CONSULTÉE LE 11 SEPT. 2025). « QU'EST-CE QUE L'EFFET REBOND CIRCULAIRE ? », CIRCUBUILD, (PAGE CONSULTÉE LE 11 SEPT. 2025). « ALET CLAIRE & ADAM BENJAMIN, 2022. « CAPITAL ET IDÉOLOGIE EN BANDE DESSINÉE » (D'APRÈS LE LIVRE DE THOMAS PIKETTY), LE SEUIL. DEN HOND CHRIS, 2018. « RETOUR SUR L'EXPERIENCE DU CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE AU ROJAWA » (ENTRETIEN PAR AURELIEN BERTHIER), AGIR PAR LA CULTURE. FANON FRANTZ, 2002 (1961). « LES DAMNÉS DE LA TERRE », LA DÉCOUVERTE. GAUTIER ELSA, 2022. « ÉTUDIANTS : LE RETOUR DU REFUS DE PARVENIR », SOCIALTER N° 46. HIRTZ NATALIA, 2023 (AVRIL). « TRAVAIL (RE)PRODUCTIF ET ACCUMULATION DU CAPITAL », GRESSEA ÉCHOS N° 114. KOTHARI ASHISH, SALLEH ARIEL, ESCOBAR ARTURO, DEMARIA FEDERICO & ACOSTA ALBERTO, 2022. « PLURIVERS : UN DICTIONNAIRE DU POST-DÉVELOPPEMENT », WILDPROJECT. SARR FELWINE, 2020. « AFROTOPIA », UNIVERSITY OF MINNESOTA PRESS. SPIVAK GAYATRI CHAKRAVORTY, 1988. « CAN THE SUBALTERN SPEAK? COLONIAL DISCOURSE AND POST-COLONIAL THEORY : A READER » (DIRS. P. WILLIAMS & L. CHRISMAN), COLUMBIA UNIVERSITY PRESS, PP. 66-111.



## La « mondialisation heureuse », vraiment ? Focus sur les inégalités en matière de travail et de revenus

**S**elon une étude récente, les travailleur-euse-s du « Sud global » fourniraient 90% de la main-d'œuvre nécessaire à l'économie mondiale, mais ne recevraient que 20% des revenus mondiaux (Hickel, Lemos, Barbour, 2024). Les économies du « Nord global » seraient ainsi de plus en plus dépendantes du travail des pays à bas coûts. Nombreux-ses sont les auteur-riche-s qui, aujourd'hui encore, plus de 150 ans après l'analyse marxiste du capitalisme (Marx, 1867), dénoncent l'actualité du processus d'accumulation du capital par l'exploitation du travail, y compris au niveau international.<sup>#01</sup> Dans cette optique, l'étude sur les inégalités de revenus mentionnée ci-dessus entend montrer que le niveau de vie que connaissent les pays du « Nord global » est rendu possible par l'exploitation des travailleur-euse-s du « Sud global ».

Ce que l'on appelle le « Nord global » correspond, dans l'étude déjà évoquée ci-dessus<sup>#02</sup>, à la liste des économies avancées du Fonds monétaire international. Les expressions « Nord global » et « Sud global » sont des concepts idéologiques, et non géographiques, convoqués selon des motivations diverses : ce sont des appellations très discutées, tout comme l'ont été les notions de « Sud », de « pays en développement » ou de « Tiers-Monde ». Ainsi, la Chine est parfois placée dans le Sud global, dont elle est effectivement une figure de proue, alors qu'il s'agit d'une puissance économique mondiale. La Russie est également quelquefois liée au Sud global (c'est le cas dans l'étude analysée ici), malgré son développement économique et sa puissance géopolitique. La notion de Sud global englobe toute une série de pays dits en développement, mais aussi des économies dites émergentes telles que l'Inde et le Brésil.

Le Sud global regroupe donc des pays aux situations et à la puissance très hétérogènes. Selon certaines interprétations, les premières adjonctions de l'adjectif « global » à « Sud » visaient à mettre l'accent sur « les schémas globaux de domination et de résistance » à l'échelle internationale (CETRI, 2023). On peut voir aussi ce concept comme « un concept politique désignant les pays non alignés sur les États-Unis ou rejetant un monde unipolaire »<sup>#03</sup> (Capdepuy, 2023). Il nous semble donc problématique de tenter d'analyser finement les relations internationales et les réalités économiques à l'aide de ces concepts qui sont davantage « des mots d'ordre à finalité mobilisatrice » (Kourliandsky, 2025). Cette remarque importante étant faite, l'étude évoquée plus haut n'en comporte pas moins plusieurs éléments intéressants.



### L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEUR-EUSE-S DU SUD GLOBAL AU CŒUR DE LA MONDIALISATION CAPITALISTE

Selon les auteurs de cette étude, les travailleur-euse-s du Sud global réalisent 95% du travail peu à moyennement qualifié et 75% du travail hautement qualifié, contribuant à l'écrasante majorité de la main-d'œuvre dans l'agriculture (99%), les mines (99%), l'industrie manufacturière (93%) ou encore les services (80%). Ces travailleur-euse-s étant en nette supériorité numérique sur ceux du Nord global, on ne sera pas surpris outre-mesure par ces chiffres.

Une des raisons pour lesquelles les économies du Nord sont aussi dépendantes du travail fourni par les pays du Sud global est le faible coût de ce travail : les salaires du Sud global sont en moyenne dix fois plus faibles que ceux du Nord, à niveau de compétence égal et quel que soit le secteur d'activité. Et ce ne sont pas les différences de productivité qui expliquent ces différences de salaire : ce sont les États et les entreprises capitalistes qui tirent parti de leur pouvoir géopolitique et commercial pour comprimer les salaires, les prix et les profits dans le Sud global, tant au niveau des économies nationales qu'au sein des chaînes mondiales de produits de base (qui représentent plus de 70% des échanges). Les entreprises capitalistes ne pourraient pas fonctionner comme elles le font sans cette main-d'œuvre bon marché. Même les secteurs qualifiés sont touchés par cette mise en compétition : les dirigeant-e-s de multinationales confirment d'ailleurs qu'il-elle-s trouvent la majeure partie de leur main-d'œuvre d'ingénierie hautement qualifiée à l'étranger, celle-ci n'étant pas disponible en suffisance dans les États dits développés.

Le salaire horaire dans le Sud global est d'environ 1,6€. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les disparités de salaires entre le Nord et le Sud s'accroissent. En effet, le salaire horaire moyen dans le Sud global a été multiplié par plus de trois depuis 1995, mais ces travailleur-euse-s n'ont gagné en moyenne qu'un euro supplémentaire, en passant d'une rémunération moyenne de moins de 0,5€/heure à un peu plus de 1,6€/heure. Sur la même période, le salaire horaire moyen du Nord a doublé, mais en passant de 12,6€/heure à presque 25€/heure. Avec ces différences de salaire, les travailleur-euse-s du Nord peuvent davantage consommer (ce qui n'empêche pas, au Nord, les inégalités et la pauvreté), tandis que les travailleur-euse-s du Sud ne peuvent souvent pas consommer ce qu'ils-elles produisent, même si leur niveau de vie a augmenté. On assiste donc à tout l'inverse d'un rattrapage... Ce qui permet d'ébranler les discours sur les vertus de la mondialisation des échanges dans le cadre capitaliste comme condition *sine qua non* et automatique de sortie de la pauvreté. Les travailleur-euse-s du Sud global effectuent donc 90% du travail associé à la production mondiale de biens et de services ainsi qu'aux échanges commerciaux entre le Nord et le Sud. Ils-elles sont responsables de près de la moitié du travail nécessaire à la croissance et à la consommation des pays du Nord. Et cette tendance se renforce : la contribution des pays du Sud global à la production mondiale totale augmente régulièrement depuis 1995,

et ce dans toutes les catégories de compétences, avec la plus forte augmentation dans la catégorie des compétences élevées. Pourtant, ces pays reçoivent en échange moins de la moitié du revenu mondial (44%). Quant à leurs travailleur-euse-s, ils-elles ne captent même pas la moitié des revenus nationaux.

Enfin, toujours selon cette étude, un-e travailleur-euse du Sud global fournirait en moyenne plus de 2200 heures de travail par an, contre un peu moins de 1800 heures dans les pays du Nord, l'Union européenne tirant la moyenne vers le bas avec un peu moins de 1600 heures par an par emploi – ce qui constitue d'ailleurs un progrès sociétal pour les travailleur-euse-s européennes, même si les conditions de travail ne suivent pas nécessairement cette courbe de progression.

### UN MODÈLE ÉCONOMIQUE NON UNIVERSALISABLE

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de ces observations. Premièrement, notre façon d'assurer notre prospérité, au Nord, repose en grande partie sur l'appropriation du travail des pays à bas coûts. Sans accès à cette main d'œuvre bon marché pour maintenir la consommation actuelle, les populations du Nord seraient obligées de réduire leur consommation (décroissance) ou devraient se réindustrialiser et augmenter considérablement leurs heures de travail dans les secteurs primaire et secondaire. Deuxièmement, à la lumière de ces constats, le maintien de la pauvreté et des inégalités apparaît en partie comme un choix politique (Buste, Larbin, 2025).

Troisième leçon : la mondialisation et la croissance du PIB mondial ne semblent pas avoir tenu toutes leurs promesses en matière d'éradication de la pauvreté, même si cette dernière semble avoir régressé. C'est d'ailleurs ce qu'observent et dénoncent d'autres études (Unger, 2013 ; Buste, Larbin, 2023). Selon celles-ci, mais aussi selon Philip Alston, rapporteur spécial sur les droits humains et l'extrême pauvreté pour l'ONU de 2014 à 2020, la communauté internationale évaluerait à tort les progrès réalisés dans l'éradication de la pauvreté : le seuil de pauvreté défini par la Banque Mondiale serait inadéquat. Les statistiques actuelles estimant l'extrême pauvreté à 650 millions de personnes en 2019 (contre 2 milliards en 1990) seraient basées sur un revenu de subsistance misérable moyen de 2,15 \$ par jour en 2022. Or 2,15 \$ est un montant insuffisant pour un niveau de vie qui satisfait à des normes minimales, dans certains pays.

Ce seuil de 2,15 \$ par jour exclut de nombreuses catégories de personnes, et donc minimise le nombre réel d'individus en situation d'extrême pauvreté. Par exemple, le seuil de 2,5 \$ par jour ne prend pas en compte les coûts des combustibles ou des vêtements, alors qu'ils sont primordiaux dans les pays froids.

**NOTRE FAÇON**  
d'assurer notre prospérité,  
au Nord, repose en grande partie  
sur l'appropriation du travail  
des pays à bas coûts.

<sup>#01</sup> CETTE THÉORIE EST UNE GRILLE DE LECTURE QUI PEUT ÉGALEMENT S'APPLIQUER À L'EXPLOITATION DES RESSOURCES (VOIR À CE SUJET LE PODCAST « MAUVAISE MINE » DE LA FUCID ET SA FICHE PÉDAGOGIQUE).  
<sup>#02</sup> DANS CETTE MÊME ÉTUDE, LE NORD GLOBAL CORRESPOND PEU OU PROU L'OCCIDENT PLUS LE JAPON, LA CORÉE DU SUD ET TAIWAN.  
<sup>#03</sup> SUR L'ANALYSE DE CETTE NOTION, VOIR PAR EXEMPLE CAPDEPUY (2023) QUI CONCLUT « DANS LE MONDE MULTIPOLAIRE D'AUJOURD'HUI, IL N'Y A PAS PLUS DE SUD GLOBAL QUE D'OCCIDENT OU DU MOINS, POURRA-T-ON LES CONSIDÉRER SEULEMENT COMME DES AFFINITÉS PARMI D'AUTRES, SANS PRENDRE LE RISQUE DE LES ESSENTIALISER. » DANS LE CHAMP DES ÉTUDES POST-/DECOLONIALES, LE CONCEPT « RENVOIE AUX POPULATIONS « SUBALTERNISÉES » [...] DANS CETTE ACCEPTION, LE « SUD GLOBAL » EST RELATIVEMENT DÉTERRITORIALISÉ. IL SE TROUVE ÉGALEMENT DANS LE NORD GÉOGRAPHIQUE, À TRAVERS LA PRÉSENCE DE MIGRANT-ES [...] » (CETRI, 2023).

Dans certaines régions du monde, avec 2,15 \$ par jour, il est extrêmement difficile, voire impossible, de couvrir les coûts associés à la nourriture et au logement. De même, un quart de la population mondiale n'a pas accès à des conditions salubres pour cuisiner. Par ailleurs, les différences entre les femmes et les hommes sont souvent masquées en raison de l'hypothèse que les ressources sont également partagées au sein du ménage. Enfin, des groupes particulièrement touchés par la pauvreté, comme les sans-abris, les personnes migrantes, réfugiées, déplacées ou touchées par un conflit armé, seraient sous-représentés, voire oubliés dans les statistiques de l'ONU.

En résumé, ces études estiment que, en dépit d'une hausse globale du niveau de consommation, le nombre d'individus en situation de grande pauvreté surpasserait de 50% les estimations de la Banque mondiale.

### UNE MONDIALISATION À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Sur cette question de la mondialisation, présentée par la rhétorique développementaliste comme devant apporter le développement partout sur la planète et éradiquer la pauvreté – cette fameuse « mondialisation heureuse » –, il est d'ailleurs intéressant d'observer l'évolution des discours et des pratiques.

Dans les années 90, sous l'impulsion des États-Unis notamment<sup>#5</sup>, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a mis en place certaines règles commerciales mondiales, non sans levées de boucliers et coups d'arrêts. De nombreux acteurs (pays moins développés, groupements d'intérêts professionnels, associations écologistes) ont alors convergé dans leur dénonciation du libre-échange pour réclamer un système commercial plus juste, protégeant les travailleur-euse-s, et pour certains l'environnement (Bréville, 2025). Notons que la droite nationaliste, conservatrice et protectionniste américaine était également opposée à la mondialisation.

Mais le système multilatéral pouvant aussi compromettre les intérêts nationaux, y compris ceux des États-Unis, le libre-échange et ses rapports de force se sont également poursuivis à travers la signature de dizaines d'accords de libre-échange bilatéraux ou régionaux, particulièrement entre 2000 et 2015. Ces derniers ont, eux aussi, fait – et font toujours – l'objet de contestations sociales au nom de l'emploi, des normes sociales et environnementales, de la démocratie, des inégalités ou de la souveraineté.

Au début des années 2000, des auteurs dénonçaient déjà que « la voie bilatérale modifie les rapports de force en faveur des pays exportateurs de technologie et permet des avancées qui seraient probablement rejetées si elles étaient proposées dans le forum multilatéral de l'OMC » car « la puissance relative des pays en développement est grandement réduite lorsqu'ils se trouvent en relation bilatérale » (Morin, 2003). Mais la voie régionale n'est pas non plus la panacée pour toute une série d'acteurs économiques.

Pour prendre un exemple, Greenpeace et le Centre National de Coopération au Développement belge (CNCD 11.11.11) décrivent l'accord commercial Union européenne-Mercosur signé le 6 décembre 2024 (validé le 3 septembre 2025 par la Commission européenne, mais qui doit encore être ratifié par chaque État membre) comme un accord toxique pour les agriculteurs, l'environnement et les droits sociaux et humains. Selon le CNCD 11.11.11. « L'accord UE-Mercosur créera ainsi des gagnants (l'agro-industrie du Mercosur et les exportateurs européens de produits industriels et de services), mais aussi des perdants (les agriculteur-riche-s européen-ne-s et du Mercosur de petite et moyenne taille et les industries et les services du Mercosur). La santé et l'environnement sont également parmi les perdants. En Argentine, les sols et l'eau sont déjà contaminés aux pesticides, provoquant des taux élevés de cancers et de malformations infantiles. Or, avec cet accord, les multinationales européennes pourront vendre encore plus de pesticides en Argentine notamment, y compris des pesticides interdits en Europe pour leur toxicité pour la santé et l'environnement. Et ces pesticides interdits en Europe pourraient revenir dans les assiettes européennes par la voie des importations agro-alimentaires. » (Zacharie, 2025). Ces ONG invitent les citoyen-ne-s à interpeller les eurodéputé-e-s et leur gouvernement pour qu'il-elle-s refusent de ratifier l'accord.

### LES EFFETS DÉLÉTÈRES DE LA MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE

Depuis plusieurs décennies, les écueils de la mondialisation néolibérale apparaissent à travers des phénomènes structurels : crise de 2008 liée à la dérégulation, désindustrialisation dans certains pays du Nord, chômage, fragilité des chaînes d'approvisionnement, dommages environnementaux liés au système commercial international... Mais ce qui préoccupe surtout le Nord, c'est que la Chine, à la faveur de la mondialisation, dispute aux États-Unis la position de première puissance économique mondiale.

Aux États-Unis, avec l'élection de Donald Trump, le protectionnisme conservateur, agressif et prédateur s'impose comme le nouveau paradigme pour contrer la montée en puissance de la Chine. Dans les pays européens, le libéralisme et le libre-échange ont toujours la cote, mais l'idée de souveraineté énergétique, stratégique, alimentaire, sanitaire... (particulièrement à l'égard de la Russie et de la Chine) fait son chemin dans les discours politiques (Bréville, 2025). De son côté, *Le Monde* observe qu'après la propagande en faveur de « la mondialisation heureuse », on semble assister à une « vassalisation heureuse » de l'Europe à l'égard des États-Unis (Gressani, 2025). Quelle que soit la lecture que l'on ait de la situation euro-

péenne, les normes sociales et environnementales sont plus que jamais menacées au nom de la « compétitivité » ou encore de « l'intérêt public supérieur » (CNCDH, 2025 Trépart, 2025)<sup>#6</sup>.

En Belgique, par exemple, sur la question du travail, le programme gouvernemental n'est guère réjouissant : les personnes salariées et indépendantes qui auront un emploi travailleront plus longtemps, avec moins de protection sociale il leur sera demandé plus de productivité, dans des environnements de travail plus durs, pour moins de pouvoir d'achat.

DEPUIS PLUSIEURS  
décennies, les écueils  
de la mondialisation néolibérale  
apparaissent à travers  
des phénomènes structurels.

L'immigration, objet de discours et de pratiques contradictoires entre fermeture et ouverture, permettra de fournir, avec les personnes précarisées par la régression de la protection sociale, des travailleur-euse-s exploitables et privé-e-s d'une partie des droits sociaux. Malgré ce programme antisocial, la contestation sociale reste relativement faible, une grande partie de la population soutenant cette direction, aveuglée par les discours populistes qui font des personnes migrantes, chômeuses et malades de longue durée des boucs émissaires, et qui passent opportunément sous silence les causes systémiques du chômage, de l'immigration et des pathologies de société.

Au sein des pays riches, les politiques étatiques en matière de réduction de la pauvreté et de lutte contre les inégalités sont en train de perdre non seulement du terrain, mais aussi leur légitimité morale. On assiste à l'explosion des revenus des ultras-riches, favorisée par les politiques publiques (Berruyer, 2024). On observe également, notamment dans plusieurs pays européens, d'une part la remontée en force d'un discours idéologique mettant l'accent sur la responsabilité des personnes dans leur parcours de vie plutôt que sur le caractère systémique de la pauvreté, et d'autre part des politiques publiques qui sont en voie de précariser davantage les populations les plus fragiles, et notamment les femmes.

Le multilatéralisme biaisé, les accords de libre-échange déséquilibrés, le protectionnisme<sup>#7</sup> prédateur sont trois déclinaisons de la loi du plus fort : les puissances, notamment occidentales, y recourent selon leurs intérêts. Ces instruments économiques s'opposent au modèle (utopique ?) prôné par certains d'un protectionnisme « raisonnable », rapprochant lieux de production et de consommation pour une économie « démocratique, solidaire et écologique », pensée dans les limites de la charge de travail convenue socialement et des ressources disponibles sans accaparement (Bréville, 2025).

### UNE MONDIALISATION CAPITALISTE QUI N'A PAS TENU SES PROMESSES

En conclusion, si, pour reprendre l'analyse marxiste, les expropriations, les spoliations, les exodes de populations, l'exploitation des travailleur-euse-s, l'esclavage ont contribué en partie à rendre possible l'accumulation du capital à l'origine de l'enrichissement des premiers capitalistes (Marx, 1867), des phénomènes similaires continuent de se produire aujourd'hui avec, comme nous l'avons montré, l'exploitation des travailleur-euse-s, la persistance de l'extrême pauvreté, mais aussi, comme l'abordent d'autres analyses de la FUCID, la captation continue des ressources, et la destruction des environnements. Le capitalisme mondialisé, présenté comme devant stimuler la croissance dans les pays riches et permettre le développement des pays pauvres, est loin d'avoir tenu toutes ses promesses : ce modèle économique nécessite, pour pouvoir bénéficier à une frange de privilégié-e-s, la perpétuation de mécanismes d'exploitation et de prédation.

Si l'on aspire à l'égalité réelle, tant vis-à-vis de l'ensemble de nos compatriotes que des personnes migrantes et des populations du Sud, à cesser l'exploitation (et parfois encore l'esclavage) des travailleur-euse-s, les spoliations et les accaparements de ressources, on ne peut pas défendre le capitalisme.

On ne peut pas non plus défendre les solutions de « green / social / éthique-washing » qui consistent à vouloir perpétuer les mécanismes du capitalisme en faisant mine d'en réduire les impacts sociaux, inégalitaires et environnementaux.

Il n'est évidemment pas en notre pouvoir de mettre fin au capitalisme. Mais il est possible pour chacun-e de se politiser pour mieux comprendre les rapports de pouvoir ; de s'allier aux combats des classes dominées (classes populaires, salarié-e-s, minorités, étranger-ère-s, femmes...) pour peser dans ces rapports de force ; de déconstruire les narratifs mensongers, les idéologies et les projets politiques inégalitaires et liberticides ; de dénoncer et de s'atteler à défaire les structures sociales inégalitaires et exploitantes ; de promouvoir et d'adopter, au moins localement, des alternatives politiques et économiques concrètes et solidaires ; de ne pas voter pour des partis capitalistes et productivistes. Et de comprendre que, pour satisfaire les besoins essentiels des populations, il importe de repenser les moyens de les satisfaire en accord avec les ressources disponibles (travail, environnement). Mais aussi de faire de la lutte contre les inégalités un objectif de justice sociale au centre des politiques économiques. ●

PAR VALÉRIE TILMAN,  
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

#04 SELON LE TITRE D'UN OUVRAGE D'ALAIN MINC DATANT DE 1999. #05 CEUX-CI, ALORS PREMIÈRE PUISSANCE MONDIALE, VOIENT DANS L'OMC UN MOYEN DE PROTÉGER LEURS INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES ET DE PROMOUVOIR L'OUVERTURE DES MARCHÉS ÉTRANGERS. #06 VOIR PAR EXEMPLE LA PROPOSITION DE DIRECTIVE EUROPÉENNE DITE « OMNIBUS I » EN FÉVRIER 2025 QUI VISE À SIMPLIFIER CERTAINES RÉGLEMENTATIONS EN MATIÈRE DE DURABILITÉ (CNCDH, 2025). VOIR ÉGALEMENT TRÉPART, 2025. #07 POLITIQUE INTERVENTIONNISTE VISANT À PROTÉGER ET FAVORISER LES TRAVAILLEUR-EUSE-S ET PRODUCTEURS-TRICE-S DU PAYS FACE À LA CONCURRENCE ÉTRANGÈRE.

BIBLIOGRAPHIE  
- BERRUYER O., LES INÉGALITÉS DE REVENUS EN FRANCE 2024, SUR ELUCID (SITE), 26/11/24. - BRÉVILLE B., UN AUTRE PROTECTIONNISME EST TOUJOURS POSSIBLE, IN LE MONDE DIPLOMATIQUE, MAI 2025, N° 854. - BUSTE A., LARBIN X., LE MYTHE DE L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETE GRACE À LA CROISSANCE MONDIALE DU PIB, SUR ELUCID (SITE) 4/9/23. - BUSTE A., LARBIN X., LE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCCIDENT REPOSE SUR L'EXPLOITATION DU RESTE DU MONDE, SUR ELUCID (SITE), 18/2/25. - CAPDEPUY V., LE SUD GLOBAL, UN NOUVEL ACTEUR DE LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE ? SUR GEOCONFLUENCES (SITE) 25/9/23. - POLET F., DU SUD AU SUD GLOBAL, 20/2/23, SUR LE SITE CETRI.BE. - CNCDH, PROPOSITION OMNIBUS I : RESISTER À LA DÉRÉGULATION AU DÉTRIMENT DES DROITS HUMAINS ET DE L'ENVIRONNEMENT, CNCDH.FR (SITE), 26/5/25. - GRESSANI G., APRES LA « MONDIALISATION HEUREUSE », NOUS POURRIONS ASSISTER À UN PHÉNOMÈNE ÉTRANGE EN EUROPE : LA « VASSALISATION HEUREUSE », IN LE MONDE, 23/1/25. - HICKEL J., HANBURY LEMOS M. & BARBOUR F., UNEQUAL EXCHANGE OF LABOUR IN THE WORLD ECONOMY, IN NAT COMMON 15, 6298 (2024). - KOURLIANDSKY J.J., MOTS TIROIRS AU DÉFI D'UNE GÉOPOLITIQUE LIQUIDE : L'EXEMPLE DU W. 2/4/25, SUR LE SITE DE LA FONDATION JEAN-JAURES - MARX K., LE CAPITAL, 1867. - MORIN J.F., LES ACCORDS BILATÉRAUX ET RÉGIONAUX DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DANS LA FRANCOPHONIE, UNISFERA, JUIN 2003. EN LIGNE. - SPECIAL RAPPORTEUR ON EXTREME POVERTY AND HUMAN RIGHTS, ABOUT EXTREME POVERTY AND HUMAN RIGHTS, SUR OHCHR.ORG (SITE) ET L'ÉTAT ALARMANT DE L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETE - RAPPORT DU RAPPORTEUR SPECIAL SUR LES DROITS DE L'HOMME ET L'EXTREME PAUVRETE, 19/11/20, SUR OHCHR.ORG (SITE) - TRÉPART I., LOI EUROPÉENNE SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES CRITIQUES : LA NATURE PRISE EN TENAILLE, IN NUMÉRIQUE. FORFAIT ILLIMITÉ. ED. GRAPPE, 2025. - UNGER M., LA CRITIQUE DES INDICES DE PAUVRETE PAR THOMAS POGGE, IN TRACES, REVUE DE SCIENCES HUMAINES, #13 | 2013. - ZACHARIE, ACCORD UE-MERCOSUR : LE LIBRE-ÉCHANGE AU PRIX DES ENJEUX SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX, SUR CNCD.BE (SITE), 04/25.



## L'art pour (re)tisser les liens : photographies en mouvement contre l'extractivisme au Congo

**N**ickel, étain, lithium, coltan, cobalt... des minerais omniprésents dans des objets du quotidien à travers le monde (smartphones, ordinateurs, voitures électriques...), mais dont le nom, le rôle, la provenance et surtout l'impact humain et environnemental restent largement méconnus. Ces ressources tant convoitées par l'industrie minière, devenues essentielles à la transition électrique et numérique, sont pourtant au cœur des conflits incessants qui impactent la République Démocratique du Congo (RDC). Le travail d'artistes congolais-es s'impose alors pour dévoiler les injustices liées à l'exploitation de terres extrêmement riches, que la photographe-documentariste Pamela Tulizo décrit comme une « malédiction » pour ses habitant-es.<sup>#01</sup> L'art nous confronte ainsi à l'urgence de penser et panser les liens altérés par une utopie technologique ambiante qui omet ses violences.

Déplacements forcés, altération des écosystèmes, pollution, conditions de travail dangereuses, exploitation d'enfants, violences sexuelles, guerres... telles sont les réalités liées à ce que l'on nomme les « minerais du sang ». Elles disparaissent néanmoins souvent, en Occident, derrière des discours techno-optimistes et de croissance verte, qui considèrent la technologie reposant sur ces ressources minières comme une réponse aux problèmes sociétaux – notamment l'énergie renouvelable face à la crise climatique. Cette vision révèle néanmoins ses limites, dès qu'on la relie à un extractivisme<sup>#02</sup> épuisant les terres et les populations de la « postcolonie » – un concept du philosophe Achille Mbembe (2000) désignant l'espace-temps qui succède à la colonie après les indépendances, mais qui reproduit ses rapports de domination. C'est cette hypocrisie paradoxale que dénoncent des artistes comme Sammy Baloji, Pamela Tulizo, Frank Mukunday et Tetshim. Dans leur travail, la superposition ou juxtaposition de photographies dévoile les liens invisibilisés entre différentes spatialités, temporalités et matérialités, ouvrant les yeux sur l'envers du rêve électrique<sup>#03</sup>.

### TEMPORALITÉS : PASSÉ, PRÉSENT, FUTUR

La « toxicité » : c'est ainsi qu'est nommée la ville minière de Lubumbashi (située dans la région du Katanga, à l'est de la RDC) lors de la Biennale de Lubumbashi en 2022, un événement artistique indépendant qui soutient et valorise la création artistique en RDC. Résultant de la contraction des mots « toxiques » et « cité » (ou *toxic* et *city* dans son équivalent anglais *toxicity*), ce néologisme souligne « l'impact des processus industriels, économiques, écologiques, sociaux et culturels qui ont historiquement contribué, pour le meilleur et pour le pire, à la forme de l'urbanité dans cette partie du monde et ailleurs »<sup>#04</sup>. À l'initiative de ce festival artistique, se trouve notamment l'artiste visuel et photographe Sammy Baloji, dont le travail ne cesse de questionner les héritages d'une longue histoire (néo)coloniale d'extractivisme en RDC.

### QUESTIONNER LES SAVOIRS DANS LES UNIVERSITÉS BELGES

Originaire de Lubumbashi, Sammy Baloji est un artiste multifacette qui vit et travaille aujourd'hui entre la RDC et la Belgique, en interrogeant régulièrement les formes de mémoire et l'archive. L'année académique dernière (2024-2025), il était artiste en résidence à l'UCLouvain, où il a initié une réflexion avec les étudiant-es autour des savoirs à partir du concept de « bibliothèque coloniale » de Valentin-Yves Mudimbe (Bragard 2024). Ce philosophe désigne ainsi l'ensemble des discours produits par l'Occident qui ont présenté l'Afrique comme le reflet inversé et primitif de l'Europe afin de justifier sa colonisation (Mudimbe 2021). En Belgique, notamment, un grand travail de réflexion critique reste à faire face à ces textes coloniaux, encore fortement présents, parfois même enseignés, dans les universités et les écoles<sup>#05</sup>.

Le travail artistique de Baloji rend visibles les liens entre différentes temporalités, en s'inspirant aussi bien de la « bibliothèque coloniale » (Mudimbe 2021, cf. encadré ci-contre) que du paysage industriel de sa région natale.

UNTITLED 21 (DE LA SÉRIE MÉMOIRE), PHOTOGRAPHIE NUMÉRIQUE D'ARCHIVE SUR PAPIER SATINÉ MAT 60 X 164CM, ÉDITION : 10+1AP. AVEC L'AIMABLE AUTORISATION DE L'ARTISTE ET DE LA GALERIE IMANE FARÈS (PARIS)



12

C'est le cas, en particulier, de sa série de photographies intitulée *Mémoire* (2006), qui superpose des archives coloniales de travailleurs de l'Union Minière du Haut Katanga<sup>#06</sup> avec des photographies contemporaines de ruines de mines. Comme l'indique son titre, l'œuvre s'engage ainsi dans un travail de mémoire qui n'a pas été fait, confrontant l'exploitation des terres et des populations anciennement colonisées. En superposant corps et décor, les photographies de Baloji relient l'exploitation minière des travailleurs à celle des sols. La superposition de différentes temporalités génère également une tension, qui interroge les héritages coloniaux. En liant passé et présent, l'œuvre dénonce les inégalités entre une population (colonisée) héritant de dettes, de ruines et de poussières, et l'autre (colonisatrice), héritant de richesses dont les origines coloniales sont enfin visibilisées. Elle dévoile un système où les corps, comme la terre qu'ils habitent, sont considérés uniquement comme des ressources, exploitables, épuisables et jetables, selon les besoins de l'industrie capitaliste. En les plaçant en avant-plan, néanmoins, « Baloji leur redonne leur statut de participants actifs à l'économie du pays » (Bragard 2024). Les corps et les regards confrontent activement les spectateur-ices à l'impact irréversible de l'extractivisme minier. Si certains sites miniers n'ont laissé que poussières, d'autres continuent à se multiplier en reproduisant les mêmes inégalités mondiales, comme le rappelle le travail récent de Baloji. L'installation *Charging Tesla Crash, a Speculation* – en collaboration avec les artistes Jean Katambayi, Daddy Tshikaya et Marjolijn Dijkman<sup>#07</sup> – reproduit un modèle d'une Tesla électrique sous forme d'une sculpture tissée à la main avec des fils de cuivre, s'inspirant des voitures miniatures faites par les enfants vivant dans les camps miniers de Lubumbashi. D'abord présentée à la Biennale de Lubumbashi (2019), puis sous forme d'une photographie à Bruxelles (2022), cette œuvre défie l'utopie d'une énergie infiniment renouvelable, en rappelant la présence de la matière première, mais surtout des mains et de l'humain. Derrière des discours de progrès ou de modernité, la technologie électrique et électronique se révèle alors comme un héritage d'inégalités à travers les générations qui vivent et travaillent sur les terres dont elle provient.

### SPATIALITÉS : MATIÈRE PREMIÈRE, PRODUIT FINI

L'édition suivante de la Biennale de Lubumbashi (« toxicité », 2022) continuait à dénoncer les inégalités mondiales liées à la transition électrique et numérique. On retrouve cette approche, notamment, dans la série *Matrice* de la photographe documentaire Pamela Tulizo, qui vit et travaille à Goma (Nord Kivu) – une région fortement impactée, depuis des décennies, par les conflits liés à la richesse de ses terres, aujourd'hui au cœur de la guerre à l'est de la RDC.



PAMELA TULIZO, MATRICE, 2022

*Matrice* s'appuie à nouveau sur le montage et la superposition d'images pour accentuer davantage le contraste entre les lieux où les ressources sont exploitées, et ceux où elles sont transformées. L'œuvre amène ainsi à contempler l'injustice du fossé inégalitaire entre, d'un côté, celles et ceux qui récoltent la matière première et, de l'autre, celles et ceux qui bénéficient du produit fini. Plusieurs photographies mettent en scène Béatrice Mwambe, une travailleuse des mines de Manono, où a récemment été découvert un important gisement de lithium. Il s'agit d'un minerai essentiel pour les batteries d'objets électroniques ainsi que les technologies dites « vertes » – mais qui revêtent bien d'autres couleurs de l'autre côté du globe, du sang versé à la terre exploitée. Recouverte de boue, vêtements déchirés, Béatrice Mwambe pose, souriante, au volant d'une voiture électrique. Les manipulations numériques génèrent plusieurs tensions (propre-sale, neuf-usé, brut-fini) qui déstabilisent le regard. Le luxe, le confort et le prestige associés à l'objet neuf contrastent avec les conditions de travail dégradantes de la travailleuse, d'habitude effacées derrière le produit fini. Ces deux réalités, rappelle le montage photographique en les entremêlant, sont pourtant indissociables.



CHARGING TESLA CRASH, A SPECULATION

13

#01 DANS UN ENTRETIEN EN ANGLAIS AVEC L'ARTISTE MAARTEN VANDEN EYNDE (2023), TOUTES LES TRADUCTIONS DANS CETTE ANALYSE SONT CELLES DE L'AUTRICE. #02 ON NOMME EXTRACTIVISME L'EXPLOITATION MASSIVE ET INTENSIVE DES RESSOURCES QUE L'ON VIENT EXTRAIRE DU MILIEU NATUREL – NOTAMMENT MINIERES, LESQUELLES NE SE RENOUVELLENT PAS. #03 CETTE EXPRESSION RENVOIE AU FILM DOCUMENTAIRE COBALT, L'ENVERS DU RÊVE ÉLECTRIQUE (2022) DE QUENTIN NOIRFALISSE ET ARNAUD ZAJTMAN, QUI DÉNONCE L'EXPLOITATION DU COBALT DANS LA TRANSITION AUX VEHICULES ÉLECTRIQUES QUE LA COMMISSION EUROPÉENNE PRÉSENTE COMME UNE SOLUTION POUR ÉMETTRE MOINS DE CO<sub>2</sub>. #04 D'APRÈS LE TEXTE DE PRÉSENTATION DE LA BIENNALE DE LUBUMBASHI DE 2022, ÉCRIT ET PUBLIÉ EN 2021 PAR FILIP DE BOECK ET LE COLLECTIF PICHIA. #05 LA TRADUCTION EN FRANÇAIS DE L'OUVRAGE DE MUDIMBE (L'INVENTION DE L'AFRIQUE, 2021) SEULEMENT TROIS DÉCENNIES APRÈS SA PUBLICATION ORIGINALE (THE INVENTION OF AFRICA, 1988) – UN TEXTE POURTANT DÉJÀ TRÈS DISCUTÉ DANS LE CONTEXTE UNIVERSITAIRE ANGLOPHONE – TÉMOIGNE ÉGALEMENT DE SAVOIRS FORTEMENT OCCIDENTALOCENTRÉS QUI PEUVENT À SE DÉCENTRER. #06 GROUPE MINIER BELGE, ENSUITE DEVENU GECAMINES. #07 DANS LE CADRE DU PROJET DE RECHERCHE ARTISTIQUE ON-TRADE-OFF.



FRANK MUKUNDAY & TÊTSHIM, *MACHINI*, AFRICALIA, 29 STUDIO & PRODUCTION ET LA 5<sup>e</sup> COUCHE, 2022, P. 30



La superposition d'images retisse ainsi les liens entre matière première et produit fini, invisibilisés de chaque côté de la chaîne industrielle – puisque, comme l'explique Tulizo lors d'un entretien, la plupart des habitant-es de Manono « ont un téléphone avec une batterie en lithium, mais ne savent pas que cela vient des pierres qui les entourent » (Vanden Eynde 2023). Une stratégie de désinformation, selon Tulizo, pour éviter une prise de conscience au sein de la population locale, laquelle pourrait les mener à exiger une meilleure rémunération pour la matière première exploitée sur leurs terres (Vanden Eynde 2023).

Dans un autre montage, Béatrice Mwambe apparaît smart-phone à la main, entourée de plusieurs travailleuses qui creusent, trient, nettoient et transportent les minerais. Si les photographies de Baloji défilent déjà l'objectification des populations congolaises dans les représentations coloniales (Bragard 2024), celles de Tulizo défient les représentations misérabilistes des travailleuses minières que l'on retrouve généralement dans les médias contemporains. Cette démarche s'aligne avec un fil rouge qui traverse le travail de Tulizo, affichant généralement une volonté marquée de commémorer le travail et l'agentivité<sup>#8</sup> des femmes congolaises et africaines. Dans *Matrice*, par la posture centrale, fière et souriante de son sujet, la photographie accentue son individualité et sa force, tout en soulignant, notamment par sa tenue, l'exploitation inhumaine des femmes qu'elle représente. Le titre *Matrice* fait également référence à l'utérus que beaucoup de travailleuses minières perdent, comme l'explique Tulizo, à la suite des maladies développées par leurs conditions de travail. Le terme renvoie également, dans les études décoloniales, à une « matrice » coloniale (soit un système) que le sociologue Aníbal Quijano a nommé « colonialité » – désignant un ensemble de rapports de pouvoir et de savoir qui se met en place pendant la colonisation, mais perdure jusqu'à aujourd'hui. Les photographies de Baloji et Tulizo, en effet, ne dénoncent pas des « abus » isolés<sup>#9</sup>, mais bien un système d'exploitation et de domination qui perdure à travers les espaces et les temps. Mbembe (2003) parle même d'un système « nécropolitique »<sup>#10</sup>, où le pouvoir peut réguler qui a de la valeur ou non, quel corps est « jetable » ou pas, et qui doit vivre ou mourir – ou, dans le cas des travailleuses de Manono, qui peut donner la vie.

Alors que l'on regarde Béatrice Mwambe à travers la fenêtre de cette voiture luxueuse qui ne pourrait lui appartenir, l'utopie technologique comme un lieu d'échange et de « mieux-vivre » révèle ses limites et ambivalences. La transition électrique, numérique, ou même « verte », apparaît clairement dans la manière dont elle creuse aussi bien le sol que les inégalités. L'art devient alors un lieu de revendication d'accès au confort et à la dignité, tout en interrogeant les possibilités réelles de l'industrie minière à tenir de telles promesses. S'il présente un sujet individuel au volant d'un véhicule, à l'instar des publicités des plus grandes marques, le montage photographique crée une rencontre entre plusieurs regards (de la travailleuse et de l'artiste ou des spectateur-rices). Une utopie capitaliste et individualiste de la « modernité » se confronte alors à une expérience collective qui cherche à panser les blessures profondes de l'extractivisme.

**MATÉRIALITÉS : CORPS, TERRE, PIERRE**

L'œuvre *Machini* de Frank Mukunday et Tetshim, elle aussi présentée lors de la Biennale *Toxicité*, continue de relier les espaces et les temps, ainsi que le corps et la terre. Ce court-métrage d'animation en stop motion<sup>#11</sup> (2019), ensuite adapté en bande dessinée (2022)<sup>#12</sup>, a été réalisé à partir de matériaux bruts (craie, cailloux, objets rouillés, déchets électroniques). Dans une ville minière inspirée de Lubumbashi, l'usine est représentée en vieille ferraille, alors que les habitant-es, les travailleur-ses et autres vivant-es sont composés de débris de roche. La technique de stop motion (pour le court-métrage), ou la mise en séquences (pour la bande dessinée), confère du mouvement à ce qui est habituellement perçu comme inerte et immobile. En liant corps et matière, l'œuvre souligne « notre porosité par rapport au reste du vivant et à notre milieu de vie » que révèle déjà la crise écologique (Mbembe 2023). Dans ce récit dystopique proche du réel, l'usine minière qui surplombe la ville laisse échapper une pollution toxique dessinée à partir de craie verte, qui se répand dans l'air et l'eau que boivent et respirent les populations locales. Les matériaux utilisés dans l'œuvre (craie ou pierre) deviennent ainsi symboliques d'une matière brute extraite de leur main, qui leur revient transformée, sous forme de déchets et de pollution. Intoxiqués, leurs corps de pierre se mettent à tousser, trembler et s'effondrer, jusqu'à se réduire à l'état de poussière.

**LES ŒUVRES**  
rappellent l'importance de décentrer le regard, pour questionner les non-dits derrière la transition électrique et numérique..

À la fin du récit, les machines ramassent les débris d'une main-d'œuvre devenue inutile face à la machinisation productiviste du monde, et les ramènent à l'usine qui continue à tourner.

Malgré son ancrage congolais, l'œuvre transmet une forme d'intemporalité et de globalité par son utilisation de la matière pour représenter les personnages et les paysages. Elle illustre ce que Mbembe (2020) nomme l'ère du « brutalisme », un terme emprunté à l'architecture qui souligne la violence brutale liée à l'extraction de la matière brute. Le recyclage de matériaux et de déchets évoque l'idée d'une répétition, celle d'un rapport à la terre capitaliste et extractiviste, remodelé selon ses besoins spécifiques, mais toujours sur les mêmes fondements. *Machini* met en récit l'extractivisme minier où, peu importe l'endroit et l'instant, les corps sont considérés comme des ressources exploitables jusqu'à épuisement et effondrement, tout comme la terre qu'ils habitent.

Plusieurs passages de l'œuvre font référence, plus spécifiquement, à l'industrie minière liée à la transition électrique en RDC. Dans le court-métrage, un message diffusé par une radio rappelle que le Congo est la « première réserve » des « matières premières essentielles » (le cobalt et le lithium) pour l'industrie des voitures électriques (5'24). Dans la bande dessinée, une sculpture robotique réalisée à partir de déchets électroniques évoque aussi bien des créations artistiques locales que les robots solaires routiers inventés par l'ingénieure congolaise Thérèse Kirongozi. D'une case à l'autre, les yeux du robot à l'apparence humaine passent du vert au rouge, comme un feu signalant les dangers d'une course effrénée vers une exploitation qui remplace progressivement l'humain par la machine<sup>#13</sup>. *Machini*, par son ancrage à la fois spécifique et global, souligne la répétition systématique d'une violence qui questionne les possibilités réelles d'une industrie minière tentant de se redéfinir comme plus « éthique » et « écologique ».

**RETISSER LES LIENS ET DÉCENTRER LE REGARD**

Les œuvres de Baloji, Tulizo, Mukunday et Tetshim s'appuient sur la superposition et la juxtaposition d'images pour retisser les liens brisés et invisibilisés par l'extractivisme – entre passé et présent, matière première et produit fini, corps et terre. Elles révèlent ainsi la violence d'un système extractiviste écocide et inhumain, qui puise ses racines dans une vision coloniale et anthropocentrée, ou plutôt capitalocentrée<sup>#14</sup>. La technologie, pourtant perçue comme une ouverture vers l'autre et l'ailleurs, ainsi que comme un enrichissement de la connaissance, se dévoile dans les œuvres discutées ici comme héritage d'inégalités et de ruptures. Par des croisements de perspectives et d'images, les œuvres rappellent l'importance de décentrer le regard, pour questionner les non-dits derrière la transition électrique et numérique.

Cette invitation à renouer amène à repenser les luttes et les utopies, notamment écologiques, dans leurs potentialités d'alliances et de convergences. Dans son livre *Une écologie décoloniale : Penser l'écologie depuis le monde caribéen* (2019), le chercheur Malcom Ferdinand rappelle d'ailleurs les liens profonds (exploitation des corps et des terres) entre l'écologie et les questions décoloniales – que les discours environnementaux occidentaux occultent pourtant souvent.

Dans cette optique, l'écologie ne peut plus se penser seule, sans quoi elle ne cessera de reproduire des rapports de domination incompatibles avec sa propre utopie.

D'autres penseur-euses, comme Felwine Sarr (2020), soulignent également la nécessité de laisser émerger de nouvelles utopies, par et pour l'Afrique. Alors que l'Occident reste figé dans une logique coloniale qui décrédibilise les savoirs extra-occidentaux, imposant son projet de « modernité » au reste du monde, l'art invite ici à décentrer de tels imaginaires. Il importe, en effet, de rendre visibles les ambivalences et les hypocrisies des mythes de progrès et de modernité hérités de la colonisation, tout en mettant en valeur d'autres visions du monde. Les œuvres de Baloji, Tulizo, Mukunday et Tetshim participent à ce décentrement, en renouant avec l'expérience sensible de la terre, mais aussi de celles et ceux qui bénéficient le moins d'une transition électrique ne pouvant pourtant avoir lieu sans elles et eux. ●

ALICIA LAMBERT,  
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

**LE PODCAST**

« MAUVAISE MINE, TRANSITION NUMÉRIQUE : NÉOCOLONIALISME EXTRACTIVISTE ET RAVAGES ENVIRONNEMENTAUX » DU MONDE ALLANT VERS ABORDE ÉGALEMENT CES ENJEUX !

DÉCOUVREZ-LE AINSI QUE TOUS LES AUTRES ÉPISODES !

#08 L'AGENTIVITÉ EST UN TERME QUI DÉSIGNE LA CAPACITÉ À AGIR. #09 ON PARLE SOUVENT DES « ABUS » COMMIS SOUS LE RÉGIME COLONIAL DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO (EIC – COLONIE PRIVÉE DU ROI BELGE LEOPOLD II), INVISIBILISANT AINSI LA VIOLENCE INHÉRENTE AU SYSTÈME COLONIAL ET EXTRACTIVISTE, QUELLE AIT LIEU DANS L'EC, AU CONGO BELGE OU APRÈS LES INDÉPENDANCES. #10 CONCEPT DÉRIVÉ DE CELUI DE « BIOPOLITIQUE », QUE LE PHILOSOPHE MICHEL FOUCAULT UTILISE POUR DÉSIGNER LA MANIÈRE DONT LE POUVOIR PORTE SUR LES ÊTRES VIVANTS (ET PAS JUSTE LES TERRITOIRES). #11 LA STOP MOTION EST UNE TECHNIQUE D'ANIMATION À PARTIR D'UNE SÉRIE DE PHOTOGRAPHIES D'OBJETS, INANIMÉS, QUI SONT ENSUITE ASSEMBLÉS ET MISÉS EN SÉQUENCE VIDEO. #12 UNE ANALYSE PLUS DÉTAILLÉE DE LA BANDE DESSINÉE MACHINI PARAITRA DANS LE PROCHAIN NUMÉRO DE COMICALITES (LAMBERT 2025). #13 MBEMBE (2020) PARLE DU « DEVENIR-ARTIFICIEL DE L'HUMANITÉ ET SON PENDANT, LE DEVENIR-HUMAIN DES MACHINES » (MBEMBE 2020). #14 LE TERME « ANTHROPOCÈNE » DÉSIGNE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE L'HUMAIN SUR NOTRE ÈRE. ALORS QUE « CAPITALOCÈNE » SOULIGNE LA RESPONSABILITÉ DU SYSTÈME CAPITALISTE. MALCOM FERDINAND (2019) PARLE ÉGALEMENT DU « PLANTATIONCÈNE » POUR INSISTER SUR L'IMPACT DE LA COLONISATION, L'ESCLAVAGE ET LA MONOCULTURE.

BIBLIOGRAPHIE  
- « CHARGING TESLA CRASH », MARJOLIJN DIJKMAN (SITE OFFICIEL DE L'ARTISTE), CONSULTÉ LE 28 MAI 2025.  
- BRAGARD VERONIQUE, 2024, « SAMMY BALOJI ARTISTE EN RÉSIDENCE 24-25 : TRACER DANS LES INTERSTICES DES MÉMOIRES », TRACES (N°9), PP. 4-5, UCLouvain Culture - DE BOECK FILIP & PICHIA (COLLECTIF), 2021.  
- « TOXICITÉ : PRÉSENTATION DE LA BIENNALE DE LUBUMBASHI 2022 », TROUBLE DANS LES COLLECTIONS, 2.  
- FERDINAND MALCOM, 2019, UNE ÉCOLOGIE DÉCOLONIALE : PENSER L'ÉCOLOGIE DEPUIS LE MONDE CARIBÉEN, ÉDITIONS DU SEUIL.  
- LAMBERT ALICIA, 2025, « DÉNONCIATIONS D'UN MONDE BRUTALISME, ÉPUISE ET ESSOUFFLEMENT : L'EXTRACTIVISME (NÉO)COLONIAL DANS LES BANDES DESSINÉES MACHINI ET MAI-NDOMBE », COMICALITES : BANDE DESSINÉE ET ÉCOPOLITIQUE (À PARAITRE) - MBEMBE ACHILLE, 2000, DE LA POSTCOLONIE : ESSAI SUR L'IMAGINATION POLITIQUE DANS L'AFRIQUE CONTEMPORAINE, KARTHALA - MBEMBE ACHILLE, 2003, « NECROPOLITICS », PUBLIC CULTURE, 15(1), 11-40 - MBEMBE ACHILLE, 2020, BRUTALISME, LA DÉCOUVERTE - MBEMBE ACHILLE, 2023 (18 FÉVRIER), ENTRETIEN PAR ALEXANDRE LACROIX : « ACHILLE MBEMBE : LES MYTHES ANCESTRAUX AFRICAINS SONT LÀ EN RÉSERVE POUR PENSER LA CRISE ÉCOLOGIQUE », PHILOSOPHIE MAGAZINE, 167, CONSULTÉ LE 28 MAI 2025 - MUDIMBE VALENTIN-YVES, 2021, L'INVENTION DE L'AFRIQUE : GENÈSE, PHILOSOPHIE ET ORDRE DE LA CONNAISSANCE, PRÉSENCE AFRICAINE - MUKUNDAY FRANK & TÊTSHIM, 2019, MACHINI (FILM D'ANIMATION), ATELIER GRAPHOUI, AFRICALIA - MUKUNDAY FRANK & TÊTSHIM, 2022, MACHINI (BANDE DESSINÉE), AFRICALIA, TWENTY NINE STUDIO & PRODUCTION, LA CINQUIÈME COUCHE - SARR FELWINE, 2020, AFROTROPIA, UNIVERSITY OF MINNESOTA PRESS - VANDEN EYNDE MARTEN, 2023, « FICTIONAL FRONTIERS : ON THE FALLACIES AND FANTASIES SURROUNDING RENEWABLE ENERGY : A CONVERSATION WITH PAMELA TULIZO », COMMODITY FRONTIERS 6 : 1-9.



# Je veux agir Par où commencer ?

**P**our agir, il faut commencer par s'informer et se faire une opinion. L'information peut aussi passer par des articles critiques – de différents auteurs et autrices aux opinions diverses –, par le biais de rencontres ou encore de la participation à des initiatives comme celles que propose la FUCID. N'hésite donc pas à t'inscrire à notre newsletter et à nous suivre sur les réseaux !

## JE M'INFORME ET JE SENSIBILISE MON ENTOURAGE

Je suis des associations namuroises qui agissent en faveur d'une économie plus juste et solidaire : Paysan Artisan (et le magazine *Tchak*), Brigades d'Actions Paysannes (BAP), Namur sans pub, achACT, La Casserole, Présence et Action Culturelle, AFICo, Les Amis de la Terre, JOC... parmi d'autres !

Je me renseigne sur l'économie sociale en Belgique via l'association SAW-B. Je m'informe sur les inégalités économiques via l'Observatoire des multinationales et l'Observatoire belge des inégalités, ainsi que sur les dettes et les héritages coloniaux via le CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes) et le CMCLD (Collectif Mémoire Coloniale et Luttés Contre les Discriminations).

Je découvre les revendications du Syndicat des immenses (Individu dans une Merde Matérielle Enorme mais Non Sans Exigences). Je visite le Musée du Capitalisme (Brabant Wallon, janvier-février 2026) et je me rends à des festivals comme AlimenTERRE, Slow Fashion Week (collectif La Trame), Festival Namur Demain, Esperanzah (Florefe), ou La Petite Foire Paysanne (Libramont).

Je m'informe via des médias indépendants (Médor, Blast, Alternatives économiques, Éluclid, Imagine...) ou des articles de l'éducation permanente (via la plateforme Kaléidoscope) et je vais à la FUCID pour emprunter des ouvrages sur la thématique !

## J'AGIS PONCTUELLEMENT

Je participe aux manifestations qui protestent contre les inégalités économiques : la Journée internationale de lutte pour les Droits des femmes (8 mars), la Journée de lutte contre le racisme (21 mars), ou les manifestations contre les mesures antisociales du gouvernement concernant notamment les pensions, le chômage et l'immigration. Je peux aussi rejoindre des initiatives comme Namur Colère. Je soutiens des mobilisations en ligne et je signe des pétitions, comme le proposent régulièrement Oxfam, Greenpeace, ou CNC-D-11.11.11, ainsi que des associations qui militent spécifiquement pour la justice fiscale (ATTAC, Growth Kills, Stop the Rich). À la place du Black Friday, je célèbre le Blague Friday : une fête du « faire ensemble » initiée par Citoyenneté & Participation (C&P) en collaboration avec plusieurs associations namuroises. J'organise ou je participe à des activités qui proposent des prix libres ou solidaires (à La Casserole, par exemple).

## JE M'ENGAGE

Je fais vivre l'économie locale et solidaire : le circuit-court, la seconde-main, ou des commerces engagés pour l'environnement et des conditions de travail dignes. Pour cela, je consulte la carte « Namur en transition », disponible à la FUCID ! Je réutilise, je répare, je recycle, j'emprunte, je prête, je réduis... Quelques adresses et associations utiles : Coopcyclette, Filkot Club, Atelier-53, Repair Together, E-Kot (K&P), La Ressourcerie (Ravik Boutik). Je rejoins les actions de boycott d'entreprises impliquées dans des crimes de guerre ou environnementaux, notamment le BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions), une campagne internationale qui vise à faire pression sur le régime israélien en boycottant des entreprises comme Carrefour, Coca-Cola, ou BNP Paribas. J'affirme mon droit à la paresse ! Car ralentir, dans une société ultra-productiviste et consumériste, c'est aussi une manière de résister.



# Supprimer l'héritage, briser le mythe de la méritocratie

**E**n 2022, Marlene Egelhorn hérite, de sa grand-mère multi-millionnaire, la somme de 25 millions d'euros. Elle a alors 30 ans. Pour cette jeune Autrichienne, il n'est cependant pas question de conserver cet argent : un collectif de citoyens et citoyennes tirées au sort sélectionnera ainsi 77 organisations<sup>#01</sup> luttant pour une société plus juste afin qu'elles reçoivent la majeure partie de cet héritage. En parallèle, Marlene Egelhorn fonde le mouvement « Tax Me Now » avec d'autres jeunes héritiers et héritières qui revendiquent une plus grande justice fiscale, alors même que l'Autriche fait partie de ces pays qui ont supprimé la fiscalité sur la succession.<sup>#02</sup> Pour la jeune femme, en effet, la succession n'a rien de légitime : comment justifier le fait qu'elle reçoive autant d'argent, juste parce qu'elle est née dans la bonne famille ?

Une opinion qui tranche pourtant largement au sein d'économies européennes qui se rapprochent dangereusement des sociétés de rentiers<sup>#03</sup> du 19<sup>ème</sup> siècle. Car de nombreux économistes tirent bel et bien la sonnette d'alarme : l'héritage redevient un facteur prépondérant de richesse, de même que l'un des principaux vecteurs d'inégalité.

À l'échelle mondiale, 40% des milliardaires en 2021 le sont devenus en héritant de leurs parents, selon le *Financial Times* (Ouest France, 2021). En Allemagne, ce chiffre monte à 70% et atteint les 80% en France<sup>#04</sup>, qui compte 42 milliardaires, dont beaucoup sont à la tête d'entreprises familiales très puissantes. Au-delà des grandes fortunes, les héritages représenteraient 60% du patrimoine<sup>#05</sup> national en France, contre 35% dans les années 1970, période pivot où les inégalités se sont renforcées (Petit, 2022). En Belgique, cette part de richesse héritée aurait aujourd'hui atteint 75% de la richesse totale, alors qu'elle était de 45% en 1960 (Dedry, 2024).

Malgré le développement du salariat et les politiques de redistribution au début du 20<sup>ème</sup> siècle, qui ont réduit autant le patrimoine que les inégalités, les sociétés européennes ont en effet fait face à une hausse du prix de l'immobilier et de la spéculation, un revenu du travail augmentant moins vite que le revenu du capital... avec en plus la concentration du patrimoine par le mariage, les plus riches se mariant, depuis toujours, plutôt entre eux. Pour l'économiste Thomas Piketty, auteur du *Capital au 21<sup>ème</sup> siècle*, nous vivons clairement un retour à des sociétés patrimoniales, où le seul revenu ne permet plus de rejoindre le rang des plus fortunés.



Aujourd'hui, en effet, les inégalités de patrimoine sont bien plus fortes que les inégalités de revenus en Europe. Ainsi, en France, en 2018, les 10% les plus riches gagnaient un salaire en moyenne 2,9 fois plus élevé que les 10% les plus pauvres.

Mais ils possédaient surtout 336 fois plus de patrimoine (Parrique, 2022, p.126). Aujourd'hui, 10% des Belges les plus riches posséderaient 55% du patrimoine national, selon la Banque nationale. La moitié des Belges les moins riches, elle, ne posséderait qu'un peu plus de 8% du patrimoine (Ruysse, 2024)... Il n'y a qu'à voir : à Bruxelles, 60% des ménages sont locataires, alors que seulement 16,5% sont multipropriétaires (Bailly, 2021).

En conclusion : pour devenir riche, mieux vaut hériter que travailler.

## LA CELLULE FAMILIALE COMME VECTEUR D'INÉGALITÉS

Comme le met en mots l'équipe du web-média belge *Tout va bien* (2022) : l'héritage, c'est comme enchaîner des parties de Monopoly, où chacun et chacune garde ce qui a été gagné au tour précédent. Personne n'accepterait cela. Pourtant, les discours politiques, surfant sur l'opinion publique, vont sans cesse dans le sens de la baisse de taxation de l'héritage.

#01 PARMILLES, DES ASSOCIATIONS ANTI-RACISTES, DE PROTECTION DE LA NATURE, DE SOUTIEN AUX SANS-ABRIS, DES GROUPES DE RÉFLEXION, DES JOURNAUX INDÉPENDANTS... #02 TOUT COMME CHYPRE, L'ESTONIE, LA LETTONIE, MALTE, LA ROUMANIE, LA SLOVAQUIE ET LA SUÈDE (YANATMA, 2024). #03 UN RENTIER EST QUELQU'UN QUI VIT NON PAS D'UN REVENU PROFESSIONNEL MAIS DONT LES REVENUS SONT GÉNÉRÉS PAR LES INTÉRÊTS PERÇUS SUR DES PLACEMENTS, DE BIENS IMMOBILIERS... NOUS PARLONS AUSSI DANS CE TEXTE DE REVENU DU CAPITAL (C'EST-À-DIRE LES BIENS ET RICHESSES DONT ON PEUT TIRER PROFIT). #04 EN BELGIQUE, NOUS MANQUONS DE DONNÉES CONCERNANT LE PATRIMOINE ET L'HÉRITAGE. ELLES SONT NOTAMMENT PROTÉGÉES PAR LE DROIT À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE. POUR L'OBSERVATOIRE BELGE DES INÉGALITÉS, IL S'AGIT AVANT TOUT D'UN CHOIX POLITIQUE POUR BROUILLER LE DÉBAT SUR L'INÉGALITÉ (D'AILLEURS, AJOUTENT-ILS, CETTE CLAUSE DE PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE N'A PAS DE MAL À TOMBER LORSQU'IL S'AGIT D'ÉVALUER SI UNE PERSONNE A DROIT AU CPAS) (GHESQUIÈRE, 2023). NOUS UTILISERONS DONC RÉGULIÈREMENT DES EXEMPLES FRANÇAIS, OÙ LA SITUATION EST MIEUX ANALYSÉE. LES DYNAMIQUES DE CES DEUX PAYS SONT CEPENDANT TRÈS PROCHES. #05 LE PATRIMOINE EST TOUT CE QU'ÉTAIT POSSEDE UNE PERSONNE À UN MOMENT DONNÉ.

Hériter, en effet, c'est transmettre à ses enfants le fruit du travail et des sacrifices d'une vie. C'est mettre ses enfants à l'abri, leur donner une chance dans la vie. En ce sens, l'impôt sur l'héritage est vu comme un impôt immoral, qui s'immisce dans la vie intime de personnes frappées par le deuil.

Pourtant, selon les autrices de l'ouvrage *Le genre du capital*, et d'autres sociologues avant elles, la famille est bien plus qu'un simple réseau de liens affectifs. Elle est une institution économique à part entière, entre coups de pouces financiers, prêts sans intérêts, logement gratuit, donation ou héritage... Cette solidarité financière qui permet la transmission d'un capital de génération en génération est un vecteur d'inégalités entre familles, mais également au sein de celles-ci.

Les chercheuses Céline Bessière et Sibylle Gollac ont ainsi pu observer que l'héritier privilégié en France est quasi systématiquement le garçon, en particulier l'aîné, et ce même dans nos sociétés contemporaines se voulant égalitaires. Cet héritier reçoit en effet en priorité le patrimoine professionnel, les biens immobiliers et les terres, c'est-à-dire les choses qu'« il faut garder » au sein de la famille, avec en filigrane le symbole du nom de famille dont la préservation s'accompagne de la transmission des biens matériels. Les femmes sont ainsi largement désavantagées, et bien souvent se taisent pour préserver la bonne entente familiale. Elles qui, pendant longtemps, n'avaient qu'un droit extrêmement réduit sur la gestion du patrimoine, sont encore considérées comme des héritières de second rang. Leur richesse est bien plus soumise que celle des hommes aux aléas de la vie conjugale, tout en permettant à leur famille d'accumuler du patrimoine, notamment à travers leur travail gratuit (Bessière et Gollac, 2020, p.85).

Ainsi, malgré un droit successoral strictement égalitaire, notaires et avocats s'adaptent aux arrangements familiaux en défaveur des femmes – par exemple, en sous-estimant la valeur du bien immobilier pour que celui qui le reçoit (souvent le fils aîné, donc) paye moins aux autres. En plus du fait que les femmes sont toujours en moyenne moins payées que les hommes à poste égal, cette dynamique successorale renforce l'écart de richesse entre hommes et femmes : en 2015, il est estimé à 16% en France. Les conséquences sont très concrètes : les hommes sont par exemple deux fois plus souvent propriétaires d'un bien immobilier en leur seul nom que les femmes (*Idem*, p.15, p.115).

Un autre angle mort de bien des études sur les inégalités de patrimoine : celles qui sanctionnent les personnes non blanches. Ainsi, aux États-Unis, en 2011, la richesse médiane des ménages blancs était plus de seize fois supérieure à celle des ménages noirs – les plus gros facteurs de cette inégalité résidant dans l'héritage. Un autre des rares chiffres que nous possédons : en France, 27% des personnes immigrées ou descendantes d'immigrés d'origine algérienne, marocaine et tunisienne sont propriétaires, contre 60% pour la population majoritaire (*Idem*, p.34).

En creux de cette inégalité : l'histoire coloniale. Quand on sait que, en 1938, l'Europe dominait plus de 40% du monde habité, rares sont ceux et celles qui ne sont pas descendantes de colonisateurs ou d'anciens colonisés (Ramonet, 2021). En Belgique, le système raciste qui a été développé pour justifier la colonisation du Congo et la répression de ses habitant-e-s a profité à de nombreuses familles et entreprises qui ont pu exploiter les richesses du pays, même après l'indépendance du Congo.

Ainsi, selon le Comac, 11 des 23 familles les plus riches de Belgique actuellement ont acquis en partie leur fortune grâce à la colonisation, à l'image des Solvay, Emsens ou Lippens. On pensera également aux travaux d'embellissement de Léopold II, à l'augmentation du pouvoir d'achat, mais pas seulement : de nombreuses entreprises belges ayant bénéficié d'un monopole sur les richesses du Congo étaient cotées en bourse... et 44% des revenus boursiers des citoyens belges en 1955 provenaient d'actions émises par ces entreprises (C.B., 2020).

### COMPRENDRE LE SYSTÈME DE TAXATION DES SUCCESSIONS

La Belgique est dotée d'une fiscalité successorale progressive depuis 1919. Avec la France, elle fait aussi partie des pays européens avec la fiscalité la plus stricte : les héritages sont taxés entre 7 et 45% en France et 3 et 30% en Belgique, en fonction des montants des successions (les montants plus élevés sont plus taxés, selon une série de « tranches », ce qui permet de plus taxer les grands héritages et donc une plus grande redistribution) pour un héritier en ligne directe (fille, fils, époux ou épouse qui sont moins taxés). Cet impôt est également calculé sur base de la part reçue par chaque héritier, pas sur le montant total de la succession.

Ainsi, la première tranche de 12 500 euros en ligne directe n'est pas taxée en Wallonie<sup>#9</sup> : on appelle cela un abattement. Cette exemption peut monter jusqu'à 25 000 euros selon les conditions. Le conjoint ou le cohabitant légal bénéficie également d'une exemption totale sur la résidence principale. Au fil d'une série de tranches, on arrive à un taux maximal de 30% pour les montants de plus de 500 000 euros en ligne directe. Cela dit, il existe de nombreuses niches fiscales, des dérogations qui favorisent généralement les familles les plus aisées, ayant les moyens de payer les fiscalistes et de planifier leur succession tout au long de leur vie. En conséquence, en France, le top 0.1% des plus riches ne paye pas plus de 10% de droits de succession sur l'ensemble des biens hérités, ce qui est proportionnellement moins que ce que payent les classes moyennes (Saqué et Milliot, 2022).

En 2028, une baisse radicale des droits de succession est prévue en Wallonie, mais elle touchera essentiellement les plus gros montants. Les partis politiques MR et Engagés désirent aller encore plus loin en remplaçant ce système de taux progressif par un taux fixe de 4 à 5% et un abattement sur les 100 000 premiers euros. Si cela peut être une bonne nouvelle pour les plus petits revenus, il faut avoir conscience que cette mesure bénéficiera principalement aux plus riches, étant donné que 50% de la population belge a moins de 212 000 euros de patrimoine (à diviser entre plusieurs héritier-e-s) et qu'un cinquième de celle-ci est endettée (Tout va Bien, 2022). Le chercheur Éric Fabri estime ainsi que l'héritage moyen d'un Belge serait de 150 000 euros (2024). Une moyenne qui cache évidemment de grandes disparités, étant donné les montants faramineux des plus grosses successions. Évidemment, pour combler le manque de revenus pour l'État, MR et Engagés proposent de baisser les dépenses publiques... ce qui accentuera d'autant plus les inégalités (Michel, 2024).

### ET LE MÉRITE, DANS TOUT ÇA ?

Malgré les dynamiques inégalitaires qui le sous-tendent, on a bien du mal à remettre en cause l'héritage. Ce tabou n'existait pourtant pas au 19<sup>ème</sup> siècle, époque durant laquelle de nombreux philosophes n'ont pas hésité à en débattre, voire à en exiger l'abolition, tandis que l'on parlait ouvertement de l'importance de l'héritage et d'un « bon mariage » pour faire fortune. Entre le 19<sup>ème</sup> siècle et aujourd'hui, une variante a en effet changé : l'apparition de la notion de méritocratie (France Culture, 2018). L'héritage n'est aujourd'hui plus considéré comme une aubaine influençant le fil d'une vie, mais comme quelque chose qu'on n'est pas censé attendre, ou alors la juste passation du travail et des sacrifices de ses parents<sup>#10</sup>.

La méritocratie, qui considère que la réussite sociale serait liée au « mérite » (au travail, à certaines compétences plutôt que d'autres...), s'est développée avec comme pilier l'école, devenue gratuite et obligatoire, et considérée comme l'ascenseur social par excellence. Pourtant, que ce soit à travers la réussite scolaire, le choix des filières ou encore la longueur des études, les inégalités sont bien présentes et dépendent essentiellement de l'origine sociale de l'élève. De fait, lorsque la mère détient un diplôme supérieur, son enfant a 10 fois plus de probabilité d'accéder au diplôme supérieur que lorsque la mère dispose d'un diplôme tout au plus de l'école primaire (Sahiti, 2021) : parce qu'il ou elle a moins bien appris les codes de l'école et son fonctionnement, bénéficie moins souvent d'une chambre personnelle pour travailler, d'accès à l'information, de loisirs extra-scolaires ou encore de cours particuliers (Piret et Girès, 2018).

Le fait que les différents diplômes n'offrent pas les mêmes niveaux de salaires, de même que la ségrégation sociale<sup>#11</sup>, ferment la boucle : les statuts socio-économiques ont largement tendance à se reproduire au fil des générations.

Même si l'on est friand de récits de personnes issues de familles pauvres qui finissent par « réussir » parce qu'elles ont « travaillé », parce qu'elles ont « pris des risques », ces quelques personnes qui passent entre les mailles du filet ne sont, justement, que des exceptions. Elles ne doivent pas nous faire perdre de vue la présence flagrante des inégalités sociales, et cela malgré le financement public du système éducatif, des hôpitaux, du système de justice et des nombreuses infrastructures financées par nos impôts – certes perfectibles mais indispensables pour briser le cercle de la reproduction sociale. Le « self-made man » n'existe pas.

Malgré tout, interroger la notion de méritocratie est souvent difficile, car on peut avoir l'impression qu'il s'agit de remettre en cause sa propre réussite ou celle de ses proches. Pourtant, l'accès à la richesse n'est pas qu'une question d'efforts : prétendre le contraire reviendrait à vider le débat de toute sa dimension politique. Le mythe de la méritocratie est en effet un récit bien pratique pour justifier les inégalités sociales, qui s'appuient notamment sur la passation d'une injuste répartition des richesses, les dominations sociales et une série de choix politiques.



### BRISER LE CYCLE DES INÉGALITÉS

Hériter, c'est donc plus que toucher une somme d'argent. C'est recevoir une histoire, un nom de famille, un réseau d'entraide, une culture, une éducation. Donner un héritage, c'est aussi une façon d'exprimer son amour. La famille est à la fois un lieu privilégié de solidarité, de reproduction du pouvoir culturel et économique, de sacralisation de la propriété et un espace où se jouent des dominations multiples.

Le problème premier n'est pas l'héritage, mais l'inégale répartition des richesses qu'il tend à renforcer. La taxation sur la succession reste donc l'un des principaux outils permettant de réduire ces inégalités. De nombreuses idées ont déjà émergé afin de la rendre plus efficace : plafonner l'héritage, taxer tout ce qui a été reçu au cours de la vie et non seulement au moment de la mort, ne pas forcément donner

la priorité à la famille nucléaire<sup>#12</sup>, supprimer les niches fiscales, ou encore modifier le taux de succession en fonction de l'âge du décès<sup>#13</sup>. Au sein de ces propositions, plusieurs sortent du lot.

## LE PROBLÈME premier n'est pas l'héritage, mais l'inégale répartition des richesses qu'il tend à renforcer.

#06 EN BELGIQUE, CE N'EST QU'EN 1976 QUE LA LOI PROCLAME L'ÉGALITÉ TOTALE ENTRE LES ÉPOUX : LA FEMME NE DOIT PLUS OBEISSANCE TOTALE À SON MARI (OU AUTRE CHEF DE FAMILLE SI ELLE N'EST PAS MARIÉE) ET PEUT PAR EXEMPLE OUVRIR UN COMPTE EN BANQUE SANS SON AUTORISATION. #07 COMME LE DIVORCE, QUI PRECARISE ENCORE FORTEMENT LES FEMMES. #08 ELLES ONT BIEN PLUS LA CHARGE DU TRAVAIL DOMESTIQUE, SONT PLUS SOUVENT À TEMPS PARTIEL POUR S'OCCUPER DES ENFANTS, SONT MÊME SOUVENT DES EMPLOYÉES NON REMUNÉRÉES DANS L'ENTREPRISE OU L'EXPLOITATION AGRICOLE DE LEURS PARENTS OU DE LEUR MARI. CELA PERMET AUX HOMMES DE S'IMPLIQUER DAVANTAGE DANS LEURS ACTIVITÉS REMUNÉRATRICES. #09 LES DROITS DE SUCCESSION SONT RÉGIONALISÉS EN BELGIQUE. #10 CE QUI N'EST PAS DENUÉ DE CONTRADICTIONS. EN DOUTE EST-ON MÉRITANT À HÉRITER DE CE QU'ON NE POURRAIT ÉCONOMISER DURANT TOUTE UNE VIE DE L'ABÉUR ? #11 LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES MOINS QUALIFIÉS ET LES OUVRIER-E-S SE MARIENT PLUTÔT ENTRE EUX, TOUT COMME LES UNIVERSITAIRES (67% DES UNIVERSITAIRES SONT EN COUPLE AVEC UN-E UNIVERSITAIRE) (PIRET ET GIRÈS, 2018). #12 EN BELGIQUE, LES TAXES SONT MOINDRES POUR L'HÉRITAGE EN LIGNE DIRECTE. DE MÊME, DANS LA LOI, LA MOITIÉ DU PATRIMOINE D'UN PARENT DOIT OBLIGATOIREMENT REVENIR À SES ENFANTS. #13 L'IDÉE ÉTANT D'AIDER DES PERSONNES DONT LES PARENTS QUI LE CONJOINT SERAIENT MORTS JEUNES, ET QUI DONC PERDRAIENT LA PERSONNE QUI SUBVIENT À LEURS BESOINS (BAILLY, 2021).



Stuart Mill, philosophe du 19<sup>ème</sup> siècle, proposait par exemple de fixer deux seuils : un seuil en dessous duquel il n'y a pas de taxation, et un seuil au-delà duquel la personne ne peut plus hériter (globalement celui qui lui permettrait de ne plus travailler). En Belgique, ces deux seuils pourraient se situer à 150 000 euros (toute personne qui reçoit plus que la moyenne payerait une taxe, mais la majorité des héritier-e-s ne serait donc pas imposée) et à un million d'euros (Fabri, 2024).

Eugenio Rignano, lui (un théoricien du 19<sup>ème</sup> - 20<sup>ème</sup>), proposait de fixer des taux d'impositions croissants selon que la portion du patrimoine considérée est de première, deuxième ou troisième génération : ce qui signifie que l'on pourrait transmettre à ses enfants le fruit de son travail, mais pas ce que l'on a soi-même hérité, étant donné qu'on n'y a pas contribué par son propre travail<sup>#14</sup>.

Une autre idée qui revient régulièrement ces dernières années, notamment portée par Thomas Piketty, est de remplacer totalement ou en partie l'héritage familial par un patrimoine initial versé à tous et toutes les jeunes de 25 ans. Cela permettrait également de rajeunir le patrimoine, et le pouvoir qui en découle (Faure, 2019). Cette somme n'aurait rien de négligeable : tout le patrimoine français divisé à part égale, par exemple, représenterait 310 000 euros redistribués par personne (Saqé et Milliot, 2022).

Outre la taxation sur les successions, de nombreux économistes proposent des outils permettant de diminuer les inégalités de richesse et de sortir de cette logique selon laquelle le revenu est actuellement plus taxé que le capital. Par exemple, via une taxation bien plus sévère sur les grandes fortunes et leur patrimoine ou même un plafond de patrimoine afin de faire purement et simplement disparaître les milliardaires. Il s'agirait également de mettre en place, à côté de la propriété privée des petits propriétaires, une forme de propriété sociale et temporaire, notamment au sein des entreprises pour qu'elles soient gérées autant par les propriétaires que par les salariés (Faure, 2019).

Le plus important est que le fruit de ces différentes taxations soit attribué à un projet collectif, afin de financer les services publics, la lutte contre le dérèglement climatique, ou même pour répartir cette richesse entre différents pays, dont certains ont été appauvris par d'autres. En ligne de mire : la prospérité collective et la possibilité pour tous et toutes de mener une vie digne. Et ça, ce serait un bel héritage à léguer aux générations futures. ●

**ALIX BURON,**  
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

#14 SELON CE PRINCIPE, L'ÉTAT EST COHÉRITIER DU DÉFUNT PLUTÔT QU'AGENT DE TAXATION, AINSI, UN PETIT-ENFANT QUI HÉRITE D'UNE MAISON FAMILIALE À DIXONS, 50% AVEC L'ÉTAT, PEUT TOUJOURS RACHETER LA PART DÉVOLUE À L'ÉTAT AVEC LE FRUIT DE SON PROPRE TRAVAIL. POUR COMPRENDRE TOUTES LES SUBLTILITÉS DU « PRINCEPIE RIGNANO » : [HTTPS://WWW.REVUEPOLITIQUE.BE/CONTRE-LHERITAGE-AU-CARRE-LE-PRINCEPIE-RIGNANO/](https://www.revuepolitique.be/contre-lheritage-au-carre-le-principe-rignano/)

**BIBLIOGRAPHIE**  
- C.B., 26 JUIN 2020, « LE TEMPS DES GÉANTS ET DES INDUSTRIELS AVENTURIERS », LE SOIR. - CAILLY OLIVIER, 16 DÉCEMBRE 2021, « SUCCESSION D'INÉGALITÉS », ALTER ÉCHOS. - BESSIERE CELINE, GOLLAC SYBILLE, 2020, « LE GENRE DU CAPITAL, COMMENT LA FAMILLE REPRODUIT LES INÉGALITÉS », LA DÉCOUVERTE. - COMAC, « UNE VÉRITÉ QUI DÉRANGE : LA COLONISATION », DEDRY ANTOINE, 29 JUILLET 2024, « PATRIMOINES PRIVÉS EN BELGIQUE : 'GET RICH OR DIE TRYING' ? », OBSERVATOIRE BELGE DES INÉGALITÉS. - FABRI ERIC, 9 JANVIER 2024, « DIVISER POUR MOINS RÉGNER, LA SOLUTION DE MILL POUR UN HÉRITAGE PLUS ÉGALITAIRE », REVUE POLITIQUE. - FAURE SONYA, 11 SEPTEMBRE 2019, « THOMAS PIKETT, 'CHAQUE SOCIÉTÉ INVENTE UN RÉCIT IDEOLOGIQUE POUR JUSTIFIER SES INÉGALITÉS' », LIBÉRATION. - FRANCE CULTURE, 27 DÉCEMBRE 2018, « ÉPISEME 4/4 : FAUT-IL ABOLIR L'HÉRITAGE ? », ENTENDEZ-VOUS L'ÉCO ? - GUESQUIÈRE FRANÇOIS, 13 JUIN 2023, « PAUVRETE, EMPLOI ET DIPLOME EN WALLONIE », OBSERVATOIRE BELGE DES INÉGALITÉS. - MUREL MICHEL, 13 JUIN 2024, « CE QUE CHANGERAIT LA SUPPRESSION DES DROITS DE SUCCESSION EN WALLONIE », L'ÉCHO. - QUEST FRANCE, 16 MAI 2021, « PRÈS DE 80% DES MILLIARDAIRES FRANÇAIS SONT DES HÉRITIERS », SELON FORBES. - PARRIQUE TIMOTHÉE, 2022, « RALENTIR OU PÉRIR, L'ÉCONOMIE DE LA DÉCROISSANCE », SEUIL. - PETIT PAULINE, 25 JANVIER 2022, « QUAND ON VOULAIT ABOLIR L'HÉRITAGE (ET COMMENT) », FRANCE CULTURE. - PIRET CÉCILE, GIRÈS JOËL, 19 FÉVRIER 2018, « PARCOURS DE VIES INÉGALITAIRES », OBSERVATOIRE BELGE DES INÉGALITÉS. - PLOUVIEZ MELANIE, 8 JANVIER 2024, « CONTRE L'HÉRITAGE AU CARRE : LE PRINCIPE RIGNANO », REVUE POLITIQUE. - RAMONET IGNACIO, JUILLET-AOÛT 2001, « C'EST QU'EST-CE QUE LE COLONIALISME ? LE MONDE DIPLOMATIQUE, MANIÈRE DE VOIR N°58. - RUYSSSEN ARNAUD, 4 FÉVRIER 2024, « LA BELGIQUE EST-ELLE VRAIMENT UN DES PAYS LES PLUS ÉGALITAIRES DU MONDE ? », RTBF. - SAHITI DELFINA, 3 MAI 2021, « LA REPRODUCTION SOCIALE EN BELGIQUE », OBSERVATOIRE BELGE DES INÉGALITÉS. - SAQÉ SALOMÉ, MILLIOT ANOUK, 11 OCTOBRE 2022, « FAUT-IL EN FINIR AVEC L'HÉRITAGE ? », BLAST. - TOUT VA BIEN, 16 FÉVRIER 2022, « SUPPRIMER L'HÉRITAGE ? », ESPERANZAH! FESTIVAL. - YAMATMA SERVET, 16 AVRIL 2024, « L'IMPÔT SUR LES SUCCESSIONS EN EUROPE : COMMENT LES RÈGLES, LES TAUX ET LES RECETTES VARIENT-ILS ? », EURONEWS.

TÉMOIGNAGE



# Appropriation capitaliste ou résistance culturelle ?

WAX PARADOXE : L'ENQUÊTE BD DE JUSTINE SOW SUR UN HÉRITAGE PARADOXAL

Lorsque je contacte Justine Sow à propos de sa bande dessinée *Wax Paradoxe*<sup>#01</sup> (2025), je souhaite avant tout échanger autour de l'appropriation culturelle, capitaliste et coloniale d'un textile fortement controversé : le wax. « Qui a le droit de le porter ? » : telle est la question qui revient régulièrement autour de cet héritage paradoxal, africain ou métis pour certain-es, purement colonial pour d'autres. Pourtant, lors de notre rencontre dans un café de Saint-Gilles proche de l'École supérieure des arts (Esa) Saint-Luc où, alors déjà journaliste à RTL, Justine Sow a étudié la BD, de nombreuses autres thématiques s'invitent.



Si les échanges autour de sa bande dessinée sont riches et variés, le thème de l'appropriation culturelle, explique l'autrice, revient presque systématiquement. Une des questions régulièrement posées, notamment, est celle du droit (ou non) de porter du wax. L'anthropologue William Rodney (2019) souligne pourtant que l'appropriation culturelle, souvent réduite à cette question, est un débat bien plus profond, lié aux luttes des populations colonisées face à une longue histoire d'infériorisation, d'invisibilisation, et d'exploitation de leurs corps et de leurs cultures. L'enquête *Wax Paradoxe*, en entremêlant intime et politique, dévoile en effet le récit d'un héritage certes colonial et capitaliste, mais aussi d'une résistance identitaire et culturelle.

## MAIS C'EST QUOI, L'APPROPRIATION CULTURELLE ?

Il est parfois difficile de comprendre les rapports de domination qui se jouent derrière un élément culturel d'apparence anodine comme le wax. Ils sont pourtant bel et bien présents ! Si tu peines à cerner la différence entre appropriation et appréciation culturelle, rassure-toi, tu es loin d'être seule. Dans son livre *Mécanique du privilège blanc : Comment l'identifier et le déjouer ?* (2024), l'éducatrice et conférencière Estelle Depris admet qu'il faut « parfois faire de la gymnastique psychique pour saisir la nuance » (p. 236). Elle cite néanmoins trois points clés de l'appropriation culturelle : l'absence (1) de reconnaissance et de crédit, (2) de rétribution, et (3) d'autorisation des communautés ayant initié la culture (p. 229).

## ABORDER LE DÉBAT « EN FILIGRANE »

Dans *Wax Paradoxe*, les lectrices et lecteurs accompagnent la protagoniste Sophia, jeune femme bruxelloise métissée, dans sa découverte du wax – un sujet d'étude qui lui est imposé dans le cadre de ses études en *design textile*. L'autrice Justine Sow explique s'être rapidement questionnée quant à la thématique de l'appropriation culturelle, face à la peur d'alimenter une polémique où tant avait déjà été dit, et de continuer à polariser le débat.

Elle décrit son récit comme une forme d'autofiction, où elle a puisé par moments dans son histoire : « C'est pour ça que j'ai mis en scène un personnage métissé, qui ne connaît pas grand-chose [sur le wax], parce que je me suis dit : je me sens légitime à mettre en scène un point de vue qui est le mien »<sup>#02</sup>.

La bande dessinée lui a aussi permis de se libérer du « poids de l'exigence journalistique de la neutralité », qu'elle décrit comme une illusion, puisque « tout savoir est situé ». *Wax Paradoxe* adopte une approche rigoureuse et documentée<sup>#03</sup>, mais aussi un regard décolonial qui pourrait être décrit comme « engagé », un terme dont se méfie la bédéiste-journaliste<sup>#04</sup> : « Alors cela veut dire que les autres ne sont pas engagés, que les autres sont neutres. Mais les autres ne sont pas neutres, mais sont alors engagés dans une forme de validation de l'ordre établi. Ne pas le questionner, c'est aussi, finalement, une forme d'engagement ». Elle mentionne certains reportages sur le Père Fouettard, qui adoptent souvent une approche très complaisante, plutôt que d'explorer la pertinence de cette tradition sous le prisme de la multiculturalité<sup>#05</sup>.

#01 WAX PARADOXE A ÉTÉ PUBLIÉE CHEZ BAYARD GRAPHIC DANS LE CONTEXTE DE L'EXPOSITION WAX AU MUSÉE DE L'HOMME À PARIS (DU 5 FÉVRIER AU 7 SEPTEMBRE 2025). #02 TOUTES LES CITATIONS DE JUSTINE SOW SONT ISSUES DE NOTRE DISCUSSION (SAINT-GILLES, 4 JUIN 2025), SAUF SI INDIQUÉ AUTREMENT. #03 WAX PARADOXE SE BASE SUR PLUSIEURS SOURCES CITÉES À LA FIN DE LA BD, NOTAMMENT LES TRAVAUX DES HISTORIENNES DE L'ART FRANÇAISE ET BELGE ANNE GROSFILLEY ET ANNE-MARIE BOUTTIAUX. #04 SUR LA QUESTION DE LA NEUTRALITÉ À L'UNIVERSITÉ, VOIR L'ÉTUDE DE VALÉRIE TILMAN POUR LA FUCID (2025). #05 EN ALLANT, PAR EXEMPLE, À LA RENCONTRE D'ENFANTS AFRODESCENDANT-ES, UNE ÉTUDE DE FEMTÁ (ANCIENNEMENT BAMKO) CONCLUT D'AILLEURS QUE LES ENFANTS CONGOLAIS-ES S'IDENTIFIENT AU PERSONNAGE DU PÈRE FOUETTARD, TOUT EN L'ÉVALUANT DE MANIÈRE NÉGATIVE (ROBERT, 2016). JUSTINE SOW A ÉGALEMENT RÉALISÉ UNE COURTE BD SUR CE SUJET (APHASIE COLONIALE, 2023).



Ses recherches l'ont rapidement amenée à identifier une forte ambivalence, exprimée par le titre *Wax Paradoxe*: « [Le wax] est un produit culturel avec une lourde charge identitaire, et en même temps, c'est un produit méga commercial, dont l'objectif est juste de faire de la thune de manière totalement désincarnée [...] C'est fait par des colons, et c'est perçu comme hyper emblématique des personnes qui étaient elles-mêmes sous le joug colonial [...] Et puis c'est africain, ça ne l'est pas, ce n'était qu'une suite de contradictions ! ».

Cette approche « désincarnée » contraste avec celle de Justine Sow, qui explique avoir eu à cœur de faire une BD « incarnée », où différentes thématiques et opinions s'incarnent à travers une pluralité de voix et de regards sur ce tissu controversé. *Wax Paradoxe* soulève alors la question de l'appropriation capitaliste, sans pour autant l'aborder frontalement: « Je n'ai pas voulu éluder la question, simplement j'ai voulu l'aborder par petites touches, en filigrane, et apporter plus, privilégier la nuance ».

Son œuvre pourrait ainsi éveiller, elle l'espère, une curiosité envers la question extrêmement complexe que représente l'appropriation culturelle: « Une réponse, ils [les lecteur·rices] n'en auront pas dans la BD. Par contre, ce que j'espère, c'est qu'ils auront certains éléments qui vont les aider à cheminer dans leur réflexion ».

### (NÉO)COLONISATION TEXTILE

L'enquête situe néanmoins bel et bien le wax dans une histoire d'appropriation et d'invisibilisation, notamment du rôle des communautés indonésiennes et africaines, en particulier les femmes.

Dans un carnet représentant les notes de Sophia (p. 48), une série de dessins humoristiques retrace les origines du wax jusqu'à une technique indonésienne de teinture à la cire, le batik, remarquée puis industrialisée par les colons hollandais. Alors interdit sur le marché indonésien, le wax séduit finalement le marché africain où existe déjà, comme le souligne Sophia, « une immense culture textile » (p. 49). Ce sont les femmes africaines, insiste l'œuvre, qui donnent alors vie au wax et ses motifs. Dans la continuité d'une histoire de dévalorisation des communautés colonisées et d'une survalorisation des techniques occidentales dites modernes, le colonisateur s'approprie ces traditions textiles et iconographiques pour breveter un wax « hollandais ».

Le wax hollandais domine encore aujourd'hui fortement ce marché textile, comme le découvre Sophia lors d'une visite d'usine ou de son stage dans une boutique commerçante. Dans la postface de l'œuvre, Justine Sow explique également comment plusieurs usines africaines ont tenté de s'emparer du marché du wax après les indépendances, avant de devoir fermer ou d'être rachetées par des entreprises européennes ou asiatiques. « Afrique, Chine, Europe : qui détient les moyens de productions ? » interroge d'ailleurs une case de l'œuvre (p. 115).

Le wax est donc né de la rencontre entre des techniques et cultures indonésiennes et africaines avec l'usine hollandaise, dans un contexte de rapports de domination au profit du colonisateur. Son industrie, tout comme l'économie textile de manière générale, est loin d'avoir bénéficié à ces différents groupes de manière égalitaire. Les populations anciennement colonisées ont subi en première ligne les conséquences de l'industrie textile capitaliste, de l'exploitation des corps et des terres sur les plantations de coton, jusqu'aux injustices sociales et climatiques actuelles. Les inégalités économiques Nord-Sud perdurent dans le milieu de la mode ou de la fripe, accentuées par la *fast-fashionisation*<sup>#06</sup> et les dettes héritées de la colonisation (pourtant contractées au bénéfice du colonisateur, notamment pour l'acheminement des matières premières)<sup>#07</sup>.

### (MÉT)ISSAGE

Dans *Wax Paradoxe*, différents wax réapparaissent au fil des planches, dans une répétition de couleurs et de motifs<sup>#08</sup>. Initialement, ils ne représentent rien aux yeux de Sophia, ou d'un lectorat peu familier avec le wax. Ils deviennent cependant porteurs de sens, au fil des rencontres de Sophia avec « ces voix qui sont entremêlées et l'aident à avancer » (selon les mots de l'autrice). Ce procédé narratif visibilise ainsi la manière dont certains wax, vides de sens à leur sortie de l'usine, sont baptisés sur les marchés africains, grâce à la créativité des commerçantes africaines<sup>#09</sup>. Dans le récit, Sophia découvre également le rôle méconnu des femmes africaines ayant fortement contribué au succès du wax, notamment les Nana Benz, des femmes togolaises ayant fait fortune en commercialisant le wax dans les années 1960-1980 (*Wax Paradoxe*, p. 65).

L'œuvre tisse également des liens avec d'autres héritages coloniaux invisibilisés, en abordant les effets du racisme à travers l'expérience d'une protagoniste métissée: « Ce que l'incarnation permet, c'est vraiment aussi de montrer que le racisme, qui est un fondement de la colonisation selon moi, vient s'immiscer dans l'intimité ».

Ce sont des petites remarques, c'est un malaise qui se crée dans une relation amoureuse, c'est ta propre grand-mère qui va dire un truc énorme [...] C'est ça que j'ai voulu montrer, c'est que cet héritage colonial, le racisme, il n'est pas toujours spectaculaire ». Le petit ami de la protagoniste, qui questionne pourtant certains mécanismes d'appropriation liés au wax, pose également un regard exotisant sur Sophia, qui suspend alors leur relation amoureuse. Les rapports de domination, souligne ainsi l'œuvre, se jouent aussi bien au niveau politique que dans l'intime, dans des formes qui peinent encore à être reconnues.

Sophia, qui porte d'abord ses cheveux lissés et des tenues discrètes, représente ce que Justine Sow nomme le « syndrome du caméléon », quand une personne métissée cherche « continuellement à se fondre dans la masse » (*Bayard Graphic* 2025). Mais lorsque la protagoniste découvre le wax, l'enquête devient aussi bien documentaire qu'identitaire: « On comprend que, petit à petit, l'exploration de ce tissu se mue en exploration d'elle-même [Sophia] ». Elle mène alors, pour Sophia, si pas à une forme « d'acceptation » – un terme que Justine Sow explique ne pas apprécier – à un « respect » d'elle-même. S'éloignant d'une forme d'aliénation culturelle que le psychiatre Frantz Fanon observait déjà chez les colonisé·es, Sophia se dirige vers « l'amour de la noirité »<sup>#10</sup>, que l'intellectuelle et militante féministe bell hooks décrit comme un acte de résistance politique face à la haine de soi inculquée chez les femmes noires par une société raciste.

### NO WAX

Le récit retisse également des liens avec les luttes africaines et afrodescendantes, notamment à travers le personnage d'Aliou, membre du collectif (fictif) M.A.D. (Mouvement anti-raciste et décolonial). Ce personnage défend le mouvement *No Wax*, une démarche qui consiste à refuser le wax pour valoriser des tissus africains traditionnels (comme le Lépi, que porte Aliou dans l'image ci-contre, et le Bogolan ou le Kente, qu'il mentionne également). Pour Justine Sow, il s'agissait d'une manière d'aborder le cœur du débat de l'appropriation culturelle, sans pour autant la mentionner explicitement: « Finalement, le mouvement *No Wax*, puisque ça consiste à remettre en question les rapports de domination, c'est une bonne façon de parler en filigrane de l'appropriation culturelle. Dans cette dernière, telle que je la vois, il est avant tout question de rapports de domination, d'appropriation de propriété, d'appartenance, de légitimité à parler ou à faire du profit à partir d'un élément considéré comme culturel ».

Le personnage d'Aliou agit comme une ouverture vers une perspective politisée: « Ce que je voulais, c'était rendre Aliou suffisamment sympathique pour que l'on s'identifie à lui, et que, quand il tient son discours, ce ne soit pas perçu comme confrontant [...] Je voulais que l'on se dise: "Mais oui, ok, je comprends en fait son point de vue [...] Je comprends qu'il ait envie de montrer que l'Afrique a une culture qui est indépendante et qui pré-existe à l'arrivée des colons" ». Ceci en veillant à ce que des points de vue plus émotionnels, où le wax est par exemple associé à la famille ou à la transmission, puissent également être compris. L'objectif n'était donc pas de donner raison ou tort, mais de proposer « différentes lectures » (selon l'autrice), traduisant ainsi l'identité complexe et paradoxale du wax.



### ET TOI, TU CONNAIS THOMAS SANKARA, OU UNE PETITE RECHERCHE S'IMPOSE ?

Justine Sow recommande le « super podcast de France Culture »: Thomas Sankara, l'homme qui allait changer l'Afrique ! (2022) pour découvrir cette icône de la révolution burkinabé. On t'encourage aussi à te renseigner sur Patrice Lumumba et d'autres figures congolaises, notamment à travers une visite décoloniale du CMCLD (Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations).

Lors de notre échange, Justine Sow commente également une scène du récit où les membres du collectif s'étonnent que Sophia ne connaisse pas Thomas Sankara, dont le portrait apparaît à côté de celui de Patrice Lumumba: « Il y a deux options. Soit le lecteur ou la lectrice sait qui est Thomas Sankara et s'étonne aussi qu'elle ne le connaisse pas: il tourne la page et a le plaisir de redécouvrir ce personnage historique. Soit il est dans la position de Sophia, qui était ma position quand j'étais adolescente, et peut-être qu'à l'issue de la BD, il va googler Thomas Sankara, en apprendre d'autant plus [...] et là ça serait génial ».

### LE RÔLE D'ALLIÉ·E

« Les personnes blanches doivent être des alliées » affirme Rodney (2019), pour qui défier l'appropriation culturelle implique de prendre conscience des privilèges blancs. L'anthropologue explique notamment comment ce qui est considéré comme extravagant – ou comme « bariolé » et « criard », pour reprendre les mots de la grand-mère de Sophia (*Wax Paradoxe*, p. 59) – sur une personne noire devient soudainement branché sur une personne blanche, sans pour autant améliorer la condition noire. Pour les communautés noires, souligne Rodney, il ne s'agit pas seulement d'esthétique, mais d'affirmer son droit à exister dans un système (néo)colonial qui infériorise, invisibilise et exploite leurs corps et leurs cultures. « D'un côté, j'étais en train de disparaître... »

#06 UN ARTICLE PUBLIÉ SUR LE BLOG DE LA MARQUE LOOM (2025) DÉNONÇAIT PAR EXEMPLE LA MANIÈRE DONT LES PAYS DITS DU SUD REÇOIVENT LES VIEUX VÊTEMENTS DES PAYS DITS DU NORD, MAIS SANS TOUCHER LES SOUTIENS FINANCIERS POUR LE TRI ET LA RÉPARATION. #07 À CE PROPOS, VOIR LE COMITÉ POUR L'ABOLITION DES DETTES ILLÉGITIMES (CADTM). #08 LE THÉORICIEN DE LA BD THIERRY GROENSTEEN (1999) NOMME « TRESSAGE » (OU « TISSAGE ») LA RÉPÉTITION DE MOTIFS VISUELS QUI S'ACCOMPAGNE D'UN ENRICHISSEMENT DE SENS. #09 L'HISTORIENNE DE L'ART SOLOBA DIAKITÉ (2025) DÉCRIT D'AILLEURS LE WAX COMME « DES TEXTILES QUI PORTENT DU TEXTE », PARTAGEANT AINSI AVEC LA BD – OÙ L'IMAGE PORTE ÉGALEMENT DU TEXTE – BIEN PLUS QUE CE QUE L'ON POURRAIT INITIALEMENT PENSER ! #10 TRADUIT DE « LOVING BLACKNESS ».



Et d'un autre, j'apparaissais enfin» remarque Sophia lorsqu'elle porte du wax pour la première fois. L'affirmation de son identité africaine prend d'autant plus d'ampleur lorsque l'on prend conscience de l'histoire invisibilisée des enfants métis-ses dans les colonies belges, arrachés à leur famille congolaise et placés dans des orphelinats, puis transférés en Belgique<sup>#11</sup>.

Agir en tant qu'allié-e<sup>#12</sup> de la lutte antiraciste, insiste également Estelle Depris (2024), implique de s'engager activement pour elle. Dans *Wax Paradoxe*, la mère de Sophia se montre cependant très maladroit dans ses tentatives de défendre sa fille, car elle omet de prendre en compte son point de vue, comme cette dernière le lui fait remarquer: « Il me prend que j'en ai marre que personne ne se demande comment je vis les choses » (*Wax Paradoxe*, p.94). Le wax agit comme un reflet de l'identité métisse de Sophia, objet d'exotisation et de méconnaissance, même dans ses relations les plus intimes. Cette dispute, tout comme le nom du collectif M.A.D. (mad signifie colère en anglais), sont également une manière de souligner, m'explique l'autrice, l'importance de pouvoir accueillir la colère légitime d'une personne afrodescendante.

Lorsque je demande à Justine Sow si ces scènes signifient qu'être un-e allié-e implique de connaître les expériences, les cultures et les luttes africaines et afrodescendantes, elle répond: « Je pense que connaître ne suffit pas. Je crois qu'il faut une conception politique de la lutte contre le racisme, donc exiger et réagir: exiger des changements ». Elle rejoint ainsi les propos de Depris (2024), pour qui respecter une culture implique non seulement de la connaître, mais aussi de célébrer et d'œuvrer pour la communauté qui l'a initiée. Depris (2024) relie d'ailleurs explicitement ce respect à la question de l'exploitation capitaliste: « En bref, célébrer une culture, c'est célébrer les membres qui la font vivre, en veillant à ce que notre argent ne contribue pas à leur exploitation » (p. 238).

Justine Sow mentionne également l'importance d'enseigner la colonisation: « Il y a plein de familles, plein de Belges, qui sont dans une ignorance totale au sujet de la colonisation. Et si on ignore ce sujet, je pense qu'on ne peut pas mener un combat antiraciste pertinent et cohérent ». Au fil de notre échange, on en vient à se questionner sur le rôle que l'art pourrait jouer ici, notamment quand la bédéiste m'explique la manière dont apprendre à dessiner tous types de corps et de visages l'a amenée à décoloniser son regard: « La façon dont la lumière tombe sur les cheveux, sur la peau, tout ça va prendre le pas. C'est ça qui est magique avec l'apprentissage du dessin, c'est que c'est apprendre à observer le réel. Dessiner non pas ce que tu crois, mais ce que tu vois. Et ça, c'est une révolution intérieure ».

**CÉLÉBRER PAR LA LUTTE**

Alors le wax, appropriation capitaliste ou résistance culturelle? Les deux, semble suggérer l'enquête de Sophia dans *Wax Paradoxe*. Ce récit, à la fois documenté et ancré dans la subjectivité de l'autrice, révèle une histoire aux multiples facettes paradoxales. S'il incarne une culture vidée de ses significations au profit du colonisateur et au détriment des textiles traditionnels, le wax acquiert également de nouvelles valeurs symboliques et politiques.

Dans un contexte familial et national empli de tabous et d'omissions, il devient, pour Sophia, un symbole d'identité, d'amour, de communauté, et de résistance. Wax Paradoxe n'aborde peut-être pas frontalement la question de l'appropriation culturelle, mais défie plusieurs violences qui lui sont propres, par une visibilité de l'histoire et une revalorisation des communautés et luttes africaines.

En tant que femme blanche, après la lecture de *Wax Paradoxe* et cette rencontre avec Justine Sow, je ne sais toujours pas si je peux ou pas porter du wax. Je sais, cependant, qu'il n'aura pas les mêmes implications pour moi que pour Sophia, et qu'il nécessite de connaître, de respecter et de célébrer les communautés qui lui donnent vie. Le récit rappelle la nécessité d'être à l'écoute des personnes racisées, de réfléchir à ses privilèges, et d'agir activement pour les luttes antiracistes et décoloniales. Ce débat dépasse largement celui du droit à porter (ou non) quelque chose, pour questionner profondément un héritage d'infériorisation, de déshumanisation, d'exploitation, d'expropriation et d'appropriation intrinsèquement lié au colonialisme et au capitalisme.

Avec cette lecture, le titre *Wax Paradoxe* résonne comme une invitation à contempler nos propres paradoxes, individuels mais aussi politiques. Dans le contexte belge, le chemin reste long. Alors, continuons à le tisser! ●

**ALICIA LAMBERT,**  
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

**REMERCIEMENTS**

Un grand merci à Justine Sow d'avoir accepté d'échanger autour de sa BD, ainsi qu'à toutes les personnes ayant participé à l'arpentage de Mécanique du privilège blanc (Depris, 2024) organisé par Présence & Action Culturelle (Namur).

#11 UNE AUTRE RECOMMANDATION BD SUR CE SUJET: LE SINGE JAUNE DE BARLY BARUTI ET CHRISTOPHE CASSIAU-HAURIE. #12 LE TERME D'ALLIÉ-E DÉSIGNE LES PERSONNES QUI SOUHAITENT AGIR POUR LA LUTTE D'UN GROUPE SANS POURTANT SUBIR SES DISCRIMINATIONS. BÉNÉFICIAIRE AU CONTRAIRE DES PRIVILÈGES DU GROUPE DOMINANT, C'EST LE CAS NOTAMMENT DES PERSONNES BLANCHES QUI REJOignent LES LUTTES DES PERSONNES RACISÉES. SUR LA NOTION D'ALLIÉ-E, VOIR ÉGALEMENT L'ANALYSE D'ANNICK HONOREZ POUR LA FUCID (2023). #13 EN BELGIQUE, CONTRAIREMENT À L'ENSEIGNEMENT DE LA COLONISATION AU SENS LARGE, L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE DE LA COLONISATION BELGE N'EST PAS ENCORE OBLIGATOIRE, MAIS DEVIENDRAIT LE DEVENIR D'ICI 2027. #14 L'ANTHROPOLOGUE BAMBI CEUPPENS (2020) PARLE DE CRIMES D'OMISSION POUR QUALIFIER LA MÉMOIRE COLONIALE BELGE. #15 IL ME PARAÎT NECESSAIRE ICI DE PRÉCISER LA POSITION D'OU JE PARLE. TOUT COMME LE FAIT JUSTINE SOW DANS SON TÉMOIGNAGE. CÉPANDANT, COMME LE DÉMONTE LES CHERCHEUSES JASMINE K. GANT ET RABEO M. KHAN (2024), LES DÉCLARATIONS DE POSITIONNALITÉ ET LES CONFESSIONS DE PRIVILÈGES PEUVENT ÉGALEMENT RÉAFFIRMER CERTAINS MÉCANISMES DE DOMINATION, DE TELS PROCESSUS DE REFLEXIVITÉ, SOULIGNENT GANT ET KHAN, DEMANDANT PAR CONSÉQUENT DE QUESTIONNER LEURS LIMITES, ET D'ADOPTER UNE POSTURE D'HUMILITÉ ET UNE APP.

**BIBLIOGRAPHIE**  
- BARUTI BARLY & CASSIAU-HAURIE CHRISTOPHE. 2018. LE SINGE JAUNE. GLÉNAT. CEUPPENS BAMBI. 2020. « CRIMES OF COMMISSION AND OMISSION ». LEOPOLD'S LEGACY (DIR. OLIVER LEU). THE ERISKAY CONNECTION. PP. 85-100. DEPRIS ESTELLE. 2024. MÉCANIQUE DU PRIVILÈGE BLANC: COMMENT L'IDENTIFIER ET LE DÉJOUER?. BINGE AUDIO. DIAKITE HEDEZI SOLOBA. 2025 (17 FEVR.). « LE WAX N'EST PAS UN TEXTE TRADITIONNEL AFRICAIN, IL EST REVENU AFRICAIN ». MARIE CLAIRE - FANON FRANZ. 2002 (1961). LES DAMNÉS DE LA TERRE. LA DÉCOUVERTE. GANI, JASMINE K. & KHAN, RABEO M. 2024. « POSITIONALITY STATEMENTS AS A FUNCTION OF COLONIALITY: INTERROGATING REFLEXIVE METHODOLOGIES ». INTERNATIONAL STUDIES QUARTERLY. 68(2). SOAEO38. - GROENSTEEN THIERRY. 1999. SYSTÈME DE LA BANDE DESSINÉE. PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE. HONOREZ ANNICK. 2023. « REFLEXIONS AUTOUR DU CONCEPT D'ALLIÉ-E DANS LA LUTTE ANTIRACISTE ». FUCID (SITE INTERNET). - HOOKS BELL. 2025 (1992). REGARDS OPPOSITIONNELS. SE DÉFAIRE DES REPRÉSENTATIONS DOMINANTES. PAYOT. - LAMBERT, ALICIA. CASES EN TENSIONS. MÉMOIRES EN DIALOGUES: (RE)DESSINER ET DÉCOLONISER L'IMAGINAIRE COLONIAL BELGE DANS LA BANDE DESSINÉE (2010-2023) (THÈSE DE DOCTORAT). - LOOM. 2025. « COMMENT LA FAST FASHION ÉTOUFFE LA FRIPE ». LA MODE À L'ENVERS. - ROBERT MIREILLE-TSHEU. 2016. « ZWARTE PIET? NON, PEUT-ÊTRE! LES ENFANTS CONGOLAIS FACE AU FOLKLORE RACIAL BELGE ». CREER EN POSTCOLONIE: 2010-2015, VOIX ET DISSIDENCES BELGO-CONGOLAISES (DIR. DEMART SARAH ET ABRASSART GIA). BOZAR BOOKS. PP.57-63. - RODNEY WILLIAM. 2020. L'APPROPRIATION CULTURELLE. ÉDITIONS ANACADNA. - SOW JUSTINE (@JUSTINESOW) & BAYARD GRAPHIC (@BAYARDGRAPHIC). 2025. WAX PARADOXE. « CETTE SEMAINE, @JUSTINESOW VOUS PRÉSENTE LA PLANCHE PRÉFÈRE DE SA BD WAX PARADOXE ». INSTAGRAM. - SOW JUSTINE. 2023. APHASIE COLONIALE (TRAVAIL ÉTUDIANT PUBLIÉ EN LIGNE). HTTP://LA-BASE.BE/MASTER/MASTER-1/LES-ANGLÈS-MORTS-DE-LA-DÉCOLONISATION-BELGE/ARTICLE/APHASIE-COLONIALE. - SOW JUSTINE. 2025. WAX PARADOXE. BAYARD GRAPHIC. - TILMAN VALERIE. 2025. « ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE UNIVERSITAIRE, SAVOIRS ACADEMIQUES... (PAS ASSEZ) NEUTRES, OU (PAS ASSEZ) ENGAGÉS? ». FUCID.

**RESSOURCES**

**Pour creuser la thématique**

**À LIRE**

**OLIVIER HAMANT**  
**ANTIDOTE AU CULTE DE LA PERFORMANCE**  
**LA ROBUSTESSE DU VIVANT, OLIVIER HAMANT**

L'auteur et biologiste Olivier Hamant s'inspire du monde du vivant pour soutenir une critique de la course à la performance, à laquelle il oppose une autre manière d'exister: celle de la robustesse. Dans un monde de plus en plus caractérisé par l'incertitude, ne devrait-on pas adopter des stratégies collaboratives, pour mieux s'adapter et résister à l'adversité? Son ouvrage pointe ainsi du doigt les fausses bonnes idées de la croissance verte, pour ouvrir l'horizon du futur.

**CAPITAL & IDÉOLOGIE, CLAIRE ALET**  
**ET BENJAMIN ADAM (THOMAS PIKETTY EN BD)**

Une brique d'économie politique transformée en BD drôle et super bien documentée? On adore. Cette version très accessible du livre de Thomas Piketty reprend son interrogation principale: d'où viennent les inégalités et pourquoi perdurent-elles? Pour y répondre, la BD raconte l'histoire d'une famille à travers plus de deux siècles, expliquant comment celle-ci a pu s'enrichir et surtout rester riche grâce aux systèmes fiscaux et commerciaux qui maintiennent la richesse dans certaines mains.

**À ÉCOUTER**

**SPLASH, NOUVELLES ÉCOUTES (PODCAST SUR L'ÉCONOMIE)**

« Splash, c'est l'émission qui jette un pavé dans la mare de l'économie. » L'animateur s'empare des questions qui font polémique, en compagnie d'économistes, de chercheur-euse-s, et de journalistes économiques. L'État doit-il filer du travail aux chômeur-euse-s? Il est où, le vrai problème de l'immigration en France? ChatGPT va-t-il nous faire gagner de la thune? Tu trouveras des réponses informées et nuancées à toutes ces questions et plus encore, dans des épisodes de 25 minutes, maximum!

**MUM DOES THE WASHING, JOSHUA IDEHEN (MUSIQUE)**

Joshua Idehen est un poète et musicien britannique d'origine nigérienne, qui fait le buzz avec un slam sur la lessive... enfin, plutôt, sur les grands courants politiques et idéologiques de notre époque (vous savez, ces mots qui finissent presque tous en « -isme »), qu'il décrit avec énormément d'humour et de sagesse. Un cours de philosophie condensé qui deviendra votre hit de l'année.

**À REGARDER**

**OPEN SECRET: AU CŒUR DE LA MODE**  
**MADE IN UK (DOCUMENTAIRE ACHACT)**

Tout le monde sait que les grandes enseignes de la fast fashion exploitent leurs travailleur-euse-s. Mais personne ne bouge. C'est ce que ce film cherche à faire changer: au lieu de se limiter à exposer un énième « scandale », il part à la rencontre des collectifs, syndicats et associations qui s'organisent pour lutter contre cette exploitation. Le film, collaboration entre des médias et associations militantes belges et britanniques, se focalise sur l'exemple de l'entreprise anglaise Boohoo.

**L'ACIER A COULÉ DANS NOS VEINES (DOCUMENTAIRE)**  
**PAR THIERRY MICHEL & CHRISTINE PIREAUX**

Ce documentaire rend hommage aux travailleurs de la sidérurgie liégeoise et retrace les luttes syndicales face aux rachats successifs et finalement la fermeture de cette industrie. Des archives et des témoignages mettent en lumière les conséquences du profit et de la mondialisation, ainsi que la solidarité et la résilience des grévistes. Entre fierté et douleur, rage et espoir, les travailleurs incarnent autant la mémoire du passé que l'ébauche d'un futur plus juste et plus solidaire.

**À SUIVRE**

**CHLOÉ MIKOLAJCZAK**  
**@THEGREENMONKI**

Connue comme « The Green Monki » sur les réseaux sociaux, Chloé Mikolajczak milite pour la justice sociale et environnementale. À travers de courtes vidéos, elle révèle notamment au grand jour les activités des lobbys polluants à Bruxelles. Elle organise également des campagnes de mobilisation citoyenne pour protéger nos droits fondamentaux. (Psst: découvrez son podcast The Burning Case, animé par des jeunes qui décortiquent la politique européenne).

**TIMOTHÉE PARRIQUE (@TIMOTHEEPARRIQUE)**  
**BLOG: HTTPS://TIMOTHEEPARRIQUE.COM/**

Un économiste pas comme les autres, Timothée Parrique est l'auteur du livre Ralentir ou périr: L'économie de la décroissance. Sur son blog, il écrit des articles percutants pour décortiquer les argumentaires qui nient les limites planétaires et les inégalités sociales, et démontre pourquoi la décroissance est une stratégie qui pourrait assurer notre survie et notre bien-être. Connu pour s'exprimer de manière convaincante et accessible, il publie régulièrement ses interventions sur Instagram.



# Maxima Acuña Atalaya

## LE DROIT DE VIVRE SUR SA TERRE

« Ma vie est protégée par le Lac Bleu. Mes montagnes et mes lacs me protègent jour et nuit » chante Maxima Acuña Atalaya face aux lacs dans la province de Cajamarca (Pérou) où elle habite. En refusant de quitter sa terre, elle lutte pour le droit de vivre à proximité de cette réserve d'eau naturelle, menacée par l'industrie minière.

Tragadero Grande, le terrain où habite Maxima Acuña, représente à ses yeux un environnement protecteur, qui lui procure l'eau et la terre lui permettant de vivre avec sa famille et ses animaux. Pour l'entreprise minière américaine *Newmont Mining Corporation*, en revanche, c'est la promesse d'une richesse qui n'est pas directement visible, mais qui gît sous les lacs : l'or. Un minéral rare très convoité, bien qu'il n'ait que très peu de fonctions utilitaires, contrairement à l'eau qui abreuve Maxima Acuña, sa famille, ses animaux, et les communautés vivant à proximité du lac. Depuis des années, Maxima Acuña résiste aux pressions juridiques, physiques et psychologiques du géant minier, et lutte pour le droit de vivre sur la terre qu'elle travaille.

### LA DAME DU LAC BLEU CONTRE LE GÉANT PÉTROLIER

En 1994, Maxima Acuña achète avec son mari un morceau de terre à ses beaux-parents et y construit une petite maison. Elle l'ignore encore, mais leur terrain se trouve à proximité de ce qui deviendra une des plus grandes mines d'Amérique latine. Donnant accès à d'autres plateaux où se trouvent plus d'or et de cuivre, il représente un enjeu économique de taille pour la multinationale *Newmont*. Face aux lacs épuisés par son activité, l'entreprise a pour objectif d'en drainer d'autres, dont Laguna Azul, auquel Maxima Acuña dédie son chant cité ci-dessus. Ses paroles transmettent la lutte de celle surnommée la Dame du Lac Bleu, qui refuse fermement de vendre ou de quitter son terrain. Face aux coups, aux menaces, et aux accusations d'usurpation ou d'occupation illégale, sa famille reste. Leur maison est réduite plusieurs fois en cendres, mais Maxima Acuña résiste, brandissant son titre de propriété : elle ne quittera jamais sa terre, plutôt mourir.

### DE L'EAU, PAS DE L'OR

L'entreprise minière va jusqu'à poursuivre la famille en justice, qui la condamne à une peine de prison de trois ans avec sursis et une amende de près de 2 000 \$. Faisant connaître leur combat, la famille trouve alors du soutien tant local qu'international. Maxima Acuña est souvent décrite par la métaphore de David contre Goliath, mais son histoire est aussi celle d'une communauté qui s'est unie autour de sa lutte contre le projet minier Conga,



**MAXIMA ACUÑA A REÇU LE PRIX GOLDMAN** pour l'environnement en 2016. C'est aussi une des figures emblématiques du livre *Bois, or, pétrole : les guerres invisibles* du journaliste péruvien Joseph Zárata (2024, Actes Sud), qui va à la rencontre d'héroïnes et d'héros locaux s'étant opposés au pouvoir économique et aux industries extractives au Pérou, face à ce qu'il nomme des « guerres économiques ».

allant jusqu'à camper sur son terrain pour la protéger ainsi que les lacs. Plusieurs voix dénoncent l'épuisement et l'intoxication des lacs par l'entreprise minière, qui requière l'utilisation de produits chimiques et de métaux dangereux. C'est tout un système hydrologique interconnecté qui est alors menacé, menant les associations environnementales à rejoindre la lutte de Maxima Acuña. Mais cette dernière insiste : elle n'est pas militante écologiste, tout ce qu'elle veut, c'est vivre sur sa terre.

### RES(IS)TER

Le tribunal donne finalement raison à Maxima Acuña : sa peine de prison est infirmée et son éjection empêchée, bloquant ainsi le développement de la mine. Elle se réjouit alors de pouvoir enfin vivre en paix, mais la réalité est bien autre. La famille est toujours menacée, le terrain est encerclé, et la maison à nouveau détruite ou brûlée. La Dame Bleue, pourtant, affirme toujours qu'elle n'abandonnera jamais. Rester pour résister, c'est ainsi que prend forme son combat. Résister à une vision occidentale du progrès qui tente de s'imposer au reste du monde. Affirmer que la terre appartient à celle qui la travaille, et pas à celui qui l'exploite. Refuser un monde où les corps et la terre peuvent être exploités et expropriés au nom du capitalisme. Revendiquer, tout simplement, son droit d'exister. ●

### L'ÉQUIPE DE LA FUCID



# Nemonte Nenquimo

## EMPOUVOIRER LA COMMUNAUTÉ AMAZONIENNE

C'est pour préserver l'héritage de milliers d'années de compréhension, de connaissance et de connexion à la forêt amazonienne que luttent les communautés représentées par Nemonte Nenquimo. En tant que femme, mère et leader du peuple Waorani en Équateur, elle est devenue une figure emblématique de ce combat. Sa lutte participe à donner plus de pouvoir aux communautés amazoniennes, afin d'agir pour préserver leur territoire, leur culture et leur mode de vie, menacés par une économie extractiviste.

### ÉCOUTER LES EXPERT-ES

« Vous nous avez imposé votre civilisation et regardez maintenant où nous en sommes : pandémie mondiale, crise climatique, extinction d'espèces et, à l'origine de tout cela, une pauvreté spirituelle généralisée. Pendant toutes ces années à prendre, prendre, prendre sur nos terres, vous n'avez pas eu le courage, ni la curiosité, ni le respect d'apprendre à nous connaître. Pour comprendre comment nous voyons, pensons, ressentons et ce que nous savons de la vie sur cette Terre » (Nenquimo, 2020). Le mode de vie occidental basé sur la technologie, affirme Nemonte Nenquimo, empêche de percevoir la relation complexe avec la terre. La dirigeante waorani a grandi dans cette tension entre deux visions du monde, où les traditions de sa famille contrastaient avec les enseignements de l'école missionnaire. Aujourd'hui, elle lutte contre les entreprises pétrolières qui menacent la forêt amazonienne, en revalorisant un héritage ancestral. Riches d'années d'enseignement de la forêt permettant de percevoir et de décrire les changements qui y prennent place, les membres de sa communauté l'affirment : si les personnes blanches détruisent la forêt, c'est parce qu'elles ne la connaissent pas. D'où l'importance et l'urgence d'écouter enfin les véritables expert-es : celles et ceux qui la considèrent comme leur maison, et non comme un produit à exploiter.

### RENVERSER LES OUTILS DESTRUCTEURS

Convaincue du pouvoir de la communauté pour faire face aux gouvernements et aux puissantes industries pétrolières, Nemonte Nenquimo a co-fondé la *Alianza Ceibo*, une coalition de peuples indigènes qui protège leur culture, leur territoire et leur vie. En travaillant directement avec les communautés locales, elle a créé une carte détaillée du territoire waorani. Alors que celle du gouvernement se concentre sur les puits de pétrole, la carte de l'alliance montre la faune et la flore mises en danger par l'activité pétrolière, ainsi que les plantes médicinales et les lieux sacrés. La cartographie, utilisée historiquement pour coloniser et exploiter, devient alors un outil de résistance et de réaffirmation de valeurs négligées en faveur du profit.



**QUE FAIRE POUR S'ALLIER À LA LUTTE WAORANI ?**  
Dans l'épisode « Hope and resistance in the Amazon Rainforest » du podcast *Why We Care*, Nemonte Nenquimo cite deux manières concrètes de soutenir sa lutte. D'abord, en la partageant, surtout avec les femmes, qu'elle souhaite inspirer à agir pour le changement – notamment à travers son livre *La Voix du jaguar* (2024, Calmann-Lévy)<sup>#01</sup>, coécrit avec Mitch Anderson. Ensuite, en soutenant les associations qu'elle a cofondées, *Amazon Frontlines* (@amazonfrontlines) et *Alianza Ceibo* (@alianzaceibo).

### AMPLIFIER LA VOIX DE LA COMMUNAUTÉ

Nemonte Nenquimo a également aidé à développer des stratégies médiatiques pour amplifier le message de sa communauté. Une victoire juridique en 2019 a empêché l'exploitation pétrolière des terres de son peuple sans leur consentement. Sa lutte continue aujourd'hui, notamment en travaillant avec d'autres communautés, dont le territoire court les mêmes risques. Elle est également devenue la première femme présidente du Conseil Waorani, les hommes ayant pris les rôles dirigeants à la suite de la conquête coloniale, dans une communauté où les femmes jouaient pourtant des rôles importants. Nemonte Nenquimo insiste sur l'importance de ré-empouvoier les femmes de sa communauté, avec qui elles réfléchissent notamment à des économies alternatives à l'extraction, permettant de vivre en harmonie avec la communauté terrestre. ●

### L'ÉQUIPE DE LA FUCID

#01 DISPONIBLE À LA FUCID !

SOURCES  
- GOUTAM KARMAKAR & PAYEL PAL (2025). « DECOLONIALITY, SOLIDARITY, AND INDIGENOUS ECOLOGY : READING NEMONTE NENQUIMO'S WE WILL NOT BE SAVED AS HOPE IN THE ANTHROPOCENE ». *JOURNAL FOR CULTURAL RESEARCH*. DOI : 10.1080/14797585.2025.2506048.  
- NENQUIMO NEMONTE & MITCH ANDERSON, 2024. « HOPE AND RESISTANCE IN THE AMAZON RAINFOREST ». *WHY WE CARE* (PODCAST).  
- NENQUIMO NEMONTE, 2020 (12 OCT). « THIS IS MY MESSAGE TO THE WESTERN WORLD – YOUR CIVILISATION IS KILLING LIFE ON EARTH ». *THE GUARDIAN*.  
- NENQUIMO NEMONTE, 2020. « MESSAGE POUR L'OCCIDENT : VOTRE CIVILISATION EST EN TRAIN DE TUER LA VIE SUR TERRE ». (TRADUCTION). *GREENWASHING ECONOMY*.



# Jobs étudiants : quand le travail pénalise

« Tout travail mérite salaire ». Tout le monde a déjà utilisé ou, du moins, entendu cette expression. Mais quelle réalité se cache derrière ce dicton populaire ? L'octroi d'une rémunération permet de valoriser certaines activités, tout en traçant une distinction claire avec les activités qui n'en bénéficient pas : ce faisant, une véritable hiérarchie prend corps dans nos sociétés, entre les activités qui mériteraient ainsi la qualification de travail et celles qui ne le mériteraient pas.

Il est intéressant dès lors de se questionner sur la notion de travail. Il s'agit même d'une question incontournable, à l'heure actuelle, au moment où le gouvernement Arizona n'a qu'une expression à la bouche : « revaloriser le travail ». Mais tout l'enjeu est de savoir quel travail il s'agit de valoriser. Faire du repassage, étudier pour ses examens ou encore diriger une école de devoirs bénévolement sont incontestablement du travail. Pourtant, ces activités ne font pas l'objet de rémunération. Et ce n'est pas nécessairement une mauvaise chose : le travail non-rémunéré est nécessaire au bon fonctionnement de notre société. Mais, étant non-rémunéré, il en devient dévalorisé, invisibilisé, et finit par ne plus être perçu comme du travail. Au fond, d'où vient le terme « travail » et celui de « rémunération » ? L'étymologie du mot « travail » trouve ses origines dans la peine et la fatigue (Clerc et Labrue, 2020). Quant à celui de « rémunération », il provient de la récompense ou de la reconnaissance (Ibid.).

De nos jours, le travail valorisé socialement est bel et bien celui qui est rémunéré. Dès lors, les activités non rémunérées sont vues (quand elles ne sont pas invisibilisées) comme des activités secondaires, qui ne méritent pas d'être qualifiées de travail. On oublie qu'elles peuvent être éprouvantes, qu'elles demandent des efforts. On ne les trouve pas dignes d'être reconnues ou récompensées, et celles et ceux qui les effectuent sont souvent dévalorisés socialement. Pourtant, aucune société ne pourrait survivre sans ces activités. Le travail dit « gratuit » est le ciment qui permet à notre société de ne pas s'effondrer face à la montée de l'individualisme. Contrairement au monde dans lequel voudrait nous faire vivre le système capitaliste, les relations humaines ne peuvent pas se réduire à des relations marchandes.

Nous vivons dans une société productiviste<sup>#01</sup> qui semble oublier cette évidence. Celle-ci valorise le travail, mais pas n'importe lequel : celui qui produit de la valeur à échanger et donc, celui qui sert, *in fine*, l'intérêt du capitalisme. Pour augmenter la richesse de nos pays, le chemin à suivre est clair : booster l'activité économique et produire toujours plus (Vicherat, 2013). Un travail ne devient travail que s'il s'insère dans un rapport marchand. À l'heure actuelle, où produire est devenu un devoir social (Clerc et Labrue, 2020), le secteur non-marchand et le travail « non-productif » se retrouvent automatiquement dévalorisés.



« Travailler, c'est faire de l'argent ! » : celles et ceux qui partagent cette vision du travail en ont une vision restrictive. En effet, le travail est, alors, intrinsèquement lié à la rémunération et perçu uniquement sous son point de vue économique. On laisse ainsi de côté le travail domestique, bénévole ou encore scolaire, par exemple. La vision extensive du travail, quant à elle, se libère du critère de la rémunération pour venir englober le travail gratuit ou non-rémunéré et le considérer comme un véritable travail, à mettre au même niveau que les autres (Gardes, 2009).

Cette analyse s'interroge, plus spécifiquement, sur la place des étudiant-e-s dans ce système productiviste et capitaliste. D'un côté, on trouve le travail scolaire non-productif qui représente le travail et les efforts fournis par les étudiant-e-s pour suivre leurs cours, les étudier et passer leurs examens. De l'autre, le travail étudiant productif qui est, lui, rémunéré. Aujourd'hui, nous sommes en face d'un phénomène inquiétant où le travail scolaire n'est pas reconnu, contrairement au travail étudiant qui est, lui, valorisé par certaines mesures gouvernementales telle que l'augmentation du nombre d'heures que les étudiants peuvent prester.

Le travail scolaire fourni par l'étudiant-e durant son cursus ne produira en effet de la richesse que quelques années plus tard, généralement à la fin de ses études. Pourtant, il est indispensable que les jeunes se forment pour perpétuer la société et qu'ils-elles participent au mieux en son sein. Même si faire des études peut être vu comme « un retour sur investissement », la droite belge semble vouloir davantage valoriser les activités qui produisent de la richesse immédiatement.

## FAIRE DES ÉTUDES, C'EST UN VÉRITABLE « BOULOT »

En effet, suivre les cours et les étudier pour réussir exigent du temps et un investissement conséquent. Pourtant, certain-e-s étudiant-e-s doivent jongler entre leurs études et leur job étudiant. Et cela n'est pas sans conséquences. L'Observatoire national de la vie étudiante (OVE) de France souligne l'effet « perturbateur » des jobs étudiants sur la réussite scolaire des étudiant-e-s. Ils et elles sont loin d'être toutes et tous égaux devant leurs examens. Ainsi, celles et ceux qui doivent continuer à assumer leur activité salariée tout au long de la période d'étude ont moins de chance de réussir (Béduwé *et al*, 2024). Adam As-saoui, le président de la FEF (Fédération des Étudiant-e-s Francophones), confie dans l'émission La Première de la RTBF (10 mars 2025) que « des chercheurs de l'UCLouvain et [de] Saint-Louis ont analysé une classe de première année et ont regardé qui réussissait ses 60 crédits à la fin de l'année. [...] À la fin d'une année, 44% des étudiants qui ne "jobent" pas réussissent leurs crédits contre 13% seulement des étudiants qui ont un job pour financer leurs études » (Gordillo et Heureux, 2025).

Ce chiffre est effrayant. De plus, les étudiant-e-s salarié-e-s ont plus de risques d'abandonner ou de prolonger leurs études. Tout ceci révèle « un phénomène d'usure » des étudiant-e-s (Béduwé *et al*, 2024). En effet, jongler entre les cours et leur job peut engendrer une réelle fatigue mentale et physique.

## DANS CERTAINS CAS, TRAVAILLER N'EST PLUS UN CHOIX

Si travailler peut avoir un impact négatif sur les études, alors pourquoi les étudiant-e-s travaillent-ils-elles ? Pourquoi n'arrêtent-ils-elles pas de travailler en période de blocus et/ou d'examen ? Comme le dit la FEF (07/2023), un cercle vicieux se met en place : plus l'étudiant-e travaille pour financer ses études, moins il-elle réussit à en voir le bout. Néanmoins, certain-e-s n'ont pas le choix. Ce qui est alarmant, c'est que la difficulté de concilier son job étudiant et ses études est un facteur qui accentue la précarité étudiante<sup>#02</sup> (Croix-Rouge Belgique, 11/2024). Le réel problème du travail étudiant est quand celui-ci se révèle être la majeure ressource financière de l'étudiant-e (Béduwé *et al*, 2024).

La crise du Covid-19 a été révélatrice dans ce sens. En effet, le confinement, en privant des milliers d'étudiant-e-s de leur job, a montré l'ampleur de la précarité étudiante, en soulignant la dépendance inquiétante des étudiant-e-s vis-à-vis de leur travail salarié (Sèze, 2021). Comme le dit, si justement, Emmanuelle Jourdan-Chartier (responsable de la solidarité à l'Université de Lille), « la crise est un miroir grossissant, elle révèle la fragilité du statut étudiant. Beaucoup bricolent pour vivre, entre une bourse, un petit job, un stage... Quand on retire un seul élément de cet équilibre, tout s'écroule » (Ibid., p.39). En Belgique, la fermeture de l'Horeca et d'autres secteurs non-essentiels a été synonyme de fortes incertitudes financières pour les étudiant-e-s ayant perdu leur principale source de revenu (Frapoint et Maes, 2021). En effet, « ces emplois sont souvent cruciaux pour payer les loyers, les moyens de communication, l'alimentation et l'habillement mais aussi les soins de santé et le matériel de cours nécessaire » (Ibid., p.6). Quand le salaire étudiant devient capital pour assurer son quotidien et le financement de ses études, travailler n'est plus un choix.

## PUBLICS PRÉCARISÉS

Les étudiant-e-s étranger-ère-s sont particulièrement touché-e-s par la précarité étudiante. À l'ULB, 40% des étudiant-e-s dont le pays d'origine ne se situe pas dans l'Union Européenne éprouvent des difficultés régulières à subvenir à leurs besoins alimentaires (FEF, 05/2023). À cela s'ajoute le fait qu'ils et elles rentrent très rarement dans les critères établis pour obtenir des allocations d'études ou des aides du CPAS : « ils font face à des démarches administratives lourdes, compliquées et injustes » (Ibid.). Sans ces aides financières, bosser devient une solution par défaut. Mais là aussi, cela se complique pour ces étudiant-e-s, car celles et ceux qui ne sont pas en possession d'un titre de séjour valide (parfois devant simplement être renouvelé) ne peuvent pas travailler (Ibid.).

**LE TRAVAIL**  
dit « gratuit » est le ciment  
qui permet à notre société  
de ne pas s'effondrer face  
à la montée de l'individualisme.

#01 SELON ALTERNATIVE ÉCONOMIQUE (S.D.), LE PRODUCTIVISME CARACTÉRISE « LE FAIT DE FAIT DE PRIVILEGIER DES TECHNIQUES DE PRODUCTION AUSSI ÉCONOMES EN TRAVAIL QUE POSSIBLE, SANS SE SOUCIER DE LEURS CONSÉQUENCES SOCIALES (SUR LES TRAVAILLEURS, MAIS AUSSI SUR LA COLLECTIVITÉ) ET ÉCOLOGIQUES (SUR L'ENVIRONNEMENT) ». #02 UN-E ÉTUDIANT-E EN SITUATION DE PRÉCARITÉ EST UN-E ÉTUDIANT-E DONT LES RESSOURCES FINANCIÈRES SONT INSUFFISANTES POUR RÉPONDRE À SES BESOINS. CELA IMPACTE DONC NÉGATIVEMENT SA RÉUSSITE SCOLAIRE MAIS AUSSI SA SANTÉ MENTALE ET SA VIE AU QUOTIDIEN.

Une autre enquête menée en novembre 2020 sur le campus de l'ULB révèle que 19% des étudiant-e-s d'origine populaire dépendent de leur job étudiant pour vivre contre 11% pour celles et ceux qui proviennent de la classe aisée. Cependant, il est intéressant de constater que celles et ceux de la classe moyenne travaillent autant que celles et ceux de la classe populaire (18%) (Girès et Paume, 10/2021). Benjamin Sèze (2021) explique ce phénomène par la rencontre de deux éléments. D'un côté, celles et ceux qui proviennent de la classe moyenne ne rentrent pas dans les critères pour avoir accès à une bourse étudiante. Et de l'autre, ils-elles ne reçoivent pas assez de ressources de leurs parents pour subvenir à tous leurs besoins. Ceci aboutit à une situation périlleuse pour mener à bien leurs études.

### INÉGALITÉS DE GENRE

Par ailleurs, il ne faut pas sous-estimer la dimension genrée de la précarité étudiante. En effet, les étudiantes se retrouvent davantage dans une situation de précarité que les étudiants. Pourquoi? D'abord, les femmes doivent supporter des frais supplémentaires inhérent au fait d'être des femmes: soins gynécologiques, contraceptions, anti-douleurs, serviettes hygiéniques ou encore tampons (Frapont et Maes, 2021). Tout est loin d'être gratuit. On parle même de précarité menstruelle. En outre, il y a la fameuse «taxe rose»: les produits ciblés pour les femmes sont plus chers que ceux destinés aux hommes. Selon une estimation de l'UNEF (Union nationale des étudiants de France), une étudiante dépenserait 529 euros de plus qu'un étudiant chaque année (Frapont et Maes, 2021).

### AUGMENTER LES HEURES ÉTUDIANTES, EST-CE VRAIMENT LA BONNE SOLUTION ?

En ce début d'année, le quota d'heures que les étudiant-e-s peuvent prêter par année était redescendu à 475 heures, comme avant la crise du Covid-19. Mais cela n'était pas au goût du gouvernement Arizona. Maintenant, les étudiant-e-s pourront travailler jusqu'à 650 heures (50 heures de plus que lors de la pandémie). Avec une entrée en vigueur rétroactive, ce quota de 650 heures a été appliqué rapidement, dès le premier janvier de cette année (Gordillo et Heureux, 2025). Et ce n'est pas la première fois que l'envie d'augmenter les heures étudiantes est mise en avant par la droite belge. Durant la crise du Covid-19, devant la hausse drastique de la précarité étudiante, le MR et l'Open VLD avaient déjà eu comme projet d'augmenter le nombre d'heures étudiantes jusqu'à 960 heures. Cela équivaut quasiment au temps consacré par les étudiant-e-s à leurs cours durant une année académique (Frapont et Maes, 2021). Travailler 18 heures (ou plus) par semaine semble incompatible avec des études à plein temps, surtout en période de blocus et d'examens.

### ET LE NÉOLIBÉRALISME DANS TOUT ÇA ?

La logique néo-libérale – qui imprègne notre société – met l'accent sur la responsabilité individuelle. Niant, ainsi, toute cause extérieure et structurelle de la précarité étudiante, cette logique véhicule l'idée que les étudiant-e-s sont les seul-e-s responsables de leur situation. De la sorte, une des explications du non-recours aux aides se situe dans le sentiment de honte et de non-légitimité des étudiant-e-s, qui est créé par cette logique culpabilisante (Frapont et Maes, 2021).

En augmentant les heures étudiantes, le message du gouvernement Arizona aux étudiant-e-s est clair: «Pour sortir de ta précarité, tu n'as qu'à travailler encore plus».

### QUELLES SONT LES AIDES DISPONIBLES ?

Travailler plus ne règlera pas les causes profondes de la précarité étudiante telle que l'insuffisance des aides financières (Croix-Rouge Belgique, 11/2024). Fort heureusement, de nouvelles compensations financières voient le jour. Certaines universités ont mis en place une «allocation job» ou «allocation compensatoire d'examens» durant le blocus (Infor Jeunes, 12/2024). En 2022, la FEF (07/2023) a réalisé une enquête «Heure des Campus» grâce à laquelle elle a pu constater qu'à peu près 50% des étudiant-e-s jobistes continuent à assumer leur travail étudiant durant la période des examens. Le but de ces allocations est d'éviter aux étudiant-e-s des choix cornéliens, en leur fournissant une aide financière pouvant s'élever jusqu'à 859 euros / mois (Infor Jeunes, 12/2024). En effet, quand arrivent les mois de décembre/janvier et de mai/juin, encore un bien trop grand nombre d'étudiant-e-s doivent choisir entre travailler pour manger jusqu'à la fin du mois ou étudier pour réussir ses études.

Évidemment, l'accessibilité de ces ressources diffère selon les critères établis par chaque université (Infor Jeunes, 12/2024). Pour Laurence Albert, qui dirige le service Vie étudiante au sein de l'UCLouvain Saint-Louis, ces allocations sont «un soutien à la réussite, il faut bien se rendre compte que les étudiants qui travaillent de façon régulière sont des personnes qui le font pour joindre les deux bouts» (BX1, 2024). Soulignons tout de même que ces ressources financières ne viennent pas de la Fédération Wallonie-Bruxelles, mais de donations externes et que cela peut avoir un effet sur le choix des critères qui définiront quel-le-s étudiant-e-s pourront en bénéficier (Bosco, 01/2025).

**SI TOI AUSSI, TU JONGLES ENTRE TON JOB ÉTUDIANT** et tes études, et qu'à l'approche du blocus, tu ne sais pas comment tu vas savoir gérer les deux de front, n'hésite surtout pas à demander une allocation job. Tu peux te renseigner sur le site d'Infor Jeunes: «Blocus: comment obtenir une aide financière pour remplacer ton job étudiant?» ([www.jeminforme.be](http://www.jeminforme.be)).

À côté de ces ressources externes, l'Observatoire belge des inégalités met en évidence que l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles est insuffisante pour subvenir aux besoins des étudiant-e-s. De plus, «le fait que les CPAS soient de plus en plus sollicités pour fournir une allocation aux étudiant-e-s les fait dévier de leur fonction première d'assistance résiduaire agissant comme dernier filet de sécurité». À souligner également: ces aides ont des critères stigmatisants et contraignants. Par exemple, celles-ci sont conditionnées au fait que l'étudiant-e ait un job étudiant – ce qui l'enferme dans un cercle vicieux. À noter que, pour les étudiant-e-s étranger-ère-s, demander une aide au CPAS risque de leur faire perdre leur droit de séjour (Girès et Paume, 2021). En février dernier, les différents recteur-ice-s des cinq universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles se sont mobilisé-e-s pour demander, notamment, un renforcement des allocations d'étude pour agir contre la précarité étudiante grandissante.

Des acteurs – dont la FEF – avaient déjà souligné la nécessité de ce type de mesures (RTBF Rédaction, 02/2025). Alors, au lieu d'augmenter les heures étudiantes, le vrai défi est d'offrir des aides structurelles plus adéquates et capables d'offrir la chance à tous-tes les étudiant-e-s de mener leur étude à bien dans un environnement digne et sain.

### À QUI PROFITE RÉELLEMENT LE TRAVAIL ÉTUDIANT ?

À cette question, on pourrait répondre: principalement aux employeur-euse-s. En effet, ils-elles profitent d'avantages fiscaux et sociaux très intéressants lorsqu'ils-elles embauchent des flexi-travailleur-euse-s ou des étudiant-e-s. En résumé, embaucher un-e étudiant-e, c'est payer moins: pas de cotisations sociales ni de précompte professionnel (Securex). Ce sont donc des jobs qui ne contribuent aucunement à la sécurité sociale, mais profitent beaucoup à l'employeur-euse. Ainsi, les étudiant-e-s représentent «une main d'œuvre flexible et bon marché, qu'ils [les employeurs] mettent en concurrence avec les travailleurs» (FEF, 07/2023). La FEF (07/2023) observe que «les entreprises engagent fréquemment des jobistes, ce qui menace la création d'emplois stables, réduit les cotisations sociales et fragilise notre système de sécurité sociale».

Sur sa page Facebook du 12 mars 2025, Eléonore Simonet, Ministre en charge des Classes moyennes, des Indépendants et des PME, écrivait: «En permettant aux étudiants de prêter plus d'heures, nous tenons nos promesses mais surtout, nous soutenons le travail».

Mais quel travail soutient Madame Simonet, au juste? Le travail valorisé par le gouvernement ne serait-il rien d'autre qu'une forme de travail précaire, qui rentre parfaitement dans les clous d'une logique capitaliste et néolibérale: un travail qui profite non pas aux travailleur-euse-s (étudiant-e-s compris-e-s) mais bien aux employeur-euse-s? En effet, le travail étudiant met à mal la scolarité des étudiant-e-s et – cumulé avec les flexi-jobistes – empêche les travailleur-euse-s de trouver un emploi sûr et stable. En outre, ces jobs étudiants peuvent renforcer les inégalités au sein de l'enseignement supérieur. En effet, celles et ceux qui ont le plus besoin d'un job étudiant et/ou d'aides financières sont généralement celles et ceux qui subissent déjà des inégalités au quotidien.

### UNE SCOLARITÉ ACCESSIBLE À TOUS-ES

Il est donc important de lutter pour une scolarité réellement accessible à tous-tes. Pour cela, plusieurs pistes s'offrent à nous. Premièrement, les institutions politiques et universitaires doivent concevoir des aides financières qui collent plus à la réalité des étudiant-e-s. Deuxièmement, il faut envisager des jobs étudiants dont les modalités sont compatibles avec les études (Aschieri, 2013), notamment en adaptant les horaires. Enfin, il est capital de changer de discours et de regards sur le job étudiant pour, ainsi, le remettre à la place qui lui convient et en redéfinir sa finalité. Car il n'est sûrement pas un job sur lequel devrait reposer en partie ou intégralement le financement de ses études, de son loyer ou de son alimentation, parmi bien d'autres choses. Il faut garantir un accès aux études équitable et juste pour toutes et tous car l'éducation est déterminante pour la vie future des étudiant-e-s, mais aussi pour l'élaboration d'un monde davantage inclusif, durable et solidaire.



Et plus largement, il est capital que le travail gratuit (sous toutes ses formes) soit soutenu par l'État. La redistribution des richesses effectuée par celui-ci est nécessaire et plus que jamais d'actualité pour garantir la viabilité de ces activités indispensables à nos sociétés. ●

ELÉANORE ROBYAY KESCH,  
STAGIAIRE À LA FUCID ET ÉTUDIANTE EN DERNIÈRE ANNÉE DE MASTER  
EN SCIENCES POLITIQUES À L'ULB (2024-2025)

#03 «PRÉLÈVEMENT OBLIGATOIRE OPÉRÉ SUR LES REVENUS PAR DES ORGANISMES SOCIAUX ET AYANT POUR FONCTION DE FINANCER DES PRESTATIONS SOCIALES. C'EST-À-DIRE DES REVENUS (OU DES REMBOURSEMENTS DE FRAIS) VERSÉS SANS CONTREPARTIE PRODUCTIVE» (ALTERNATIVE ÉCONOMIQUE).

**BIBLIOGRAPHIE**  
ARTICLES SCIENTIFIQUES: ASCHIERI, G. (2013). LES INÉGALITÉS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. LE FRANÇAIS AUJOURD'HUI, N° 183(4), 51-59. CAIRN.INFO. · BÉDUWÉ, C., BERTHAUD, J., GIRET, J.-F., & SOLAUX, G. (2024). CONCLUSION. IN SALARIAT ÉTUDIANT, PARCOURS UNIVERSITAIRES ET CONDITIONS DE VIE (P. 87-93). LA DOCUMENTATION FRANÇAISE. · CLERC, M., & LABRUE, L. (2021). TRAVAILLER POUR ÊTRE PAYÉ? ORIGINES ET FORMES DE LA REMUNÉRATION DU TRAVAIL: REGARDS CROISÉS SUR L'ÉCONOMIE, N° 27(2), 14-20. · FRAIPONT, M., & MAES, H. (2021). PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE ET COVID-19: CATALYSEUR PLUS QU'ÉCARTÉNEUR. LA REVUE NOUVELLE, N° 3(3), 5-9. CAIRN.INFO. · GARDES, D. (2009). LE BÉNÉVOLAT UN «VÉRITABLE» TRAVAIL? ASPECTS JURIDIQUES. EMPAN, N° 74(2), 136-140. CAIRN.INFO. · SÈZE, B. (2021). PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE: VERS L'AUTONOMIE SOCIALE DES JEUNES? · ÉTUDES, MARS (3), 35-48. · VICHÉRAAT, D. (2013). LE TRAVAIL, SA VALEUR ET LA GAUCHE. MOUVEMENTS, N° 73(1), 105-110. CAIRN.INFO.

**ARTICLES / COMMUNIQUÉS DE PRESSE**  
· BOSCO, S. (2025, 30 JANVIER). POUR LES ÉTUDIANTS JOBISTES, UNE AIDE FINANCIÈRE EST PARFOIS POSSIBLE PENDANT LA DURÉE DES EXAMENS - RTBF ACTUS. RTBF. «C'EST AUSSI UN SOUTIEN À LA RÉUSSITE»: À SAINT-LOUIS, UNE BOURSE PENDANT LE BLOCUS POUR LES ÉTUDIANTS JOBISTES» (2024, 16 DÉCEMBRE). B1 · ÉTUDIANTS PRÉCAIRES ET JOBISTES: UN CHOIX ENTRE SURVIE ET ÉTUDES - FÉDÉRATION DES ÉTUDIANT-E-S FRANCOPHONES. (2023, 11 JUILLET). FÉDÉRATION DES ÉTUDIANT-E-S FRANCOPHONES. · GIRÈS, J., PAUME, J. (2021, 21 OCTOBRE). LES INÉGALITÉS D'ACCÈS ET DE CONDITIONS DE VIE À L'UNIVERSITÉ. OBSERVATOIRE BELGE DES INÉGALITÉS. · GORDILLO, A., HEUREUX, F. (2025, 10 MARS). LES ÉTUDES VONT-ELLES DEVENIR UN LUXE QUE CERTAINS JEUNES NE SAURONT PLUS SE PAYER? - RTBF ACTUS. RTBF. · NON À LA PRÉCARISATION ET À L'ÉXPULSION DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS - FÉDÉRATION DES ÉTUDIANT-E-S FRANCOPHONES. (2023, 26 MAI). FÉDÉRATION DES ÉTUDIANT-E-S FRANCOPHONES. · QUELLE EST LA SITUATION DE LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE EN BELGIQUE? (2024, 22 NOVEMBRE). CROIX-ROUGE DE BELGIQUE. · RÉDACTION, L. (2025, 19 FÉVRIER). PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE: LES RECTEURS APPELLENT À UN RENFORCEMENT DES ALLOCATIONS D'APOS: ÉTUDES - RTBF ACTUS. RTBF.

**SITES INTERNET**  
· COTISATION SOCIALE. DÉFINITION. (S. D.). ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. · ENGAGÉ DES ÉTUDIANTS: MODE D'EMPLOI. (S. D.). SECUREX. · FACEBOOK. PUBLICATION D'ELÉONORE SIMONET DU 12 MARS 2025. · INFORME, J.-M. (2024, 23 DÉCEMBRE). BLOCUS: COMMENT OBTENIR UNE AIDE FINANCIÈRE POUR REMPLACER SON JOB ÉTUDIANT? · INFOR JEUNES. · PRODUCTIVISME. DÉFINITION. (S. D.). ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES.



# Capitalisme et extrême droite : le cas des politiques migratoires

**D**ans un article publié en 2024, Sibylle Gioe, présidente de la Ligue des Droits humains, et François Debras, professeur en sciences politiques attaché à l'ULiège, suggéraient trois outils pour identifier et qualifier des discours et des propositions politiques d'extrême droite. L'un d'entre eux se base sur les droits humains comme curseur. Or, s'il est une question dans nos sociétés capitalistes néolibérales où les droits humains – et l'État de droit et la démocratie – passent souvent au second plan, c'est bien dans les politiques migratoires. Sans volonté d'exhaustivité, nous tenterons d'explorer ici les glissements à l'œuvre et les interactions entre capitalisme et extrême droitisation de nos sociétés.

## LE MODÈLE SÉGRÉGATIONNISTE

Aujourd'hui, les politiques migratoires mises en œuvre à l'échelle mondiale le sont majoritairement par les pays du Nord. Ces politiques instaurent un rapport d'inégalité entre pays du Nord et pays des Suds, autorisant certaines personnes à se déplacer, contraignant d'autres à l'immobilité. Le politologue camerounais Achille Mbembe (2020) nomme cela « modèle ségrégationniste de circulation mondiale ». Pourtant, il importe de rappeler que ce n'est pas pour les conditions d'accueil dans les pays d'arrivée, souvent extrêmement mauvaises, que les personnes migrent. C'est majoritairement en raison de leur impossibilité à vivre dans leur pays qu'ils et elles sont poussés par le chômage et les difficultés à mener une vie digne, la guerre, les discriminations, le dérèglement climatique... La dégradation de leurs conditions d'existence étant elle-même liée aux politiques de prédation du capitalisme globalisé<sup>#01</sup> et au colonialisme toujours à l'œuvre aujourd'hui<sup>#02</sup>.

Si l'on compte aujourd'hui 284 millions de personnes migrantes internationales (personnes installées dans un pays différent de celui où elles sont nées), c'est à mettre en balance avec les quelque 800 millions de personnes déplacées internes (personnes qui ont quitté leur région d'origine tout en restant dans leur propre pays). Les migrations sont donc principalement régionalisées.

## LE BUSINESS MORTIFÈRE DES FRONTIÈRES EUROPÉENNES

Selon l'OIM<sup>#03</sup>, au moins 8 938 personnes sont mortes sur les routes migratoires dans le monde en 2024. Depuis 2014, 32 341 personnes sont portées disparues en Méditerranée.

Ce chiffre est malheureusement une estimation minimale. Ces chiffres sont en partie la conséquence des politiques migratoires mises en place par l'Union européenne et ses membres, basées sur la répression et l'expulsion, dont l'agence Frontex est un élément central. Cette instance européenne « gère » et « sécurise » les frontières européennes, mais dans ce contexte, les frontières visent à repousser et expulser, ou à sélectionner qui a le droit d'entrer et qui n'en a pas le droit, contraignant les personnes en exil à emprunter des voies de plus en plus dangereuses. Le contrôle des frontières mobilise un important arsenal de technologies de pistage et de surveillance qui bénéficie aux entreprises de la défense et de l'armement. Ce « business de la migration » (d'Adler et al. 2014) déploie des moyens de plus en plus sophistiqués (drones, caméras thermiques, outils de reconnaissance faciale, chiens robots, plateformes de surveillance...) assurant un marché juteux pour les entreprises et multinationales sécuritaires. En 2016, les frontières représentaient un marché annuel mondial de 18 milliards de dollars (Pitron 2017). Ces entreprises de la défense et de la sécurité sont doublement gagnantes : elles bénéficient à la fois d'opportunités de marchés par la vente d'armes en lien avec les conflits au Moyen-Orient et en Afrique, ainsi que de la militarisation des frontières de l'UE pour empêcher les personnes réfugiées fuyant ces conflits d'arriver en Europe. L'arrivée de

Trump au pouvoir aux États-Unis a par ailleurs participé à mettre sur le devant de la scène médiatique les liens qu'entretiennent entre eux les patrons de la Tech, ainsi que leur vision fascisante de la société<sup>#04</sup>. La toute-puissance capitaliste se fait porte-voix d'un modèle raciste et inégalitaire, en proposant parallèlement des solutions techniques qui ne nourrit que leurs intérêts financiers, au détriment des droits humains.

**L'EXCLUSION**  
des personnes migrantes  
illégalisées s'accompagne  
de leur surexploitation en tant  
que main-d'œuvre au service  
du capitalisme mondialisé.

## BUSINESS DE TRAVAILLEUR-EUSES MIGRANT-ES ET ÉCONOMIE DE L'IMMIGRATION

L'exclusion des personnes migrantes illégalisées s'accompagne de leur surexploitation en tant que main-d'œuvre au service du capitalisme mondialisé. Les travailleur-euses migrant-es sont des « personnes qui vont exercer, exercent ou ont exercé une activité rémunérée dans un État dont elles ne sont pas ressortissantes »<sup>#05</sup>. Les travailleur-euses sans papiers n'ont pas le droit de travailler légalement sur le territoire belge. Ils et elles sont pourtant confrontés à des besoins économiques pour assurer leur subsistance qui les obligent à travailler.

Ce dualisme révèle comment les institutions participent au maintien d'un système de surexploitation structurelle de ces travailleur-euses. Il souligne également la contrainte qui pèse sur les personnes migrantes, les poussant à travailler malgré l'interdiction légale, dans l'espoir d'une régularisation de leur situation et ainsi pouvoir satisfaire aux exigences économiques et administratives imposées par la loi. Les conditions de travail auxquelles sont soumis-es les travailleur-euses sans papiers sont extrêmement pénibles et exigent une grande flexibilité, à laquelle peu de travailleur-euses sont prêt-es à se soumettre (à juste titre d'ailleurs). Ces personnes sont souvent payées à la tâche, ce qui annule la notion d'horaires et permet une disponibilité accrue et les maintient en dehors de toute réglementation de travail, de normes et de droits syndicaux. Par ailleurs, les travailleur-euses sans papiers sont massivement présentes dans ce qu'on nomme les 3D jobs, à savoir les métiers considérés comme sales, dangereux et exigeants (3D pour *dirty, dangerous* et *demanding* en anglais). Les 3D jobs peuvent couvrir des secteurs très variés, mais leur point commun est leur caractère indésirable pour l'ensemble de la société. Ce sont des métiers où les conditions de travail sont très difficiles, dangereuses, les risques d'accident y sont élevés et les horaires atypiques.

Les travailleur-euses sans papiers sont particulièrement présentes dans des secteurs dont les tâches ne peuvent être délocalisées dans des pays où les salaires sont plus bas. On parle de « délocalisation sur place »<sup>#06</sup>, ce qui évoque le travail saisonnier, l'hôtellerie, de la restauration, du bâtiment, du nettoyage, de la sécurité, de l'aide à la personne, de la logistique, du ramassage et du tri des déchets, de l'agriculture et de l'horticulture.

Le « travail migrant » est devenu indispensable pour de nombreux secteurs du capitalisme, car il est une appropriation de la main-d'œuvre dont la condition est sa circulation. La surexploitation du travail migrant repose sur divers dispositifs institutionnels qui oscillent entre la légalité et l'illégalité (Veron 2024). Comme l'indique le sociologue Daniel Veron, la captation de la force de travail étrangère se déploie de deux manières. D'une part, la face illégale, celle de l'insertion irrégulière des travailleur-euses sans papiers sur le marché national du travail ; et d'autre part, la face légale qui consiste à importer une main-d'œuvre étrangère via le travail détaché<sup>#07</sup>.

## AUTOUR DE L'EXTRÊME DROITISATION LES POLITIQUES MIGRATOIRES EN BELGIQUE

Dans leur article mentionné ci-dessus, Gioe et Debras (2024) proposent trois instruments afin de « s'outiller pour qualifier des discours et des propositions politiques d'extrême droite » : (1) évaluer le caractère extrémiste d'une proposition politique au regard des droits humains ; (2) analyser de manière critique un discours ou une mesure afin d'en identifier les logiques d'extrême droite ; et (3) comparer ces discours ou propositions à des référents historiques issus de l'extrême droite. C'est sur ces approches que s'appuie la deuxième partie de cet article en étayant les glissements vers la droite, voire l'extrême droite, dans les politiques migratoires.



## EXTRÊME DROITE ET DROIT HUMAIN : LA FENÊTRE D'OVERTON

En 2015, Alexis Deswaef, alors président de la Ligue des Droits humains, réalisait un travail d'analyse des propositions politiques du Vlaams Blok (VB) autour de la migration en 1992 (propositions revues en 1996). Son travail a permis de mettre en avant qu'une bonne part du programme du VB s'est aujourd'hui concrétisée en Belgique, sans pour autant que le VB ait été au pouvoir. Il a donc été mis en œuvre par les différentes coalitions qui se sont succédées. De la création d'un Secrétariat d'État à l'immigration, en passant par l'extension des centres fermés pour étranger-ères en séjour illégal ou en fin de procédure, aux expulsions collectives et le durcissement de l'accès à la nationalité... Dans les années 90, ces projets et ambitions politiques étaient rattachés à l'extrême droite. Depuis lors, la fenêtre d'Overton, ce curseur qui permet de juger du degré d'acceptabilité des propositions politiques, s'est déplacée fortement à droite. Sur les questions migratoires, des partis démocratiques portent des idées qu'ils jugeaient inacceptables en 1992.

**CELA RÉVÈLE**  
comment les institutions  
participent au maintien  
d'un système de surexploitation  
structurelle  
de ces travailleur-euses.

#01 LIRE À CE SUJET SASKIA SASSEN (2016). #02 PAR EXEMPLE, TOTAL ET SES DÉVELOPPEMENTS DE PUIITS PÉTROLIERS EN OUGANDA (KOKABI ET CADORET 2022). #03 ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LA MIGRATION : [HTTPS://WWW.IOM.INT/FR](https://www.iom.int/fr) #04 SUR BLAST, VOIR LA VIDÉO « EXPLOITATION, DESTRUCTION ET TECHNO-FASCISME : LA FACE CACHÉE DE L'IA », 2025 (19 MARS), BLAST, LE SOUFFLE DE L'INFO, [HTTPS://WWW.YOUTUBE.COM/WATCH?V=QITLPS5M0\\_S](https://www.youtube.com/watch?v=QITLPS5M0_S) #05 CONVENTION DES TRAVAILLEURS MIGRANTS ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU (CITÉ DANS AMNESTY INTERNATIONAL 2007). #06 NOTION PROPOSÉE PAR LE SOCIOLOGUE EMMANUEL TERRAY (1999). #07 LA NOTION DE TRAVAIL DÉTACHÉ RENVOIE AUX CONDITIONS D'EMPLOI DÉGRADÉES DES MIGRANTS VENANT TRAVAILLER EN EUROPE, TOUT EN NE DEVANT PAS S'ALIGNER SUR LES RÉGLEMENTATIONS DU TRAVAIL EUROPÉENNES. VOIR L'ARTICLE DE DANIEL VERON (2023).

DES DISCOURS DÉSHUMANISANTS AU RACISME

Le langage utilisé dans les discours politiques et médiatiques au sujet des populations migrantes encourage et entretient de multiples stéréotypes. On se rappelle la sentence de Michel Rocard<sup>#9</sup> « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde »<sup>#9</sup>, ou encore de celle de Jacques Chirac sur « le bruit et l'odeur »<sup>#10</sup>. Aujourd'hui, de nouvelles expressions racistes et xénophobes – telles que « le grand remplacement », « la remigration » ou encore « la submersion migratoire » – deviennent de plus en plus acceptables dans le débat public et sont partagées par un spectre politique grandissant, indiquant une extrême droitisation des discours.

Ces dernières années, le terme « migrant-e » est devenu une dénomination stigmatisante, sous-entendant « migrant-es économiques », elles-eux-mêmes considéré-es comme de « faux-ses réfugié-es » par les défenseur-euses des politiques migratoires restrictives. Des métaphores déshumanisantes, telles que le mot « flux », pour comparer les personnes exilé-es à des fluides, participent à la division entre une « partie mobile de l'humanité » et « humanité errante » ainsi que le nomme le philosophe français Étienne Balibar (1999).

L'usage de l'euphémisme devient un choix délibéré pour masquer les processus de déshumanisation qui sont à l'œuvre, notamment envers les personnes migrantes. On préfère parler de « camps de réfugié-es », de « zones de rétention », de « lieux d'hébergement en urgence », de « zones de transit » ou encore employer des noms de lieux comme Lesbos, Moria, la Jungle de Calais. En réalité, il s'agit de « camps d'étranger-ères où sont parqués (...) des êtres humains dont l'ensemble des droits a été mis entre parenthèses » (Mbembe 2020). La brutalisation des discours politiques « invoque celui ou celle que nous ne connaissons pas et sur qui il est facile de venir poser un masque d'inhumanité, mais l'inhumanité est celle de ce geste même qui veut rendre l'autre inhumain » (Agiar, 2022, p. 67). Le choix du langage renforce le caractère distractif de la politique migratoire, dont deux des principaux enjeux sont le maintien d'un climat de peur à l'endroit des personnes étrangères et le détournement des populations locales des points socio-économiques cruciaux les concernant. L'utilisation des termes « afflux excessif de demandes d'asile », « augmentation continue du nombre d'arrivées » ou encore « capacité d'accueil complètement saturées » dans l'accord de coalition fédérale 2025-2029 (accord Arizona) va en ce sens.

Les choix sémantiques révèlent les processus de déshumanisation que subissent les personnes exilées. Si, en première instance, la déshumanisation relève de la « bonne gestion » prônée par nos sociétés néolibérales<sup>#11</sup>, force est de constater qu'il s'agit avant tout d'un projet politique radicalement inégalitaire, dans lequel les droits fondamentaux des personnes migrantes ou sans papiers sont régulièrement mis à mal. Les gouvernements se présentent comme contraints à l'austérité, au nom de la « bonne gestion ». Mais si d'un côté, ces gouvernements affirment ne pas avoir les moyens d'accueillir dignement, ils dépensent de l'autre, sans compter, des budgets massifs pour contrôler, expulser et réprimer. L'exploitation justifiée par le néolibéralisme se double sans nul doute d'une structuration raciste de la société.



DROITS HUMAINS ET ÉTAT DE DROIT

Les images de tentes de fortune plantées le long du canal à Bruxelles, près du Centre Fedasil du « Petit Château », sont reprises par les médias dès que le froid fait son retour en Belgique. C'était à l'époque – et ça semble devoir perdurer – la conséquence de la détermination de la secrétaire d'État à l'asile et à la migration (à l'époque CD&V) de ne pas s'acquitter de ses engagements en matière d'accueil au niveau international, mais également au regard de la législation belge (cf. loi relative à l'accueil, qui prévoit non seulement le logement, mais également la nourriture, l'assistance médicale et le soutien juridique à chacun.e<sup>#12</sup>).

Si la Belgique a été condamnée plus de 16 000 fois pour ses défaillances dans l'accueil des demandeur-euses d'asile (Santkin 2025), tant par la justice belge que par la Cour européenne des Droits humains (cedh), elle ne compte ni payer les astreintes – des millions d'euros! – ni changer sa politique. Selon le journal Le Soir, « qu'importe, l'actuelle ministre de l'Asile et la Migration, sollicitée par Le Soir, ne compte pas créer plus de places, notamment, comme le suggèrent les acteurs de terrain depuis plusieurs années, en ayant recours à un plan de répartition, aux CPAS... »

Non, Anneleen Van Bossuyt, qui a promis la politique migratoire la plus stricte de l'histoire du pays, mise, d'un côté, sur la diminution du nombre d'arrivées, en « renforçant les conditions de regroupement familial, les contrôles ciblés ou encore l'interdiction d'entrée sur le territoire pour les terroristes et les extrémistes... ». Et, de l'autre, en augmentant le chiffre des départs, notamment via les visites domiciliaires et la construction de nouveaux centres fermés » (Ibid.).

Les manquements de l'État, organisés par des partis démocratiques, bafouent la dignité et les droits humains des personnes demandeuses d'asile. Il s'agit d'une atteinte à l'État de droit.

LE RETOUR DU PROJET DE LOI AUTORISANT LES VISITES DOMICILIAIRES

Mis au frigo depuis 2018, grâce notamment à la forte mobilisation associative, le projet de loi sur les visites domiciliaires a été réactivé cet été par le gouvernement fédéral. Ce projet vise à permettre à la police de pénétrer dans une habitation avec l'autorisation d'un-e juge d'instruction et en collaboration avec l'Office des étrangers, afin de procéder à l'arrestation administrative de personnes en séjour illégal. Myria<sup>#13</sup>, auprès duquel la Secrétaire d'État a sollicité un avis, appelle à revoir la note au motif d'une ingérence grave dans le droit au respect de la vie privée et familiale de même que dans le principe de l'inviolabilité du domicile (Myria 2025).

Ce qui différencie l'avant-projet de loi sur la visite domiciliaire de 2017 de celui d'aujourd'hui? Pas grand-chose. En revanche, le contexte politique dans lequel il s'inscrit a quant à lui significativement changé, avec une extrême-droitisation des discours, dont les politiques migratoires sont parmi les premières impactées. Il s'agit là d'un exemple de plus de fragilisation croissante des droits fondamentaux en Belgique, pourtant constitutifs du socle démocratique du pays. Mais pour battre les idées d'extrême droite, il faudra mettre en priorité la concrétisation effective des droits fondamentaux, pour toutes et tous...

Car, dans une société capitaliste néolibérale, orientée vers la seule recherche de plus-value et de profit, les droits sont sans cesse relégués au second plan. Les défendre et les réaliser, c'est s'attaquer à la fois à l'extrême droitisation des discours et aux logiques économiques qui les étouffent. ●

ANNE-LISE CYDZIK, CODIRECTRICE DE PAC

Cet article reprend pour partie l'argumentaire d'une campagne de sensibilisation et d'information que mènera le mouvement Présence et Action Culturelles à la fin de l'année 2025, dont le but sera de montrer que la notion même de dignité humaine est aujourd'hui profondément menacée, au niveau national et international, par des politiques qui déshumanisent et qui rendent dès lors indésirables une partie de la population. Cette campagne veut remettre de la dignité là où tout est fait pour l'effacer.

#08 IL FUT PREMIER MINISTRE SOCIALISTE, SOUS LA PRÉSIDENTIE DE FR. MITTERRAND. #09 LIRE À CE SUJET PIERRE TEVANIAN ET JEAN-CHARLES STEVENS. ON NE PEUT PAS ACCUEILLIR TOUTE LA MISÈRE DU MONDE. ANAMOSA, 2022. #10 DANS UN DISCOURS PRONONCÉ EN 1991, JACQUES CHIRAC ÉTAIT ALORS MAIRE DE PARIS ET PRÉSIDENT DU RPR (PARTI DE DROITE). #11 VOIR OLIVIER STARQUIT (2024). #12 VOIR ÉGALEMENT LE RAPPORT D'AMNESTY « NI LOGÉ-E-S, NI ÉCOUTÉ-E-S. LES MANQUEMENTS PERSISTANTS DE LA BELGIQUE EN MATIÈRE D'ACCUEIL BAFOUENT LES DROITS DES PERSONNES DEMANDEUSES D'ASILE » (AMNESTY INTERNATIONAL 2025). #13 CENTRE FEDERAL MIGRATION.

BIBLIOGRAPHIE  
- AGIER MICHEL, 2022, « LA PEUR DES AUTRES: ESSAI SUR L'INDÉSIRABILITÉ », RIVAGES. - D'ADLER MARI-ANGÈ ET AL., 2014 (JUIN), « LE BUSINESS DE LA MIGRATION », « PLEIN DROIT » N°101. - MBEMBE ACHILLE, « BRUTALISME », LA DÉCOUVERTE, 2020. - SASSEN SASKIA, 2016, « EXPULSIONS, BRUTALITÉ ET COMPLEXITÉ DANS L'ÉCONOMIE GLOBALE », GALLIMARD. - STARQUIT OLIVIER, 2024, « LE POING, LA ROSE ET LE PUTOIS », TERRITOIRES DE LA MÉMOIRE. - TERRAY EMMANUEL, 1999, « LE TRAVAIL DES ÉTRANGERS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE OU LA DÉLOCALISATION SUR PLACE », DANS « SANS-PAPIERS: L'ARCHAÏSME FATAL » (DIRS. ÉTIENNE BALIBAR ET AL.), LA DÉCOUVERTE. - VERON DANIEL, 2024, « LE TRAVAIL MIGRANT, L'AUTRE DÉLOCALISATION », LA DISPUTE. - AMNESTY INTERNATIONAL, 2025, « NI LOGÉ-E-S, NI ÉCOUTÉ-E-S. LES MANQUEMENTS PERSISTANTS DE LA BELGIQUE EN MATIÈRE D'ACCUEIL BAFOUENT LES DROITS DES PERSONNES DEMANDEUSES D'ASILE », « AMNESTY INTERNATIONAL ». - PITRON GUILLAUME, 2017 (23 FÉVRIER), « SÉCURITÉ AUX FRONTIÈRES: ENQUÊTE SUR LE NOUVEAU COMPLEXE MILITAIRE-INDUSTRIEL EUROPÉEN », OBSERVATOIRE DES MULTINATIONALES. - KOKABI ALEXANDRE-REZA ET NIDMAN CADORET, 2022 (17 MARS), « EXPULSIONS, ARRÊTATIONS, SACCAGES: EN OUGANDA, TOTAL BRÏSE NOS VIES », REPORTERRE. - DEBRAS FRANÇOIS ET SYBILLE GIOE, 2024 (17 JUILLET), « C'EST D'EXTRÊME DROITE », S'OUTILLER POUR QUALIFIER DES DISCOURS ET DES PROPOSITIONS POLITIQUES », REVUE POLITIQUE. - MYRIA, 2025 (30 JUILLET), « LOI SUR LES VISITES DOMICILIAIRES: DES CONDITIONS VAGUES ET PEU DE GARANTIES », MYRIA. - SANTKIN IGO, 2025 (28 AOÛT), « CRISE DE L'ACCUEIL: LA BELGIQUE DOIT ENCORE PLUS DE 6,5 MILLIONS D'ASTREINTES », LE SOIR. - VERON DANIEL, 2023 (15 DÉCEMBRE), « DERRIÈRE LES « MÉTIERS EN TENSION », LA SUREXPLOITATION DU TRAVAIL MIGRANT », CONTRETEMPS. - AMNESTY INTERNATIONAL, 2007 (18 DÉCEMBRE), « QUESTIONS ET RÉPONSES: LA CONVENTION DES TRAVAILLEURS MIGRANTS », AMNESTY.





# Naviguer vers des futurs désirables

## UTOPIES ET ALTERNATIVES AU CAPITALISME LE

**F**ace aux dérives du capitalisme, se répand de plus en plus l'idée que nous aurions besoin de nouveaux récits, afin d'imaginer d'autres possibles<sup>#01</sup>. Modeler d'autres imaginaires, tisser des rêves différents, dessiner un avenir alternatif, là où la solidarité et la convivialité l'emporteraient sur le profit. De telles utopies, pourtant, existent déjà bel et bien, sur papier comme à travers d'actes concrets, s'exprimant dans un éventail de possibilités.

Dans sa bande dessinée *Who is Afraid of Degrowth* (2024)<sup>#02</sup>, qui explore les malentendus autour de la décroissance<sup>#03</sup>, Céline Keller l'affirme: « Les histoires sont déjà là, et ce dont nous avons urgemment besoin, c'est d'une écoute plus attentive et de meilleure qualité » (s.p.)<sup>#04</sup>. Les utopies ne sont pourtant pas toujours prises au sérieux, considérées comme idéalistes, irréalistes et inatteignables. L'adjectif « utopiste » est d'ailleurs fréquemment employé pour discréditer des luttes œuvrant en faveur d'une société solidaire et conviviale, respectueuse de la terre et des êtres qui l'habitent.

Une part de réalité se cache derrière ces affirmations, puisque le terme *utopia*, apparu en 1516 dans le livre de Thomas More du même nom, signifie « non-lieu », soit un idéal qui n'existe pas encore et qui pourrait se révéler faillible. Les utopies, néanmoins, « ne sont pas des plans ou des destinations, mais des boussoles » (Keller 2024, p. 123)<sup>#05</sup>. Elles aident à naviguer vers des futurs désirables, pour qui sait les écouter.

### SUIVRE D'AUTRES BOUSSOLES

Il n'est cependant pas rare de se perdre en chemin, puisque l'utopie court toujours le risque de se transformer en dystopie. La célèbre autrice canadienne Margaret Atwood posait d'ailleurs la question suivante, qui se trouve également au cœur de ses romans spéculatifs et dystopiques: « Toutes les utopies sont confrontées à un problème: que faire de celles et ceux qui ne sont pas d'accord avec vous? » (Atwood 1999)<sup>#06</sup>. Ce que de tels récits enseignent à ses lectrices et lecteurs, c'est que l'utopie échoue à en être une dès qu'elle prend place aux dépens d'un autre groupe.

C'est ici que l'utopie capitaliste – qui en est bien une, même si elle évite généralement de se dévoiler ainsi – a déjà prouvé ses limites, puisque celles et ceux qui en bénéficient représentent encore aujourd'hui une minorité à côté de celles et ceux qui la subissent. Basé sur un idéal méritocratique aveugle aux privilèges des groupes dominants, le capitalisme ancré dans des schémas colonialistes et patriarcaux échoue, encore et encore, à s'ouvrir à l'ensemble de la société.

Face à un tel constat, c'est le propre de la société que de se questionner et de se redéfinir pour tendre vers des utopies alternatives, même si elles paraissent – et paraîtront probablement toujours – inatteignables. Pour ne citer que quelques exemples, on pourrait mentionner le roman *Herland* (1915) de Charlotte Perkins Gilman, qui indique déjà les chemins possibles vers une société féministe, où les femmes, débarrassées de l'oppression patriarcale, deviennent libres économiquement. Quelques décennies plus tard, le roman *The Dispossessed* (1974) d'Ursula K. Le Guin laisse entrevoir une utopie anarchiste, où l'absence de pouvoir et de possessions n'entraîne pas le chaos, mais bien une forme de liberté et de solidarité. Plus récemment encore est parue la bande dessinée *The Arrival* (2006)<sup>#07</sup> de Shaun Tan, qui imagine un accueil des personnes migrantes basé sur un cycle d'entraide et de solidarité.

### QUI POURRA LIRE NOS BOUSSOLES ?

Dans une société capitaliste qui préfère l'innovation rapide, sans prendre le temps de s'arrêter pour contempler et questionner ses mythes et ses imaginaires, les études en « humanités » (histoire, cultures, langues, lettres, philosophie...) ne sont pas toujours très valorisées. Elles n'ont pourtant jamais été aussi cruciales! C'est ce qu'affirment les doyennes et doyens des facultés de philosophie et lettres en Fédération Wallonie Bruxelles, dans une carte blanche qui souligne l'importance de « former des esprits libres, critiques, créatifs, capables d'habiter le monde avec lucidité et responsabilité » (Berns et al., 2025). En 2022, un professeur quittait d'ailleurs la Louvain School Management, dénonçant la suppression des cours de philosophie, de sociologie, de psychologie ou d'histoire (Lievens, 2022).

La plupart des utopies s'exprimant dans la fiction, y compris celles citées ci-dessus, explorent également leurs potentielles limites et dérives, liées principalement à l'exclusion d'autres groupes. Mais comme le souligne Keller (2024): « Le fait que [l'utopie] soit hantée par le risque de basculer dans son côté sombre ou dystopique ne fait que souligner que l'élan utopique est un processus, un mécanisme auto-correcteur et critique, qui vise un monde meilleur plutôt qu'un monde parfait » (p. 123)<sup>#08</sup>. Loin de signifier qu'il ne faut pas suivre les chemins qu'elles indiquent, les utopies donnent l'opportunité de construire une société riche d'expériences de réussites et d'erreurs, certes fictives, mais résonnant fortement avec le réel. Les alternatives économiques à des sociétés basées sur l'oppression de groupes minoritaires, souvent décrédibilisées, valent la peine d'être pensées, débattues, tentées.

C'est ce que font déjà certains individus ou certaines communautés, qu'il s'agisse par exemple de la décroissance ou de l'écoféminisme, que mettent en pratique les deux récits discutés ci-dessous.

### « PARESSE POUR TOUS-TES » : TRAVAILLER MOINS, VIVRE MIEUX

Encore plus récent, et moins discuté que les œuvres citées ci-dessus, *Paresse pour tous* (2021) d'Hadrien Klent (pseudonyme de l'auteur français Raphaël Meltz) est une fiction politique à la fois utopiste et réaliste. Le personnage principal, Émilien Long, Prix Nobel (fictif) en économie, raconte sa folle aventure lorsqu'il décide de se présenter aux élections présidentielles françaises, avec un programme pour le moins surprenant: la paresse pour toutes et tous.

Travailler quinze heures par semaine: c'est la proposition du candidat qui, si elle peut faire hausser plus d'un sourcil, est pourtant basée sur des théories économiques bien réelles, citées à la fin de l'ouvrage. Son titre est d'ailleurs directement issu du manifeste *Le Droit à la paresse* (1880) du penseur socialiste français Paul Lafargue, qui questionnait déjà la place centrale qu'a prise la « valeur travail » dans la société capitaliste.

Le protagoniste a également été comparé à l'économiste français Timothée Parrique, auteur de *Ralentir ou périr: L'économie de la décroissance* (2022), qui a d'ailleurs défini *Paresse pour tous* comme une des « fictions aidant à penser la décroissance » (Parrique, 2024). Si Parrique (2024) juge important d'utiliser le terme « décroissance » par souci de rigueur scientifique et de clarté<sup>#09</sup>, le personnage d'Émilien Long parle plutôt de « paresse », un terme qu'il remplace progressivement par celui de « coliberté ». L'ajout d'un suffixe exprimant la simultanéité souligne comment diminuer la production et la consommation peut mener à une forme de liberté respectueuse de celle des autres êtres vivants.

Redéfinir les valeurs sociétales liées à l'économie et au travail permet, dans *Paresse pour tous*, d'envisager l'émergence d'une société plus solidaire et harmonieuse. Fort de ses connaissances théoriques en économie, mais surtout de sa capacité à tisser des liens, le protagoniste amène progressivement les citoyen·nes français·es à remettre en question une économie axée sur le profit. Le programme politique d'Émilien Long devient alors porteur d'utopies déjà bien documentées, où produire, consommer et travailler « moins » permet de vivre « mieux »<sup>#10</sup>. Trois heures de travail par jour, cela signifie en effet pouvoir disposer de son temps d'une manière qui fait sens, pour l'individu comme pour la communauté. Laisser de la place à l'entraide, au bénévolat, au soin, au jardinage, à des déplacements plus lents et plus légers, ou simplement au repos et au ressourcement.

Le roman *Paresse pour tous* agit également, par son style et sa forme, comme une invitation à la paresse. Ralentir, s'arrêter et lire (en particulier de la fiction) deviennent des gestes de résistance dans une société ultrarapide, ultraproductiviste et ultracommuniste. Intégrant subtilement la théorie dans la fiction,

le récit donne autant voire plus d'importance aux moments que le protagoniste passe avec ses enfants et ses proches, qu'à ceux retraçant son parcours électoral et ses théories économiques. Car la vie, semble insister l'œuvre, se trouve dans ces moments suspendus et de convivialité, dont peut nous priver une société axée sur le travail. Chacune des scènes du récit s'avèrent toutefois être autant au service de la vulgarisation scientifique que de la fiction, puisque l'intime se mêle constamment au politique, rappelant leurs liens insécables.

*Paresse pour tous* propose une réflexion politique profonde, de l'économie jusqu'à la participation démocratique, en passant notamment par notre relation au numérique<sup>#11</sup>, tout en explorant ses limites – en imaginant, notamment, des dialogues avec les agriculteurs et agricultrices qui se sentent négligés face aux décisions écologiques, ou les personnes qui souhaitent garder leur activité professionnelle au centre de leur vie. D'abord axé sur la question du travail, c'est finalement un véritable modèle sociétal alternatif que propose un récit entremêlant théorie et utopie, n'attendant plus qu'une mise en pratique adaptée à son contexte.

### « RESISTERS » : VERS UNE SOCIÉTÉ DU SOIN

Le roman graphique *ReSisters* (2021), de l'autrice et chercheuse française Jeanne Burgart Goutal et l'illustratrice française Aurore Chapon, imagine le chemin vers un futur à nouveau désirable, avec une approche davantage intersectionnelle. L'œuvre entremêle à nouveau fiction et théorie, ici à partir des mouvements écoféministes, qui font le lien entre l'oppression de la terre et celle des femmes.

Le récit suit plusieurs personnages en 2030, dans une réalité post-covid, où les crises sanitaires, environnementales et économiques impactent profondément le quotidien de Lila, Mehdi, Naël, Parvati, Sandy et Pierre. Toutes et tous tentent de continuer à vivre dans une société épuisée par « la course au profit, l'épuisement des ressources et la restriction de liberté »<sup>#12</sup>.

*ReSisters* dépeint ainsi un récit dystopique mais proche du réel, où l'utopie résiste néanmoins, lorsque ces personnages atterrissent mystérieusement au sein d'une « communauté en rupture avec le système "capitaliste patriarcal néocolonial"<sup>#13</sup> » inspirée des idéaux écoféministes, les *ReSisters*. Celles-ci refusent « le sacro-saint "progrès" sans

pour autant aspirer à un "retour en arrière" » et « explorent des idées, des rituels, des actions de désobéissance pour régénérer le monde à la lumière des enjeux contemporains »<sup>#14</sup>. L'espoir de justice, de solidarité et de convivialité resurgit alors, dans une société où ces valeurs semblaient disparues.

## LES UTOPIES aident à naviguer vers des futurs désirables, pour qui sait les écouter.

#01 C'EST CE QUE PROPOSAIT, NOTAMMENT, LE FESTIVAL MAINTENANT! EN 2025 (« REENCHANTER, RÉSISTER, IMAGINER »). #02 DISPONIBLE À LA FUCID OU TÉLÉCHARGEABLE GRATUITEMENT SUR LE SITE OFFICIEL DE L'ARTISTE! #03 CONCEPT ET MOUVEMENT AUSSI BIEN ÉCONOMIQUE QUE POLITIQUE, SOCIAL ET PHILOSOPHIQUE, QUI VISE À PRODUIRE ET À CONSOMMER MOINS, POUR AUGMENTER LE BIEN-ÊTRE SOCIAL ET SOCIÉTAL. #04 TRADUCTION DE L'AUTRICE. #05 TRADUCTION DE L'AUTRICE. #06 TRADUCTION DE L'AUTRICE. #07 LA OÙ VONT NOS PÈRES (2007, DARGAUD), EN FRANÇAIS. #08 MA TRADUCTION. #09 LE TERME « DÉCROISSANCE », POUR PARRIQUE (2024), A L'AVANTAGE D'INDIQUER CLAIREMENT QU'IL S'AGIT DE SORTIR DE LA CROISSANCE POUR PRODUIRE ET CONSOMMER MOINS. #10 LA SUITE DE PARESSE POUR TOUS (2021) SE NOMME D'AILLEURS LA VIE EST À NOUS! (2023). #11 SI VOUS SOUHAITEZ VOUS DÉGOOGLISER, L'INFORMATIENNE FICTIVE (ET POTENTIELLE FUTURE MINISTRE DU NUMÉRIQUE DANS PARESSE POUR TOUS) MARGUERITE VOUS CONSEILLE D'AILLEURS DE VISITER LE SITE FRAMALIBRE.ORG POUR VOUS « DÉGOOGLISER » (PARRIQUE 2024). #12 SELON LE RÉSUMÉ DE L'OUVRAGE PRÉSENTÉ SUR LA 4<sup>e</sup> DE COUVERTURE. #13 IBID. #14 IBID.

Brisant de nombreux codes aussi bien sociétaux que narratifs ou graphiques, *ReSisters* mêle humour, illustrations et philosophie pour tisser une utopie dans la dystopie. Celle-ci prend en compte l'importance de croiser les regards et les luttes, en réponse au risque de devenir utopie pour l'un (ou l'une), et dystopie pour l'autre: « On ne croit plus au féminisme séparé de l'écologie, pas plus qu'à l'écologie séparée du féminisme, ni à ces enjeux s'ils sont séparés des combats sociaux, antiracistes et décoloniaux. C'est vital de penser l'interconnexion des luttes, parce que, si on les sépare, même les plus beaux idéaux tournent au vinaigre! » (*ReSisters*, s.p.).

Le style graphique de Chapon s'allie au propos, en célébrant la diversité des corps, des origines et des genres à travers des formes et des couleurs expressives, qui refusent aussi bien l'essentialisation qu'une approche *colorblind*<sup>#15</sup>. Les visages – mauves, verts ou encore oranges – changent en effet de couleurs au fil des planches, sans pour autant effacer leurs origines exprimées via d'autres moyens narratifs et visuels, mais en accentuant davantage l'ambiance ou les émotions liées aux scènes représentées.

L'esthétique écoféministe prend ici soin des personnages et du lectorat, dans une célébration des singularités physiques comme psychiques.

Grâce à son amie Parvati (étudiante venue d'Inde en France), Pierre (jeune cadre dans l'entreprise *Unibioo*) découvre l'envers du décor de cette multinationale, laquelle fait du bio dans une logique capitaliste de mondialisation et d'expansion, en reproduisant un regard colonial qui néglige et dévalorise les savoirs et les pratiques locales. Lors d'un voyage en Inde, Pierre finit par accepter de rencontrer Kamla<sup>#16</sup>, qui mène des actions pour améliorer les conditions des femmes tout en apportant des solutions aux problèmes environnementaux. *ReSisters* intègre alors, comme le fait également l'écoféminisme, une critique du « progrès » et du « développement » tels qu'imposés par l'Occident. L'œuvre révèle également la difficulté, pour les femmes subalternisées, non pas à parler, mais bien à être écoutées<sup>#17</sup>.

En France, Sandy – qui nettoie les locaux d'*Unibioo* et dont Pierre ne cesse d'oublier le prénom – décide, avec plusieurs autres femmes, de tourner à leur avantage le fait de ne pas être écoutées: « Personne ne nous regarde, personne ne nous voit, personne ne nous écoute, personne ne nous entend. Pourtant, en théorie, on a un pouvoir de dingue. Tout repose sur nous. En un sens, on est les piliers de la société, la colonne vertébrale sans laquelle s'effondreraient les familles, les entreprises, le monde tel qu'il s'est construit » (*ReSisters*, s.p.). L'œuvre rejoint ainsi les propos de l'économiste Geneviève Azam (2020), qui suggère que « les activités considérées comme secondaires par rapport à l'extraction, la production et l'accumulation » pourraient être celles « qui contiennent la possibilité d'un futur et d'une égale dignité pour toutes et tous » (p. 24). Dans un geste d'empouvoirement<sup>#18</sup>, *ReSisters* imagine la résistance de plusieurs femmes assignées au travail dit reproductif<sup>#19</sup> à travers le monde, afin de construire une société axée vers la solidarité et le soin: de soi, des autres, et de la Terre.

« Pour quel univers utopique et post-capitaliste êtes-vous fait.e ? » Pour le savoir, il suffit de répondre au test proposé par Socialter, dans son numéro sur la science-fiction (n° 71) ou via son site internet!

OSER L'UTOPIE

Dans l'émission *Radio France*, les réponses de Timothée Parrique (2025) à la question « Pourquoi est-il plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme? » posaient le constat d'une « crise de l'imagination collective »<sup>#20</sup> basée sur le « présentisme »: « On est enfermés dans le présent, et on n'arrive pas à imaginer un futur qui soit radicalement différent ». Et ce, malgré une longue histoire d'initiatives et d'alternatives économiques pré et post-capitalistes, réelles comme fictionnelles. Un numéro de *Socialter* soulignait d'ailleurs encore récemment (août/septembre 2025) que les imaginaires issus de la science-fiction aident aussi à penser un basculement sociétal. Les romans *Paresse pour tous* et *ReSisters*, plus ancrés dans le réel ou le réalisme magique<sup>#21</sup>,

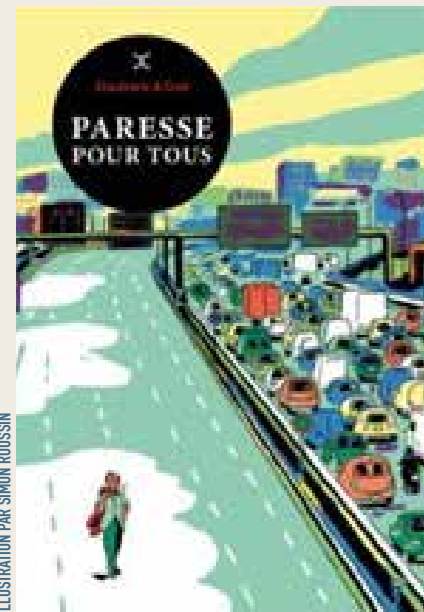


ILLUSTRATION PAR SIMON ROUSSIN

« La paresse, ce n'est ni la flemme, ni la mollesse, ni la dépression. La paresse, c'est tout autre chose: c'est se construire sa propre vie, son propre rythme, son rapport au temps – ne plus le subir »

Klent, 2021, *Paresse pour tous*, p. 25

réaffirment la légitimité des utopies pour inspirer et proposer des pistes alternatives, tout en explorant leurs obstacles et limites potentielles. De tels récits permettent, aussi, de s'armer d'espoir et de joie pour continuer à résister.

Les sources d'inspiration, de la fiction à des initiatives concrètes – individuelles, communautaires ou politiques – ne manquent donc pas. L'ouvrage *Plurivers* documente d'ailleurs une variété d'initiatives transformatrices à travers le monde, y compris la décroissance (Demaria & Latouche 2025) et l'écoféminisme (Terreblanche 2025). Dans leur contribution à cet ouvrage portant sur les économies communautaire<sup>#22</sup>, Gibson-Graham (pseudonyme de deux économistes féministes) rappellent qu'elles soutenaient déjà en 1996 « que celles et ceux qui souhaitaient changer le monde étaient en train d'ignorer toute une série de modèles économiques » (p. 273). Encore plus que de proposer de nouveaux récits, il importe aujourd'hui de veiller à ce que les utopies – au pluriel – redeviennent des boussoles, plutôt que des idéaux dévalorisés car jugés inatteignables. Et surtout, à prendre soin de rester critiques et à l'écoute, pour redéfinir les utopies lorsqu'elles en écrasent d'autres. C'est seulement ainsi que nous pourrions enfin changer de cap, pour naviguer collectivement vers des futurs à nouveau désirables. ●

ALICIA LAMBERT,  
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

#15 L'ÉDUCATRICE ET CONFÉRENCIÈRE ESTELLE DEPRIS DÉCRIT LE COLORBLINDNESS COMME UNE IDÉOLOGIE QUI ENTRÂINE « L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE FORME DE RACISME QUI, EN NEGLIGEANT LA RACE, REND INVISIBLES LES EXPÉRIENCES DE PERSONNES NON BLANCHES ET DONNE L'IMPRESSION QUE, TANT QU'IL EST IGNORÉ, LE RACISME SYSTÉMIQUE N'EXISTE PAS DANS NOTRE SOCIÉTÉ » (P. 140). #16 PERSONNAGE FICTIF INSPIRÉ DE KAMLA BHASIN, CO-FONDATRICE DE L'ONG ECOFÉMINISTE JAGORI ET AUTRICE DE FEMINISM AND ITS RELEVANCE IN SOUTH ASIA (1986, KALI FOR WOMEN). #17 TOUT COMME LE DÉMONTRENT ÉGALEMENT LES RÉFLEXIONS ISSUES DES SUBALTERN STUDIES, NOTAMMENT AUTOUR DE L'ESSAI TRÈS DISCUTÉ DE LA THÉORIE INDIENNE GAYATRI CHAKRAVORTY SPIVAK, « LES SUBALTERNES PEUVENT-ELLES PARLER ? » (1988). #18 DE L'ANGLAIS EMPOWER, « EMPUIVOIREMENT » DÉSIGNÉ LE PROCESSUS SELON LEQUEL UN GROUPE GAGNE OU REGAGNE DU POUVOIR D'AGIR ET DE DÉCIDER PAR SOI-MÊME (AUTODÉTERMINATION). #19 EN OPPOSITION AU TRAVAIL DIT PRODUCTIF, LE TRAVAIL DIT REPRODUCTIF DÉSIGNÉ LE TRAVAIL NON-RÉMUNÉRÉ LIÉ AUX TÂCHES MÉNAGÈRES ET DE SOIN (NETTOYAGE, CUISINE, GARDE DES ENFANTS...), ENCORE GÉNÉRALEMENT RÉALISÉ PAR LES FEMMES. #20 SELON UN POST INSTAGRAM PUBLIÉ PAR FRANCE INTER LE 12 AOÛT 2025. #21 LE RÉALISME MAGIQUE DÉSIGNÉ UN COURANT LITTÉRAIRE OÙ LA MAGIE INTÈGRE LE RÉEL, EFFAÇANT AINSI LES FRONTIÈRES ENTRE CES DEUX ESPACES, CE QUI EST LE CAS, DANS UNE CERTAINE MESURE, DANS LE ROMAN GRAPHIQUE *RESISTERS*. #22 APPROCHE LOCALE PORTÉE PAR LA COMMUNAUTÉ.

BIBLIOGRAPHIE  
- « TEST: POUR QUEL UNIVERS UTOPIQUE ET POST-CAPITALISTE ÊTES-VOUS FAIT.E ? », 2025 (AOÛT/SEPTEMBRE), SOCIALTER (QUAND LA SCIENCE-FICTION FAIT SA RÉVOLUTION), N° 71. - ATWOOD, MARGARET. « GOD IS IN THE DETAILS », THE NEW YORK TIMES WEB ARCHIVE. - AZAM, GENEVIÈVE, 2020, « CRÉER UNE ALLIANCE AVEC LA TERRE », APRES LA PLUIE, HORIZONS ECOFÉMINISTES (DIRS. DUCRETOT SOÛNE & JEHAN ALICE), TANA ÉDITIONS. - BERNIS ET AL., 2025 (27 JUIN), « FORMER LES HUMANISTES DE DEMAIN: UN IMPÉRATIF POUR UNE SOCIÉTÉ ÉCLAIRÉE », LE SOIR. - BHASIN KAMLA & NIGHT SAID KHAN, 1986, FEMINISM AND ITS RELEVANCE IN SOUTH ASIA, KALI FOR WOMEN. - BURGART GOUTAL, JEANNE & AURORE CHAPON, 2021, *RESISTERS*, TANA ÉDITIONS. - DEMARIA FEDERICO & LATOUCHE SERGE, 2022, « DÉCROISSANCE », PLURIVERS: UN DICTIONNAIRE DU POST-DÉVELOPPEMENT (DIRS. KOTHARI ET AL.), WILDPROJECT, PP. 215-218. - DEPRIS ESTELLE, 2024, MÉCANIQUE DU PRIVILEGE BLANC: COMMENT L'IDENTIFIER ET LE DÉJOUER?, BINGE AUDIO. - GIBSON-GRAHAM J.K., 2022, « ÉCONOMIES COMMUNAUTAIRES », 2022, « ECOFÉMINISME », PLURIVERS: UN DICTIONNAIRE DU POST-DÉVELOPPEMENT (DIRS. KOTHARI ET AL.), WILDPROJECT, PP. 273-276. - KELLER CELINE, 2024, WHO IS AFRAID OF DEGROWTH?, AUTO-PUBLIÉ. - KLENT HADRIEN, 2022, PARESSE POUR TOUS, LE TRIPODE. - KLENT HADRIEN, 2024, LA VIE EST À NOUS, LE TRIPODE. - KOTHARI ASHISH, SALLEH ARIEL, ESCOBAR ARTURO, DEMARIA FEDERICO & ACOSTA ALBERTO, 2022, PLURIVERS: UN DICTIONNAIRE DU POST-DÉVELOPPEMENT, WILDPROJECT (LIEVENS LAURENT 2022 (9 SEPTEMBRE), « POURQUOI JE QUITTE LA LOUVAIN SCHOOL OF MANAGEMENT (BELGIQUE) ? », MEDIAPART. - PARRIQUE TIMOTHÉE, 2022, RALENTIR OU PERIR: L'ÉCONOMIE DE LA DÉCROISSANCE, LE SEUIL. - PARRIQUE TIMOTHÉE, 2024 (8 AVRIL), « RÉPONSE À HADRIEN KLENT: PARESSE ET DÉCROISSANCE », TIMOTHÉE PARRIQUE (SITE OFFICIEL). - PARRIQUE TIMOTHÉE, 2025 (5 AOÛT), « TIMOTHÉE PARRIQUE: COMMENT, POUR NE PAS PERIR, RALENTIR ? » (ENTRETIEN PAR CHARLES PEPI), RADIO FRANCE. - SPIVAK GAYATRI CHAKRAVORTY, 1988, « CAN THE SUBALTERN SPEAK », COLONIAL DISCOURSE AND POST-COLONIAL THEORY: A READER (DIRS. P. WILLIAMS & L. CHRISMAN), COLUMBIA UNIVERSITY PRESS, PP. 66-111. - TERREBLANCHE CHRISTELLE, 2022, « ECOFÉMINISME », PLURIVERS: UN DICTIONNAIRE DU POST-DÉVELOPPEMENT (DIRS. KOTHARI ET AL.), WILDPROJECT, PP. 243-246.



ILLUSTRATION PAR AURORE CHAPON

« Imaginez: toutes les nounous du quartier gagnent au loto, et du coup elles arrêtent de s'occuper des enfants des autres »

Burgart Goutal & Chapon, 2021, *ReSisters*, s.p.

# QUIZ



## Les chiffres s'expriment !

### 1. QU'EST-CE QUE L'ÉCONOMIE DU DONUT ?

- A) Une théorie économique, développée afin de repenser le système économique en prenant en compte les enjeux sociaux et environnementaux.
- B) Un modèle de comparaison des richesses d'un pays par rapport au prix d'une viennoiserie classique telle qu'un donut.
- C) Un concept scientifique permettant de prévoir la projection sur plusieurs années des risques économiques des pays du Nord global.

### 2. QUEL POURCENTAGE DE LA RICHESSE DES MILLIARDAIRES PROVIENT D'HÉRITAGES, DE LIENS DE CONNIVENCES, DE PRATIQUES RELEVANT DE LA CORRUPTION, OU DE SITUATIONS DE MONOPOLES ?

- A) 15%
- B) 40%
- C) 60%

### 3. EN JANVIER 2025, QUEL POURCENTAGE DE LA RICHESSE MONDIALE SE PARTAGENT LES 1% LES PLUS RICHES ?

- A) 30%
- B) 45%
- C) 60%

### 4. QUELLE INFORMATION EST VRAIE ?

- A) La fortune de chacun des dix hommes les plus riches a augmenté de près de 100 millions de dollars par jour en moyenne en 2024.
- B) Même si vous aviez commencé à économiser 1000 dollars US par jour à l'époque de l'apparition des premiers êtres humains il y a 315 000 ans, vous n'auriez pas autant d'argent que l'un des dix milliardaires les plus riches.
- C) Si l'un des dix milliardaires les plus riches perdait 99% de sa fortune il resterait milliardaire.

### 5. LE BHOUTAN, PETIT ROYAUME HIMALAYEN, À LA PARTICULARITÉ D'AVOIR DÉVELOPPÉ UN CONCEPT UNIQUE, LE BNB. QU'EST-CE QUE CE BNB ?

- A) Le Bonheur National Brut.
- B) La Banque Nationale de la Biodiversité.
- C) Le Bilan de Nécessités et de Bien-être.

### 6. QUELS SONT LES OBJECTIFS D'UNE ENTREPRISE SOCIALE ET SOLIDAIRE ?

- A) Concilier activité économique et utilité sociale.
- B) Engager principalement des personnes sans-papiers en Belgique.
- C) Verser la moitié de ses bénéfices à des associations locales.

1) **RÉPONSE A.** En développant la Théorie du Donut, l'économiste Kate Raworth explore le type d'économie dont le 21<sup>ème</sup> siècle a besoin pour répondre aux grands défis qui sont les siens. Elle offre une boussole à l'économie pour permettre de répondre aux besoins des personnes dans la limite de ce que la planète peut offrir. (OXFAM)

2) **RÉPONSE C.** L'idée selon laquelle la richesse extrême récompense un talent hors du commun est répandue et fortement mise en avant par les médias et la culture populaire. Cette perception n'a pourtant pas d'ancrage dans la réalité. La fortune colossale des milliardaires n'a aujourd'hui que peu à voir avec le mérite. Tout d'abord, on assiste à l'essor d'une nouvelle oligarchie, où 60% de la fortune des milliardaires proviennent d'héritages, de liens de connivence, de pratiques relevant de la corruption ou de situations de monopole. En 2023, pour la première fois, les personnes qui sont devenues milliardaires sont plus nombreuses à devoir ce statut à des héritages qu'à leur entrepreneuriat. Le colonialisme, par ailleurs, n'est pas une période révolue d'extraction brutale de richesses, mais perpétue aujourd'hui encore des inégalités extrêmes. La concentration des richesses qui caractérise notre époque ne repose donc pas sur le mérite. Les ultra-riches manient l'art de prendre sans entreprendre. (Rapport Oxfam 2025)

3) **RÉPONSE B.** Bien que les taux de pauvreté aient diminué à l'échelle mondiale, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 6,85 dollars (PPA) établi par la Banque mondiale est le même qu'en 1990, soit près de 3,6 milliards de personnes. Cela représente 44% de l'humanité. Dans le même temps, de l'autre côté du miroir des inégalités, les 1% les plus riches se partagent une proportion similaire des richesses (45%). (Rapport OXFAM 2025)

4) **RÉPONSES A, B, C.**

5) **RÉPONSE A.** Le BNB ou Bonheur national brut est un outil créé dans les années 70 au Bhoutan permettant de mesurer le développement de son pays en y intégrant des dimensions humaines sociales, culturelles et environnementales plutôt que de se limiter à la croissance économique mesurée habituellement par les autres pays du monde via le PIB (Produit Intérieur Brut).

6) **RÉPONSE A.** Les entreprises sociales et solidaires reposent sur des principes de solidarité, de coopération, de démocratie, et de primauté de l'humain sur le profit. Elles s'organisent sous forme de coopératives, de mutuelles, d'associations, ou de fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Les entreprises sociales et solidaires représentent, en Belgique, environ 7-8% des entreprises, et génèrent environ 12% de l'emploi salarié. (Economie.gov.be)